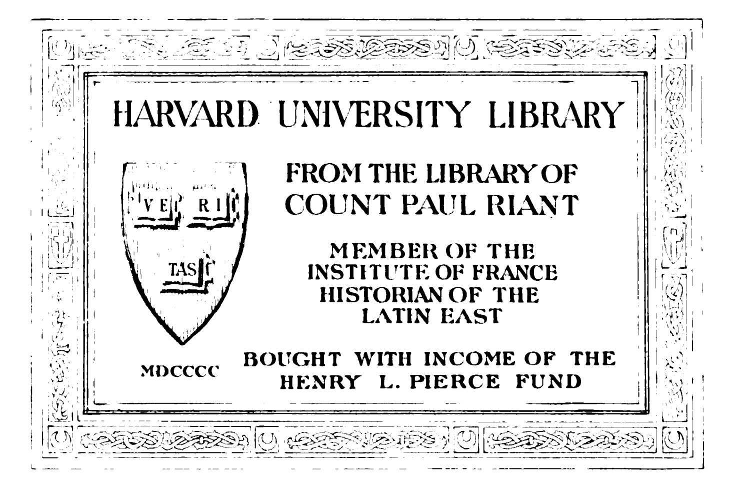

B
3693
92




HARVARD UNIVERSITY LIBRARY
VE RI TAS
FROM THE LIBRARY OF
COUNT PAUL RIANT
MEMBER OF THE
INSTITUTE OF FRANCE
HISTORIAN OF THE
LATIN EAST
MDCCCC
BOUGHT WITH INCOME OF THE
HENRY L. PIERCE FUND



INVENTAIRE SOMMAIRE

DE LA

COLLECTION
JOLY DE FLEURY

Par A. MOLINIER



PARIS
ALPHONSE PICARD, LIBRAIRE
Rue Bonaparte, 82.

M. D. CCC. LXXXI

Epernay. — Imp. Bonnedame et Fils.

INVENTAIRE SOMMAIRE

DE LA

COLLECTION JOLY DE FLEURY



Épernay. — Imprimerie BONNEDAME ET FILS.

INVENTAIRE SOMMAIRE

DE LA

COLLECTION
JOLY DE FLEURY

Par A. MOLINIER



PARIS
ALPHONSE PICARD, LIBRAIRE
Rue Bonaparte, 82.

M. D. CCC. LXXXI

AVERTISSEMENT

De toutes les collections historiques, conservées au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, la collection dite de Joly de Fleury n'est pas la moins importante ; elle est en effet la seule qui fournisse sur l'histoire administrative et judiciaire de la France au XVIIIe siècle des renseignements importants et de quelqu'étendue, et elle complète heureusement plusieurs séries des Archives nationales.

Acquise dès 1836 du dernier des Joly de Fleury, elle n'a été définitivement classée et reliée que dans ces dernières années, sous l'administration de MM. Taschereau et Delisle, et l'inventaire sommaire que le *Cabinet historique* en a publié, rédigé par celui qui a mis la dernière main à ce laborieux classement, a pu déjà donner aux lecteurs de cette revue une idée de l'intérêt qu'elle

présente et des ressources qu'elle peut fournir aux historiens.

Cette collection est extrêmement considérable ; elle se compose de 2555 volumes in-folio, contenant en moyenne 400 feuillets. Les documents qu'elle renferme se rapportent, sauf quelques exceptions, à l'administration de la France pendant le XVIIIe siècle, et la plupart proviennent du cabinet des procureurs-généraux au Parlement de Paris ; aussi en général ne faut-il y chercher aucun renseignement sur les parties du royaume, qui ne faisaient point partie du ressort de cette cour. Formée par la famille Joly de Fleury, cette collection comprend, outre les archives des procureurs-généraux, les documents réunis par les différents membres de cette famille durant l'exercice des nombreuses charges politiques et judiciaires remplies par eux.

Les Joly de Fleury étaient originaires de Bourgogne ; dès l'époque des derniers ducs de la maison de Valois, ils remplissaient les plus hautes fonctions dans les cours de justice de ces princes et à la chambre des comptes de Dijon. Un membre de la famille vint s'établir à Paris au XVIe siècle, et ses descendants, devenus conseillers au Parlement, surent y faire une brillante fortune. Pendant 150 ans, ils y jouèrent un rôle important, arrivèrent à posséder les premières charges, et à la fin du XVIIe siècle, ils étaient déjà à la tête

de ce grand corps. Le premier de ceux qui nous intéressent, le premier du moins dont les travaux nous aient été en partie conservés, Omer-Joseph Fleury, était en 1700 avocat-général ; il avait succédé en cette qualité au célèbre Omer Talon, son grand-père maternel. Il mourut en 1704 ; la charge passa alors à son frère, Guillaume-François Joly de Fleury, qui depuis 1700 était avocat-général à la Cour des Aides ; ce dernier avait d'abord étudié pour entrer dans les ordres et il portait encore le petit collet. Quand en 1717 le procureur-général d'Aguesseau eut été appelé à la charge de chancelier, Guillaume-François le remplaça à la tête du parquet et exerça les fonctions de procureur-général jusqu'en 1746 ; cédant alors sa charge à son fils aîné, il devint procureur-général honoraire et vécut encore dix ans, s'occupant de travaux historiques et du classement des archives du Parlement. C'est de lui que descendent la plupart des Joly de Fleury dont nous allons parler.

Son fils aîné, Guillaume-François-Louis Joly de Fleury, né en 1709, devint avocat-général en 1731 ; en 1746, il obtint la survivance de la charge de procureur-général et en exerça les fonctions jusque vers 1775.

Un second fils de Guillaume-François, Omer, né en 1715, fut successivement avocat-général au Grand-Conseil, puis au Parlement de Paris, et président à la même Cour (1768). Ce fut son fils

qui remplaça son oncle Guillaume-François-Louis comme procureur-général; il occupa cette charge jusqu'à la Révolution. Omer Joly de Fleury mourut en 1810.

Enfin, le neuvième enfant de Guillaume-François, Jean-François Joly de Fleury, né en 1718 et mort en 1802, remplit successivement les fonctions de conseiller au Parlement, de maître des requêtes, d'intendant de Bourgogne (à partir de 1749), et de conseiller d'État. En 1781, il devint ministre des finances en remplacement de Necker, essaya sans y réussir de combler le déficit du Trésor au moyen d'emprunts, et tomba en 1783, après être devenu extrêmement impopulaire.

Dans la collection Joly de Fleury, il ne faut pas chercher des documents confidentiels, des correspondances privées, on n'en trouverait que par hasard et le plus souvent à titre de pièces à conviction, de papiers saisis. La collection se compose presqu'uniquement de pièces officielles, administratives et judiciaires ; elle ne comprend même pas toutes les archives du parquet du Parlement de Paris, mais seulement les archives du cabinet du procureur-général. Sauf pour quelques affaires d'une importance exceptionnelle, sur lesquelles les magistrats instructeurs auront tenu à réunir toutes les informations possibles, il ne faut pas non plus lui demander de renseignements absolument complets. On n'y trouvera que le ré-

sultat du travail qui s'est fait dans le cabinet du procureur-général, les pièces justificatives imprimées et manuscrites les plus importantes, les lettres adressées au procureur, les notes prises par lui et pour lui pendant l'instruction de chaque affaire.

Mais ce sont justement ces pièces justificatives et ces notes qui font l'intérêt des volumes de la collection Joly de Fleury. Au XVIIIe siècle, on le sait, l'instruction des affaires administratives et judiciaires était plus compliquée qu'aujourd'hui. Non-seulement les parties, quand il s'agissait d'une contestation judiciaire, avaient à produire des pièces à l'appui de leurs assertions, mais encore le procureur-général avait à rassembler des précédents, à consulter les documents anciens, beaucoup plus souvent qu'on ne le fait de nos jours. Les lois pénales étaient si compliquées, la procédure si peu fixe, les règles fiscales si nombreuses, que pour trouver la solution de chaque cas particulier, il fallait recourir aux décisions rendues plus anciennement par les autorités compétentes. Un usurier, en l'an de grâce 1756, pouvait être condamné en vertu d'un capitulaire de Charlemagne, et un arrêt des *Olim* était invoqué dans une contestation entre deux particuliers.

Il ne faut pas oublier non plus que le procureur-général avait à donner son avis sur toutes les contestations entre les grands corps de

l'État, que c'était à son examen qu'étaient soumis tous les conflits de juridiction qui surgissaient chaque jour entre les tribunaux inférieurs du ressort. Pour apaiser ces conflits, pour mettre fin à ces contestations, pour faire respecter les droits ou les prétentions du Parlement, dont il était le représentant, il lui fallait rechercher tous les précédents qui pouvaient l'éclairer, recueillir les actes anciens sur la matière, trouver des arguments historiques et juridiques dans les registres du Parlement ou de la chancellerie royale.

A ces connaissances spéciales, le procureur-général devait encore joindre la pratique de toutes les coutumes qui se partageaient le sol de la moitié de la France. La condition des terres et des personnes variait de bailliage à bailliage et chaque plaideur pouvait alléguer, à l'appui de son action, un article de la coutume qui régissait ses biens ou sa personne.

Un procureur-général devait être juriste consommé ; mais la connaissance du droit romain et des coutumes ne lui suffisait pas ; il devait y joindre la pratique du droit canon. En effet l'Eglise, avec laquelle les parlements et les officiers royaux eurent tant de démêlés au XVIII[e] siècle, était régie par une législation spéciale empruntée non-seulement aux décrétales des papes, mais aux canons des anciens conciles et aux constitutions synodales. Si le parlement avait borné ses prétentions à sur-

veiller l'administration des biens ecclésiastiques et à réformer les monastères et les collégiales, les procureurs généraux n'eussent point eu besoin de connaître toute cette législation et la plupart des conflits eussent pu être écartés. Mais grâce à une vieille habitude, les parlements prétendaient réglementer la discipline intérieure de l'Eglise et même décider des questions dogmatiques. L'infaillibilité du pape, l'acceptation ou la non acceptation de la bulle *Unigenitus* étaient regardées par les conseillers comme questions relevant de leur tribunal, et de là pendant tout le XVIII[e] siècle des querelles interminables, qu'un peu de sang-froid chez les deux parties eût pu épargner au gouvernement. Pour décider ces graves questions, pour répondre aux évêques acceptants et non acceptants, les procureurs-généraux devaient pouvoir citer couramment les canons des conciles de Carthage ou de Sardique, des règlements synodaux du XIII[e] siècle, les ouvrages de Gratien, d'Ives de Chartres et de Bouchard de Worms.

Ces remarques, qui paraitront inutiles à la plupart des lecteurs, étaient cependant nécessaires pour expliquer pourquoi dans la collection Joly de Fleury les pièces anciennes sont en si grand nombre. Beaucoup de celles que l'auteur de cet article et ses prédécesseurs ont classées, provenaient de dossiers aujourd'hui détruits ou dispersés; mais un grand nombre se retrouvent encore

à côté des autres documents concernant l'affaire, à l'occasion de laquelle on les avait réunies. Enfin beaucoup avaient été rassemblées par les divers membres de la famille Joly de Fleury pour leur instruction personnelle.

En effet les Joly de Fleury, comme la plupart des magistrats du XVIIIe siècle, à la fois par nécessité et par goût, avaient en histoire des connaissances fort étendues. Tout comme les érudits de profession, ils connaisaient l'usage des grandes collections bénédictines et laïques des XVIIe et XVIIIe siècles, et le glossaire de Ducange, les capitulaires de Baluze figuraient dans leur bibliothèque au même titre que le *Traité de la police* de Delamarre ou le *Grand coutûmier de France*. Parfois même, quand leurs fonctions leur laissaient quelques loisirs, ils faisaient de leurs mains de longs extraits de ces ouvrages. Gardes du Trésor des Chartes, surveillants jaloux des archives du Parlement, ils y puisaient sans cesse pour leurs travaux personnels. Souvent même ils s'en servaient pour composer des ouvrages de longue haleine, et nous possédons le ms. autographe d'un traité étendu de Guillaume-François Joly de Fleury sur les immunités ecclésiastiques. Cet ouvrage a par lui-même peu de valeur historique. L'auteur n'a guère envisagé la question qu'au point de vue juridique et s'est trop souvenu des entraves de toutes sortes que les privilèges ecclésiastiques apportaient à l'action de la

justice royale, mais c'est un travail de longue haleine, et les pièces justificatives qui l'accompagnent témoignent d'une érudition peu commune. Cette dernière qualité se retrouve dans les nombreux mémoires composés par le même magistrat pendant le cours de sa longue carrière, qui, fidèle à ses goûts, consacra les dix dernières années de sa vie au classement et à l'inventaire de la précieuse collection des *Rouleaux* du Parlement.

Ce que nous avons dit plus haut de l'état de la législation au XVIIIe siècle prouve que tout bon magistrat à cette époque devait être doublé d'un historien. Parmi les travaux de cette espèce, qui font le plus d'honneur au premier procureur-général, citons encore la révision des ordonnances de procédure criminelle et civile de Louis XIV, tentée par d'Aguesseau de 1735 à 1740; Guillaume François Joly de Fleury prit une part active à cet essai de codification, et les nombreux volumes écrits par lui à cette occasion témoignent toujours des mêmes connaissances historiques et juridiques.

La majeure partie de la collection Joly de Fleury vient du cabinet des procureurs-généraux du Parlement de Paris ; il est donc indispensable de donner quelques indications précises sur les attributions de ces magistrats au XVIIIe siècle, et de savoir au juste ce qu'était le ressort de ce Parlement, dans les limites duquel leur action se renfermait presque

toujours. Rarement en effet, ils empiétaient sur le domaine des autres parlements, et ce n'était qu'en cas d'appel, ou dans certaines circonstances difficiles, qu'il entretenait des relations avec les autres corps judiciaires.

Le ressort du parlement de Paris, même après la création des parlements provinciaux au xve et au xvie siècle, était extrêmement étendu ; au nord il s'étendait jusqu'à la frontière flamande, et le Conseil supérieur d'Artois, malgré sa résistance opiniâtre, n'avait pu soustraire les provinces septentrionales à l'influence de ce corps, son rival. Borné à l'ouest par le ressort du parlement de Rouen, il renfermait le Vexin français, une partie du Perche, le Maine, et s'étendait jusqu'aux limites de la Bretagne. De là englobant le Poitou, la Saintonge et l'Aunis, il atteignait la Guyenne. Une ligne arbitraire, laissant de côté le Quercy et le Rouergue, mais enveloppant la Marche, le Limousin et l'Auvergne, le séparait des parlements de Bordeaux et de Toulouse. A l'est, la ligne de démarcation, enfermant le Nivernais, l'Autunois, la Haute-Bourgogne et la Champagne, venait rejoindre la frontière septentrionale un peu à l'ouest de Metz. Démembré par Maupeou, au moment de la création des conseils supérieurs, ce ressort fut reconstitué tel qu'il était avant le triumvirat, lors du rappel du Parlement par Louis XVI et ne subit plus aucune modification jusqu'en 1790.

Le pouvoir du procureur-général s'étendait sur tout ce territoire, c'est-à-dire sur plus de la moitié de la France ; il s'exerçait dans les affaires politiques, judiciaires et administratives.

Au point de vue politique, le procureur-général partage et soutient dans la plupart des cas les prétentions du Parlement, et grâce aux droits d'enregistrement et de remontrances, il exerce sur les affaires générales du gouvernement une véritable surveillance.

Au point de vue judiciaire, il prend parti pour le roi dans les causes présentées au Parlement, introduit les instances, remplit en un mot le même rôle que le ministère public de nos jours.

Enfin, représentant de la puissance royale, il fait exécuter les arrêts du Parlement dans toute l'étendue du ressort. Il intervient par suite tout naturellement dans les affaires de police et d'administration, et correspond directement avec les procureurs du roi dans les bailliages de province. Il leur envoie ses instructions pour l'exécution des décisions de la cour, reçoit d'eux des renseiseignements sur les faits de quelqu'importance qui ont pu se passer dans l'étendue de leur ressort, et qui seraient de nature à troubler la tranquillité publique ou à nécessiter l'intervention du pouvoir judiciaire ; il répond à leurs demandes d'explications sur des points obscurs de droit ou de procédure ; enfin il règle les compétitions de pouvoir

qui peuvent s'élever entre les tribunaux inférieurs ; si les circonstances lui semblent l'exiger, muni de tous ces renseignements officiels, il présente au Parlement des conclusions pour un arrêt à intervenir. Telles sont en résumé ses attributions en province ; à Paris, elles sont plus mal définies ; il siège dans les assemblées de police, veille à la tranquillité publique, assure l'alimentation de la capitale, fait partie du conseil d'administration et de surveillance des hôpitaux, etc.

Outre ces attributions générales, le procureur-général en avait d'autres spéciales. Depuis un édit du roi Henri III, de janvier 1582, à sa charge était unie celle de garde du Trésor des Chartes. Et ici notons une particularité : quoique confié à un membre du Parlement, cet important dépôt n'en était pas moins resté sous la surveillance directe de la Chambre des Comptes. Longtemps chaque nouveau procureur-général dut prêter serment à cette compagnie en qualité de garde du Trésor ; un arrêt, rendu par le Conseil d'Etat le 9 juillet 1697, finit par le dispenser de cette formalité, mais jusqu'en 1789, il dut faire enregistrer ses provisions à la Chambre des Comptes. C'est au procureur-général que devaient s'adresser ceux qui désiraient consulter des documents du Trésor des Chartes, et nous avons de ce chef un certain nombre de volumes qui pourraient fournir des renseignements pour l'histoire littéraire du XVIIIe

siècle. Outre le Trésor des Chartes, le procureur-général surveillait et administrait les archives du Parlement, de concert avec le premier président et le greffier de la cour, et nous avons déjà mentionné plus haut le grand travail fait sur la collection des *Rouleaux* par Guillaume-François Joly de Fleury.

Pour suffire à cette tâche, le procureur avait une véritable chancellerie, avec un secrétaire général et de nombreux copistes et expéditionnaires; à mesure que le siècle s'avance, on voit les frais de bureau s'accroître dans des proportions fabuleuses; en quatre-vingts ans, ils ont à peu près doublé. Mais la présence de ce secrétaire et de ces nombreux copistes n'allégeait que peu le travail du procureur-général. Toutes les affaires passaient sous ses yeux; si insignifiante qu'elle soit, chaque lettre reçue porte en tête, de sa main, la minute de la réponse à faire. Occupé comme il l'était au Parlement et à la cour, empêché par les visites officielles, il trouvait encore le temps de rédiger lui-même les brouillons de ses réponses aux lettres de bonne année ou de compliment, de noter à la marge de chaque mémoire les renseignements importants qu'il contenait, de classer dans un ordre exact les papiers qui lui arrivaient de tous côtés, et d'en faire des recueils méthodiques ; il avait encore à rédiger de longs et substantiels mémoires, écrits tout entiers de sa main et composait dans ses

moments de loisir des ouvrages d'érudition et de théologie. Sa vie publique n'était guère moins remplie que celle d'un ministre de nos jours, et il prenait une part beaucoup plus personnelle à la conclusion de toutes les affaires qui lui passaient sous les yeux.

Les fonctions, autres que celles de procureur-général, remplies par les différents membres de la famille Joly de Fleury, ont aussi laissé leurs traces dans la collection de ce nom. C'est ainsi que les documents sur le traité de Turin de 1760 viennent de l'intendant de Bourgogne ; les plaidoyers prononcés par les deux premiers procureurs généraux jusqu'en 1746, en qualité d'avocats généraux,nous ont été conservés ; enfin le passage du premier président au ministère des finances a donné naissance à une série importante de papiers sur cette partie de l'administration.

Dans le classement des volumes, nous avons essayé de suivre un ordre aussi rationnel que possible, rapprochant autant que possible ceux qui contenaient des documents de même espèce. Mais plusieurs choses s'opposaient à la réalisation rigoureuse de ce plan. Une partie de la collection était déjà reliée, quand M. L. Delisle, alors directeur du département des manuscrits, voulut bien nous confier l'achèvement de ce long travail, et les 1000 premiers volumes avaient déjà reçu une numérotation continue, qu'il était impossible de ne

pas conserver. En outre, avant la cession des papiers Joly de Fleury à la Bibliothèque nationale, certaines parties de la collection avaient déjà été classées par ses derniers possesseurs ; des inventaires sommaires en avaient été dressés, et il eût été puéril, pour rétablir un ordre plus logique, de priver les érudits de ces secours difficiles à remplacer. Aussi avons-nous conservé pour certaines séries les divisions usitées au XVIII[e] siècle. Les désavantages du système, désavantages qui pour toute personne ayant la pratique des tables et des répertoires de cette époque, sont à vrai dire sans inconvénients, ne pouvaient nous faire oublier les services que devait rendre une pareille manière de faire.

Nous allons maintenant reprendre les différentes séries, qui composent la collection, en indiquant sommairement la valeur et l'étendue de chacune d'elles.

La première série, *Avis et mémoires sur les affaires publiques* (1712-1787), a été formée au commencement de ce siècle. Beaucoup des dossiers qui la composent ont en effet trait à la politique et à l'administration générale : grands procès politiques du XVIII[e] siècle, différends entre le Parlement et le roi, entre ce dernier et l'église, etc.; mais on y trouve aussi des pièces se rapportant à des affaires beaucoup plus spéciales, telles que la censure des œuvres du P. Hardouin par la Sorbonne, l'adminis-

tration des grandes villes du ressort, Paris, Orléans, etc. La plupart des dossiers sont assez étendus ; quelques-uns remplissent plusieurs volumes, et on y trouve non-seulement des actes officiels, arrêts du Parlement et du Conseil d'Etat, lettres administratives, etc., mais encore des documents confidentiels, lettres du procureur-général, du lieutenant de police, des ministres, etc. L'ordre adopté dans le classement, conforme à celui d'un ancien inventaire, que nous avons placé à la fin de la collection, est l'ordre chronologique ; pour l'établir, on a pris tantôt la première, tantôt la dernière pièce de chaque dossier ; mais l'inventaire en question, sans être très-détaillé, permet de se retrouver dans cette grande série. Un supplément de 671 numéros, classé vers la même époque et d'après le même système, remplit les 46 volumes suivants (563-608).

Viennent ensuite les conclusions du procureur-général de 1720 à août 1789. On peut regarder cette collection comme à peu près complète ; elle a été classée vers le commencement du XIXe siècle par ordre de matières, et forme ainsi un véritable répertoire de jurisprudence, utile à consulter. Les conclusions sont généralement autographes et presque toujours accompagnées de quelques-unes des pièces imprimées ou manuscrites les plus importantes relatives à l'affaire en question. (N°s 609-920).

Viennent ensuite les notes et copies prises par le premier procureur-général sur la collection des *Rouleaux du Parlement*, lors du travail de classement, auquel il consacra les dix dernières années de sa vie. L'ordre de cette série est assez défectueux ; on pourra cependant y trouver de quoi compléter cet admirable fonds des Archives Nationales, le jour où on essaiera de l'inventorier. (Nos 921-967) (1).

De ces notes sur les *Rouleaux* ont été rapprochées un grand nombre de copies extraites des registres et des layettes du Trésor des Chartes, copies qui ont été anciennement classées par ordre de matières. (Nos 968-1010). On peut y noter les volumes 1005-1008 contenant les demandes de communications de pièces du Trésor des Chartes, adressées au procureur-général pendant le XVIIIe siècle.

Avec le no 1010 se termine la première série des volumes de la collection Joly de Fleury, série dont nous avons dû respecter l'ancienne numérotation. Les 1545 volumes qui suivent ont été rangés par nous par ordre de matières, sans que nous ayons toujours pu obtenir un classement satisfaisant.

Avis, informations et projets (nos 1011-1026). Série formée anciennement et qui eût pu sans au-

(1) Sur cet essai de classement du procureur-général, on peut voir une note très-intéressante de Beugnot, *Olim*, I, pp. 995-1000.

cun dommage être classée à nouveau; l'inventaire qui aurait pu en rendre l'usage facile n'existe plus; notons pourtant que la plupart des pièces qui la composent se rapportent aux affaires judiciaires et aux relations entre le chancelier et le procureur-général.

Avis demandés au procureur-général par les ministres (1769-1786), n° 1027. Quelques affaires intéressantes et surtout beaucoup de pièces confidentielles, notes pour la préparation des édits et des ordonnances.

Exécution du testament du duc d'Orléans, fils du régent, mort en 1752 (nos 1029-1034). L'un des exécuteurs testamentaires désignés par ce prince, célèbre pour sa charité, fut l'ancien procureur-général, qui depuis 1746 avait résigné sa charge.

Lettres patentes laissées en souffrance et renvoyées aux ministres en 1770 et 1771, par le procureur-général (n° 1036). Lors de la formation du parlement Maupeou, Joly de Fleury donna sa démission; les papiers dont se compose ce volume se rapportent aux affaires courantes, que la destruction du Parlement avait retardées et dont les dossiers furent renvoyés aux ministres compétents.

Avec le volume 1081 commencent les affaires administratives proprement dites. L'action administrative du Parlement, et par suite celle du procureur-général, était, on le sait, extrêmement envahissante et se faisait sentir dans une foule d'affaires, qui

aujourd'hui ne seraient plus du domaine judiciaire. Beaucoup de démêlés, de contestations entre les officiers du roi, que les agents administratifs décideraient aujourd'hui eux-mêmes, en faisant intervenir le ministre compétent, étaient alors réglés par arrêt du Parlement. Le procureur-général avait personnellement des attributions encore plus étendues, à Paris comme en province, où les procureurs du roi dans les bailliages recevaient de lui toutes leurs instructions. A Paris il faisait partie des *Assemblées de police*, et par suite il exerçait une action directe sur toutes les branches de l'administration: la voierie, la circulation, les petits métiers dépendaient en partie de lui; il prévenait les émeutes et les attroupements ; en temps de troubles, il recevait en même temps que le lieutenant de police les rapports journaliers sur l'état de la ville. Il s'occupait encore avec ce haut fonctionnaire de l'alimentation publique, et chacun sait que pendant tout le XVIIIe siècle, il y a peu d'année où la famine n'ait menacé la capitale. — En province, il entretenait avec les officiers judiciaires de tout ordre une active correspondance. Il leur transmettait les édits et les déclarations, en les invitant à les faire enregistrer dans leurs sièges de justice; il recevait leurs explications, leurs renseignements sur toutes les affaires quelque peu importantes, qui surgissaient dans leur juridiction. De cette correspondance administrative, la plus

grande partie a péri; ce qui en subsiste, permet de se rendre compte de l'activité déployée par les procureurs-généraux, du zèle, du soin qu'ils apportaient dans l'accomplissement de leurs fonctions multiples.

De cette masse de documents, un autre fait ressort avec évidence, c'est l'accroissement continu de la puissance du Parlement pendant tout le XVIII[e] siècle Héritiers des traditions de gallicanisme et de centralisation administrative, suivies par leurs prédécesseurs, les Joly de Fleury livrèrent au clergé et aux classes privilégiées de rudes combats. Successivement, la plupart des branches de l'administration furent soumises à leur action immédiate. Registres de l'état religieux, fabriques, affaires ecclésiastiques, ordres religieux, cimetières, commerce, le procureur-général surveille et dirige tout. Ce mouvement fut si rapide, qu'à la fin de l'ancien régime il partageait avec les secrétaires d'état dans tout le ressort du parlement de Paris les fonctions multiples de ministre de la justice et des cultes, de ministre de l'intérieur et de préfet. Le fait est antérieur aux Joly de Fleury, mais à certains égards, ils paraissent avoir activé ce mouvement, et à partir de 1745, les progrès qu'ils ont fait faire au pouvoir royal deviennent de plus en plus sensibles. Le fait mériterait d'être étudié par les futurs historiens de la Révolution.

En tête des affaires administratives, nous avons placé la correspondance entre le procureur-géné-

ral et ses subordonnés de province. Cette série, qui malheureusement est aujourd'hui fort incomplète, comprend la copie des lettres écrites par le procureur-général aux officiers de justice de 1779 à 1787 (nos 1081-1085) ; les lettres écrites et reçues par lui en 1767 et 1768, lors de la recherche des droits domaniaux du roi, qui eut lieu à cette époque (nos 1086-1091) ; enfin une collection assez importante de lettres et de mémoires relatifs aux intendants ; un volume entier se rapporte à la seule généralité de Lyon (nos 1092-1094). La première de ces trois collections avait été formée par le dernier procureur-général pour servir de précédents ; nous avons cru devoir la ranger par ordre alphabétique de localités.

De cette correspondance administrative, on peut rapprocher la collection beaucoup moins importante des procès-verbaux de l'enregistrement des édits et déclarations aux cours inférieures ; cette collection ne renferme guère que des imprimés remplis par les officiers des bailliages et des lettres d'envoi. Cependant on peut y trouver de précieuses indications sur les sentiments de la magistrature provinciale, sur la manière dont elle accueillit certaines grandes réformes politiques ou administratives, telles que la suppression du parlement en 1774, l'établissement d'une cour plénière en 1788, l'édit de 1787 sur l'état civil des protestants, etc. (nos 1094-1100).

Les titres seuls des volumes 1101-1106 indiquent suffisamment leur intérêt : *Émeutes à Paris, déclaration sur les attroupements*, *affaires diverses de l'année 1790*, etc. Ces derniers volumes comprennent les actes du procureur-général, quand de procureur du Parlement il devint procureur-général de la cour d'appel de Paris.

Les volumes 1107-1165 se rapportent à la question de l'alimentation publique, question si délicate en tous temps et que mille causes rendaient encore plus épineuse au XVIIIe siècle. Dès le temps de Louis XIV, Paris eut souvent à souffrir de la disette ; mais à partir de la cruelle année de 1709, il n'y eut pas d'année, où le gouvernement n'ait eu cette préoccupation. Pour approvisionner Paris, on affamait ses environs immédiats, et dans les années de grande disette, telles que 1726, 1752, 1774 et 1768, ce travail d'épuisement faisait sentir ses effets jusqu'à 30 et 40 lieues de la capitale. — Chaque jour le procureur-général recevait, en même temps que le lieutenant de police, la cote de la halle de la veille et une liste sommaire des marchandises en magasin : un travail analogue était opéré en province, dans les localités où se tenaient les grands marchés de grains, et chaque été, au moment de la moisson, des inspecteurs spéciaux allaient se rendre compte sur les lieux de l'état de la récolte et envoyaient chaque semaine leurs rapports. La nécessité de contenir Paris, dont l'humeur turbu-

lente était déjà pour le gouvernement un sujet d'inquiétude, non moins que l'humanité, justifiait ces précautions minutieuses, précautions que malheureusement la mauvaise situation économique du royaume rendit souvent inutiles.

Ce fut encore au procureur-général qu'imcomba, après l'édit de 1736, le soin de veiller à la bonne tenue des registres de l'état religieux (baptêmes, mariages, vêtures et noviciats). Il eut à lutter contre la négligence et la mauvaise volonté de plus d'un curé du ressort, et déploya dans ces petits débats toute la fermeté et tout le tact nécessaires. Les documents relatifs à cette affaire sont des plus intéressants et semblent prouver que ces registres étaient fort mal tenus, pleins d'erreurs ; beaucoup manquaient entièrement et il y avait tout avantage à les soumettre au contrôle du pouvoir civil (nos 1166-1181).

Vers la fin du règne de Louis XV, le procureur-général essaya aussi de résoudre la question des cimetières, qui, dès cette époque, préoccupait les médecins et les administrateurs. En province, la question était fort simple, mais à Paris elle était beaucoup plus compliquée ; dès cette époque, les cimetières *intra muros* étaient regardés comme des foyers d'infection, et on cherchait à les éloigner le plus possible des habitations. Ce fut en 1763 et en 1765 que le Parlement et le procureur-général commencèrent à s'occuper de cette affaire ; quel-

ques améliorations eurent lieu tout d'abord, et un peu plus tard, en 1782, nous voyons l'administration appuyer de grands projets de réforme, que le manque d'argent, le défaut de temps, ne permirent pas de mener à bonne fin (nos 1182-1209).

Pas plus que les cimetières, les hôpitaux n'échappaient à la surveillance du procureur-général. L'administration des maisons de charité du ressort dépendait de lui, comme représentant du Parlement, et siégeant à Paris dans une commission analogue à celle que de nos jours on appelle la commission des hospices, il exerçait une double autorité sur tous les établissements de charité existant dans la capitale. Aussi les volumes 1210 à 1272, qui concernent cette branche de l'administration, renferment-ils nombre de documents précieux, dont certains ne doivent pas exister dans les archives de l'Assistance publique, sans compter que beaucoup ont dû disparaître lors de l'incendie de ce dépôt en 1871.

Aux documents concernant les hôpitaux, on peut joindre ceux qui se rapportent au Grand-Bureau des pauvres et à diverses aumônes et fondations pieuses, les unes placées par leurs fondateurs mêmes sous la surveillance du procureur-général, les autres dirigées par lui en vertu d'arrêts du Parlement (nos 1273-1286). Signalons notamment l'aumône Courlandon et la fondation Colbert.

Des hôpitaux nous passons aux prisons, dont le procureur-général avait la haute surveillance ; il visitait deux fois par an, avec plusieurs autres magistrats et officiers judiciaires, toutes les prisons de Paris, royales et seigneuriales, présentait les geôliers des unes à la nomination du Parlement, et lui rendait compte de l'état intérieur des autres. Il avait aussi l'inspection des maisons de force, s'entendait avec le garde des sceaux pour la formation des chaînes bisannuelles de galériens, et faisait partie de la *Compagnie pour la délivrance des prisonniers pour dettes* ; il avait encore à administrer des fondations faites par divers particuliers en faveur des pauvres prisonniers. Parmi les documents de cette série, il faut noter principalement des rapports sur l'état des prisons du ressort en 1790, au moment des grandes réformes de l'Assemblée nationale, et nombre de plaintes émanant de personnes enfermées en vertu de lettres de cachet ; on y trouve même beaucoup de lettres incohérentes écrites par des aliénés, toutes annotées de la main du procureur-général, preuve de la conscience qu'il mettait à s'acquitter des devoirs de sa charge (nos 1287-1306).

Les documents relatifs aux *Assemblées de police*, qui se tenaient à Paris et avaient à s'occuper des menus détails de l'administration journalière, remplissent les volumes 1310-1336 ; nous les avons placés en tête des affaires locales, car ils se

rapportent à la fois à Paris et à sa banlieue. On peut y remarquer trois volumes importants sur les incendies, où les historiens de Paris pourront trouver nombre de renseignements sur certains faits de l'histoire intérieure de cette ville au XVIIIe siècle.

Les affaires locales, intéressant une ville, une province, viennent ensuite. On y remarque notamment les papiers sur l'Artois (n°s 1337-1342); ils ont surtout rapport aux différends entre le Parlement et le conseil provincial, ce dernier cherchant à défendre ses prérogatives, que les parlementaires voulaient lui ravir. — Les volumes 1343-1372 concernent la Lorraine et le Barrois et se rapportent aux tentatives des procureurs-généraux pour soumettre à leur action la partie du Barrois, que l'on appelait le Barrois mouvant, tentatives qui rencontrèrent une résistance opiniâtre chez les derniers ducs de Lorraine, et qui se renouvelèrent constamment de 1700 à 1730 ; elles ne cessèrent que le jour où le traité de Vienne de 1735, en donnant la Lorraine au roi de Pologne, Stanislas Leczinski ; assura à la couronne l'héritage de ce prince. Ce traité fut, on le sait, l'œuvre de Chauvelin, et la collection Joly de Fleury contient nombre de lettres de ce célèbre diplomate, l'un des meilleurs qu'ait eus l'ancien régime au XVIIIe siècle. La partie de ces documents, qui est antérieure à 1717, a été réunie par le chancelier d'Aguesseau,

procureur-général jusqu'à cette dernière année. — Parmi les autres volumes relatifs aux affaires locales (nos 1373-1409), mentionnons encore une série de 8 volumes sur la peste de Marseille, et une volumineuse collection formant 25 volumes relatifs à un grand nombre de localités du ressort du parlement de Paris ; volumes qui sont formés de papiers restés en résidu, mais qui renferment un grand nombre de documents curieux et importants.

Les papiers relatifs à l'administration de Paris remplissent les volumes 1410 à 1431. En cherchant bien, on pourrait joindre à cette série bien d'autres volumes épars dans le reste de la collection, mais pour réunir tous les documents que les Joly de Fleury avaient réunis sur l'histoire de la capitale, il aurait fallu ne tenir aucun compte des classements projetés ou exécutés. Le lecteur est donc prévenu que pour retrouver tout ce que le fonds contient sur cette question, il fera bien de parcourir notre inventaire. Sur cette première série de 22 volumes, on peut surtout noter les volumes 1415 et 1416, sur la police de la ville ; 1420 à 1423, travaux publics et bâtiments ; 1428 à 1431, subsistances.

Affaires financières (nos 1432-1467). — Cette partie de la collection Joly de Fleury a une double origine ; beaucoup des documents qu'elle renferme ont été réunis à l'occasion de l'enregistre-

ment des édits de finances au Parlement, enregistrement qui ne fut pas sans entraîner des luttes extrêmement vives; les autres, au contraire, datent du ministère d'Omer Joly de Fleury (1782-1783).

Dans la première partie, on remarque, outre quelques papiers sans grande valeur, se rapportant à la liquidation des affaires de la banque de Law, de nombreux mémoires présentés au procureur-général ou rédigés par son ordre, beaucoup de renseignements sur le vingtième et le double vingtième, sur la taxe territoriale, qui souleva les plaintes de tous les privilégiés, et sur les édits financiers, promulgués en 1759 et 1760, pour payer les frais de la seconde guerre de Sept Ans. Ajoutons-y un recueil extrêmement précieux de lettres originales sur les corvées (1776-1781), écrites à l'occasion de leur rétablissement par Louis XVI; on y trouve les renseignements les plus intéressants sur cette grave question et la justification complète des reproches faits à ce mode de prestation. Mentionnons en dernier lieu une fort belle collection de documents sur le don gratuit, établi en 1758 et prorogé jusque vers 1770; dès le premier jour, deux tarifs furent proposés aux villes et aux communautés du royaume, plusieurs autres s'abonnèrent, et de là une série extrêmement intéressante de mémoires et de lettres sur la matière.

Les papiers provenant du Ministère des finances

remplissent 11 gros volumes. Successeur de Necker, porté au pouvoir par le parti de la Cour, Joly de Fleury essaya, avec moins de hardiesse et aussi moins de talent que le banquier génevois, de faire prévaloir quelques projets de réforme. Mais la situation était trop difficile pour lui, et il tomba au bout d'un an de pouvoir, après s'être aliéné ses amis de la Cour et sans avoir gagné le parti opposé. Dans ces 11 volumes, on trouvera le plan détaillé, avec pièces justificatives à l'appui, des budgets des années 1783 et 1784, et de nombreux mémoires, se rapportant plus ou moins aux finances, adressés au ministre par divers particuliers.

Affaires religieuses (Nos 1468-1717). — Pour qui sait la place importante que l'Église tenait dans la vie sociale au XVIIIe siècle, il n'y a pas à s'étonner du nombre de volumes occupés dans la collection Joly de Fleury par les affaires religieuses. Nous n'avons pas à exposer le rôle du Parlement et des gens du roi à ce point de vue ; c'est par les légistes que la société civile, dès la fin du moyen-âge, arriva à surveiller l'administration des domaines ecclésiastiques, à faire sentir aux clercs et aux religieux l'action de la justice civile, en un mot à séculariser la part de puissance publique, que l'Eglise avait conquise à une époque où seule elle était stable et instruite. Cette lutte ne fut pas moins vive au XVIIIe siècle qu'aux siècles

précédents, et dans leurs différends avec les prélats et les clercs de leur temps, les Joly de Fleury montrèrent autant de ténacité et de persévérance que leurs prédécesseurs. Comme eux, ils allèrent même parfois trop loin, avec d'autant moins de scrupules que si grande que pût être leur ardeur à combattre ce qu'ils regardaient comme des abus, la sincérité de leur foi ne pouvait être suspectée. Moins que jamais, on n'avait l'idée au XVIII[e] siècle de la séparation des pouvoirs, cet idéal si difficile à atteindre en tout temps, et l'ordre spirituel avait tant de points de contact avec l'ordre temporel, que les conflits étaient presque quotidiens. Il faut en outre ne pas oublier les longues querelles que souleva à cette époque la bulle *Unigenitus* ; depuis l'an 1713, date de sa promulgation, jusque vers 1756, on n'entendit parler en France que d'appelants et de non-appelants, de mandements brûlés au Palais et approuvés à Rome, condamnés par le Saint-Office et loués par les parlements. Chassés de la cour, où les jésuites l'avaient emporté sous Louis XIV, les jansénistes avaient pour eux la plupart des magistrats, une bonne partie du clergé et presque toute la bourgeoisie française ; tout ce qui restait encore de gens d'opposition en France s'était ligué contre cette malencontreuse constitution. On ne discutait guère sur le fond même de la querelle, dont la plupart des laïques ne pouvaient se rendre compte, mais ,

et les Gallicans refusaient unanimement d'accepter les décisions autoritaires de la cour de Rome. Plus directement mêlés à la lutte, les gens du roi, et à leur tête le procureur-général, y prenaient une part active et à cette occasion se faisaient théologiens et canonistes. De ce travail est sortie une masse de mémoires, de notes de toute espèce, qui n'ont plus guère d'intérêt aujourd'hui et qui ne seront sans doute jamais étudiés. La bulle *Unigenitus* n'était pas du reste le seul sujet de bataille des parlementaires et des prélats ; la réforme des ordres religieux, activement poursuivie par les magistrats royaux, la surveillance des études, la poursuite des religionnaires, toutes ces questions amenaient des conflits, conflits que les prétentions des deux partis ne contribuaient d'ordinaire qu'à envenimer.

En tête de cette partie de la collection, nous avons placé les papiers provenant du Conseil de conscience, dont le procureur-général faisait partie, papiers qui se rapportent tous à l'époque de la Régence. Ces huit volumes ne renferment aucun dossier bien intéressant. Viennent ensuite beaucoup de pièces relatives aux Assemblées du clergé de 1705 à 1788 ; le procureur-général n'eut à s'occuper de ces assemblées que dans le cas, assez fréquent il est vrai, où le Parlement jugea à propos de censurer leurs délibérations ; à cet égard c'est l'assemblée de laissé le

plus de traces dans la collection ; deux volumes entiers sont consacrés aux poursuites exercées par l'autorité judiciaire contre les décisions de cette assemblée. — Les documents relatifs à la Constitution ou bulle *Unigenitus* suivent immédiatement et occupent une longue suite de 36 volumes, rangés autant que possible par ordre chronologique ; l'affaire dite des refus de sacrements (1752 et années suivantes) y joue un grand rôle ; mentionnons encore les travaux personnels du procureur-général (n°s 1499-1515) ; des recueils de précédents sur la matière (n°s 1511-1515, 1517). On retrouve encore beaucoup de papiers relatifs à la Constitution dans la série suivante (n°s 1520-1551), où nous avons classé par ordre alphabétique de noms de lieux une foule de documents, provenant de dossiers aujourd'hui dispersés et se rapportant tous à des affaires ecclésiastiques ; on en retrouve encore dans les volumes 1552-1572, qui renferment les affaires ecclésiastiques relatives à quelques-unes des villes les plus importantes du ressort du Parlement : Amiens, Auxerre, Langres, Orléans, Troyes, Paris.

Aux affaires de la Constitution succèdent les documents sur les fabriques : ils sont assez nombreux et présentent un grand intérêt pour l'étude de l'administration des biens de paroisses au XVIIIe siècle ; on y trouvera notamment beaucoup de documents sur les fabriques de Paris (n°s 1573-

1589). Nous plaçons à la suite deux volumes sur les confréries religieuses à Paris et en province, et 17 autres sur les ordres religieux dans le ressort du Parlement ; dans cette série, on trouve des affaires de toute espèce, depuis des demandes de secours adressées au procureur par des établissements religieux jusqu'à des plaintes de moines et de nonnes, et à des querelles entre supérieurs et religieux (nos 1592-1608). Les documents sur les Jésuites, qui suivent, sont presque tous très intéressants ; si au point de vue général, ils ne présentent que peu d'importance, ils fournissent pour le ressort même du Parlement des renseignements très curieux ; on y trouve un état, maison par maison, des biens et des dettes de l'ordre, le nombre et les noms des religieux, et on pourra y étudier dans le détail l'application des édits de dispersion prononcés contre la célèbre compagnie. (nos 1609-1631).

Les affaires ecclésiastiques renferment encore des documents sur les bénéfices (nos 1632-1633), sur les biens du clergé (nos 1634-1637), sur les amortissements et les règles de droit réglant cette matière dans les différentes provinces du nord de la France (nos 1638-1647), un grand ouvrage sur les immunités ecclésiastiques, composé vers 1750 par le premier procureur-général de la famille Joly de Fleury, ouvrage plein d'érudition, mais assez confus et aujourd'hui inutile à consulter

(nos 1648-1659), quelques volumes contenant des mémoires juridiques du célèbre agent du clergé, Lemerre, et divers documents ne rentrant dans aucune des subdivisions plus haut indiquées (nos 1660-1664).

Des documents relatifs au culte catholique, il convient de rapprocher ceux qui concernent les Protestants. Le Poitou et la Saintonge exceptés, le ressort du Parlement de Paris ne renfermait que peu de Calvinistes, et quand un Joly de Fleury occupa pour la première fois le poste de procureur-général, les grandes persécutions qui avaient signalé la fin du XVIIe siècle, étaient finies et avaient produit une partie des effets que leurs auteurs en espéraient ; en outre l'exemple du Languedoc prouve que jusqu'à la Révolution les officiers royaux procédèrent contre les non-catholiques par voie de mesures administratives, et le Parlement de Paris n'eut sans doute que rarement à juger des affaires intéressant des Protestants, affaires qui dans tous les cas n'auraient pu être soumises à son jugement que par voie d'appel. Aussi la plupart des documents relatifs aux Protestants, que renferme la collection Joly de Fleury, sont-ils des actes antérieurs à la formation même de cette collection : copies des anciens édits de tolérance, mémoires sur le nombre, l'importance, la richesse des communautés réformées de toute la France, requêtes des dissidents, etc. Beaucoup de ces pièces, dont

les copies existent un peu partout, paraissent provenir du cabinet du lieutenant de police, La Reynie ; d'autres ont pu être réunies par les procureurs-généraux. N'oublions pas toutefois que le Parlement de Paris eut à s'occuper des Protestants lors de la promulgation du célèbre édit de 1787, relatif aux registres de mariage et de baptême des réformés. Les documents sur les Protestants remplissent 17 volumes, numérotés de 1665 à 1681.

Les volumes suivants (nos 1682 à 1717) renferment les papiers relatifs à l'instruction publique : exercice par le procureur-général du droit de censure du Parlement sur les productions de la presse, sur les thèses de la Sorbonne, etc. ; surveillance, réforme et réorganisation des universités et des collèges, tant à Paris qu'en province, etc. Les différents dossiers, dont se compose cette partie de la collection, sont loin d'être toujours complets, mais leur étude attentive permettrait, croyons-nous, de se faire une idée un peu exacte de l'état de l'instruction publique au milieu du XVIIIe siècle, au moins pour ce qu'on appelle aujourd'hui l'enseignement supérieur et secondaire; l'instruction primaire en effet, ne semble pas avoir été l'objet de l'attention du Parlement, et c'est ailleurs que dans ses archives qu'il faudrait chercher des documents un peu abondants sur ce sujet.

Marine, commerce et industrie (vol. 1718-1751)

Les documents de cette série sont en général peu importants ; citons toutefois le procès fait à l'amirauté de Dunkerque (vol. 1724-1725) ; beaucoup de pièces sur les communautés d'arts et métiers de Paris et de province ; trois volumes fort importants sur les juges-consuls, etc.

Affaires domaniales (vol. 1752-1800). Série peu importante, où nous ne trouvons guères à noter que quèlques volumes intéressants sur la juridiction des bureaux des finances (nos 1758-1761).

Affaires judiciaires (vol. 1801-2096). Cette partie de la collection présente un intérêt fort inégal ; à côté de documents de haute valeur se rapportant à des procès historiques, on trouve une quantité innombrable de pièces de procédure. Ces documents proviennent des sources les plus diverses; on y trouve les pièces relatives à l'instruction de chaque affaire dans le cabinet du procureur-général, les notes prises par les gens du roi pendant les audiences du Parlement, les factums et mémoires publiés par les parties, etc. Inutile d'ajouter que les affaires, dans lesquelles le procureur-général ou son subordonné, l'avocat-général n'avaient pas à prendre parti en qualité de ministère public, n'ont laissé aucune trace dans les papiers réunis par les Joly de Fleury. Nous n'énumérerons pas toutes les séries particulières, qui composent cette partie de la collection ; la lecture de l'inventaire permettra à chacun de les reconnaître.

Indiquons pourtant les volumes 1965-1979, qui renferment *les oppositions à l'enregistrement des lettres-patentes par le Parlement;* à côté de pièces de procédure sans intérêt, ils contiennent beaucoup d'actes importants, de mémoires produits et composés par les opposants pour défendre leurs droits et appuyer leurs prétentions. On peut encore citer les volumes 1989-1995, *Recours en grâce et commutations de peine* ; on y trouve le résumé impartial et complet de quelques unes des causes célèbres du XVIII[e] siècle, avec les lettres échangées entre le chancelier et le parquet, auquel on demandait des éclaircissements. Un certain nombre d'affaires assez importantes pour occuper un ou plusieurs volumes, méritent encore une courte mention : telles sont celles du duc d'Épernon ; le volume 2033 contient bon nombre de documents historiques; l'affaire des faux-titres, fabriqués par de Bar, d'Haudicquier et consorts (vol. 2035); celle des princes légitimés (vol. 2037-2039); le procès contre le duc de la Force, accusé de faire concurrence aux épiciers de Paris (vol. 2041-2042) ; le règlement de la succession de Montbéliard (vol. 2050-2066) ; le procès de Damiens et beaucoup de menues affaires se rapportant aux évènements de 1757 (vol. 2068-2077); l'affaire Beaumarchais et Goëzman (vol. 2082); celle de la fille Salmon (vol. 2087); le procès du collier (vol. 2088-2089), etc.

Parlement (vol. 2097-2141). Cette partie de la collection, moins importante que la précédente, ne laisse pas pourtant que de présenter un certain intérêt. On y trouve notamment beaucoup de documents sur les chambres de vacations, chargées d'assurer l'expédition des affaires, lors des nombreux exils que le Parlement eut à souffrir au XVIII[e] siècle ; des indications sur la procédure du Parlement, sur ses finances, sur son organisation intérieure, etc. Mais, sauf quelques papiers confidentiels, tous ces volumes ne renferment rien que les archives du Parlement, aux Archives nationales, ne pourraient fournir de leur côté, et dans ce dernier dépôt les séries sont beaucoup plus complètes et remontent bien plus haut. Notons pourtant les volumes 2120-2124, qui renferment un long mémoire historique sur le Parlement-semestre, institué au XVI[e] siècle par Henri II ; des notes intéressantes sur les registres et les archives du Parlement (n[os] 2126-2128) ; divers recueils sur les offices, les procureurs, les huissiers, les amendes et aumônes du Parlement, etc.

Officiers de justice et tribunaux inférieurs (n[os] 2142-2181). Sous cette rubrique, nous rangeons tout ce qui regarde l'administration de la justice par les tribunaux de première instance : bailliages, sénéchaussées, amirautés, prévôtés, etc. Nous y rattachons également des documents fort importants sur les avocats et les notaires, le règle-

ment de ces offices appartenant en dernier ressort au Parlement et à son représentant, le procureur-général. Notons aussi le volume 2153, contenant des mémoires de d'Aguesseau et du premier des Joly de Fleury sur les juridictions de province; les vol. 2156-2157, où l'on trouve siège par siège l'état des officiers de justice de tout le ressort du Parlement de Paris ; enfin les vol. 2161-2180, où sont classées par ordre alphabétique de noms de lieux une foule de pièces importantes sur les sièges judiciaires en province.

Procédure civile et criminelle (nos 2182-2208). Une grande partie des documents de cette série remonte aux travaux entrepris par d'Aguesseau vers 1735 pour la refonte des grandes ordonnances de Louis XIV; beaucoup de mémoires presqu'uniquement historiques ; dossiers très-intéressants sur les frais de justice (nos 2201-2202) ; citons aussi les volumes 2206-2207 sur les mariages et les questions de droit qui s'y rattachent.

Parquet du procureur-général (nos 2209-2214). On ne peut citer de cette série que les volumes 2209-2210, qui renferment une série de documents intéressants sur la charge et les attributions du procureur-général.

Plaidoyers prononcés au Parlement par les avocats-généraux de la famille Joly de Fleury, de 1700 à 1746 (nos 2215-2358) ; à la suite, *Mercuriales et discours de rentrée* (années 1686-1787,

nos 2359-2369). Ces deux séries, rangées par ordre chronologique, ne présentent que peu d'intérêt ; tous ces plaidoyers n'ont aucune valeur littéraire, et la plupart n'intéressent point l'histoire politique ou judiciaire. — Nous en dirons autant des nos 2370-2376, qui renferment quelques conclusions, oubliées lors du classement primitif, et des lettres de bonne année et de compliment.

Droit et administration (nos 2376-2435). Nous avons déjà parlé de la nécessité qui s'imposait aux administrateurs du XVIIIe siècle beaucoup plus qu'à ceux d'aujourd'hui, de former des recueils de précédents et de décisions sur le droit et l'administration. La collection Joly de Fleury ne renferme pas moins de trois recueils de cette espèce, recueil dont chacun a son utilité et son caractère particuliers. Le premier (nos 2376-2392) a été formé par le premier procureur-général vers 1720 ou 1725 et renferme surtout des copies ou extraits d'édits, arrêts et déclarations sur une foule de matières spéciales. Il était classé dans un ordre méthodique assez compliqué et aujourd'hui suranné ; nous l'avons laissé dans l'état où nous l'avons trouvé, car une table ancienne, existante encore aujourd'hui, permet de s'y retrouver aisément. Cette première collection est du reste peu importante et très-mutilée. Le second recueil porte le titre de *Cartons blancs* (nos 2393-2413) ; presque toutes les pièces qu'il renferme se rapportent à

l'histoire, plutôt qu'au droit ou à l'administration, et la plupart de ces copies datent du commencement du XVIIIe siècle, mais leur ensemble ne laisse pas de présenter un certain intérêt. — Le troisième recueil (nos 2414-2432) est de beaucoup le plus important ; il a été formé vers 1770, et les lettres et apostilles qu'il renferme sont presque toutes des années 1768-1770 ; le rangement en est assez méthodique. Chaque dossier est précédé d'un résumé composé par le procureur-général, donnant sous une forme abrégée les règles de droit fournies par les documents qu'il renferme..

Mélanges historiques (nos 2436-2475). La plupart des recueils que nous avons placés dans cette partie de la collection ne se composent que de copies, et beaucoup de ces dernières sont tirées des manuscrits de Dupuy, longtemps possédés par les Joly de Fleury. Notons toutefois un recueil de lettres originales des XVIe et XVIIe siècles (no 4447), des nouvelles à la main de 1755 et 1756 (no 2453), une collection de copies des titres de la maison de Bouillon (no 2457-2462).

Affaires particulières (nos 2476-2497). Nous n'avons à citer ici que les mémoires historiques du premier procureur-général, qui paraissent présenter un certain intérêt pour l'histoire des luttes entre la Cour et le Parlement (nos 2476) et plusieurs volumes de correspondance, où nous remarquons quelques lettres intéressantes (nos 2482-2486).

Collection La Reynie (n°s 2498-2535). Cette collection, formée par le célèbre lieutenant de police, se compose presque uniquement de pièces historiques sur les affaires d'état; elle renferme beaucoup de documents intéressants, mais il serait inutile d'y chercher des documents sur l'histoire de la police au XVIIe siècle.

Papiers de l'abbé d'Espagnac, conseiller-clerc à la Grand'Chambre sous le règne de Louis XVI (n°s 2536-2546). Aucun document intéressant.

Tables anciennes de la collection (n°s 2547-2555)

A. MOLINIER.

INVENTAIRE SOMMAIRE

DE LA

COLLECTION JOLY DE FLEURY

1-562. — Avis et mémoires sur les affaires publiques (1712-1787). Cette collection se compose de 7509 dossiers, relatifs aux affaires les plus diverses ; ils sont classés par ordre chronologique. Le classement date du commencement du siècle et le catalogue sommaire forme les volumes 2551-2555 de la collection. Quelques dossiers manquent aujourd'hui, qui doivent se retrouver dans les autres parties du fonds.

563-608. — Avis et mémoires sur les affaires publiques (1387-1787). Supplément de la série précédente, comprenant 671 dossiers, dont l'inventaire n'existe plus aujourd'hui. Même ordre que dans la collection précédente.

609-920. — Conclusions du procureur général, de 1720 à août 1789. Classées anciennement par ordre alphabétique de matières ; forme une sorte de répertoire de jurisprudence et de droit administratif.

921-956. — Extraits des rouleaux du Parlement, rangés dans l'ordre des cartons de la collection ; aussi le classement chronologique est-il assez défectueux. Dates extrêmes : 1320-1500. Ce travail fut fait sous la direction du premier procureur général de 1746 à 1756.

957-966. — Tables et sommaires de la collection des rouleaux.

967. — Correspondance et pièces diverses relatives aux rouleaux.

968-1010.— Notes diverses et extraits sur les collections du Trésor des Chartes.

968. — Extraits du *Registrum curiae Franciae* et du registre A du Parlement.

969. — Extraits des registres de Philippe-Auguste. Travail sur les fiefs tenus de ce prince.

970. — Notes et extraits sur les anciens registres du Parlement, sur ceux de Philippe-Auguste et sur le registre XXXI du Trésor des Chartes.

971. — Notes et extraits sur les *Olim*.

972-973. — Table alphabétique des matières et des noms propres contenus dans les *Olim* et dans le *Registrum curiae*.

974-978. — Extraits des registres du Trésor des Chartes, rangés par ordre de registres depuis le registre 13 jusqu'au registre 160.

979-981. — Copies de chartes, extraites des registres du Trésor des Chartes et rangées par ordre chronologique de 1133 à 1390.

982-983. — Extraits et chartes, provenant des layettes du Trésor des Chartes.

984-986. — Extraits du Trésor des Chartes, des registres du Parlement et de la Chambre des Comptes, relatifs au pouvoir des Rois.

987. — Extraits du Trésor des Chartes sur le royaume de France.

988. — Extraits du Trésor des Chartes sur la famille royale.

989. — Extraits du Trésor des Chartes sur les droits et domaines du Roi.

990. — Copies de pièces, extraites du Trésor des Chartes pour les officiers du domaine.

991. — Copies et dissertations sur l'administration de la justice.

992. — Extraits du Trésor des Chartes relatifs au service militaire.

993. — Privilèges et transactions relatifs au clergé.

994. — Droits du roi sur les abbayes.

995. — Droits des papes ; hôpitaux et léproseries.

996. — Droits de pêche et de chasse ; servitudes ; généalogies et armoiries ; signatures.

997. — Enquêtes rangées par ordre alphabétique de noms de lieux.

998. — Limites de la France et de l'Empire.

999. — Dons et concessions des rois de France.

1000. — Lettres de garde et sauvegarde ; cens, revenus, rentes et redevances ; monnaies du roi, des églises et des princes.

1001. — Officiers de la couronne,

1002. — Titres concernant la Champagne et le Languedoc.

1003. — Titres des villes et des provinces.

1004. — Papiers et titres sur quelques lieux de Paris.

1005-1008. — Demandes, communications et expéditions de pièces du Trésor des Chartes, rangées par ordre alphabétique de nom de demandeur.

1009-1010. — Documents sur le travail au Trésor des Chartes ; rapports, inventaires, etc.

1011-1026. — Avis, informations et projets. Collection de pièces diverses, rangées dans l'ordre indiqué par un ancien inventaire qui n'existe plus. Rapports aux chancelier ; affaires criminelles et civiles. Enquêtes et informations sur des crimes. Dates extrêmes : 1717-1740.

1027. — Avis demandés au procureur général (1769-1786). — 1769 : projet sur les villes murées. — 1784 : priviiége de l'arrêt personnel en matière de dettes, pour certaines villes d'Artois; édit d'août 1786 (ville de Saint-Omer). — 1786 : Sainte Chapelle de Paris; arpenteurs royaux du bailliage d'Amiens; procureurs de Lyon; commissaire de police d'Essoyes; prévôté royale de Saint-Germain-en-Laye; chambre du domaine d'Orléans; commissaire de police de Saint-Hilliers, près Provins; prêtres Saint Joseph de Lyon; mariages entre gens de couleur et blancs; religieux du tiers ordre de Saint François; châtellenie de l'Ile-Dieu; coutume féodale de Montargis.

1028. — Conférences tenues en Parlement en 1783 et 1784, par le premier Président, pour la réformation des abus. Mémoires lus à ces conférences sur la gratuité de la justice, les droits de greffe, les épices, le Parlement-Semestre d'Henri II, le rôle du Parlement dans l'Etat, etc. Observations et correspondance au sujet de ces mémoires.

1029-1034. — Exécution du testament du duc d'Orléans (1752). — I. (1029). Correspondance, texte du testament; inventaire, notes et extraits divers. — II.-IV. (1030-1032). Placets et requêtes adressées tant au duc lui-même et paraphés par lui qu'aux exécuteurs testamentaires, avec pièces à l'appui, certificats et ordres de paiement, rangés par ordre alphabétique de noms de personnes. -- V.-VI. (1033-1034). Comptabilité ; état des sommes à payer; aumônes, quittances; états récapitulatifs; liste des aumônes par objets, etc.

1035. — Traité de Turin de 1760, conclu entre le roi de Sardaigne et le roi de France, pour la rectification des limites communes vers la Bresse et le Bugey ; documents anciens relatifs à cette affaire; mémoires envoyés au ministre et correspondance à ce sujet. — Ces

papiers viennent de Joly de Fleury, intendant de Bourgogne.

1036. — Lettres patentes laissées en souffrance et renvoyées aux ministres, en 1770 et 1771, par le procureur général. — Création du bailliage royal de Bois-Commun ; naufrages, amirautés et visite des navires ; collége de Bourges ; société littéraire d'Arras; expéditions en cour de Rome; cures des chanoines réguliers; collége de Mâcon; droit d'aubaine pour la principauté de Monaco; échange entre le roi et le duc de la Vallière; académie des sciences de Châlons; suppression des bailliages de Dreux, Crécy et Brie-Comte-Robert; suppression des prévôtés de Nouette et d'Usson; boues et lanternes de Paris; vente du duché de Mercœur au roi; bailliage de Villefranche; sénéchaussée de Riom; suppression du bailliage de Chauffour; commerce des cuirs; abbaye Saint-Pierre de Melun; présidial d'Auxerre; agents de change de Lyon. — 1758-1765. Edits dont l'enregistrement avait été suspendu par les différends entre le roi et le Parlement; construction de la place Louis XV à Paris: notaires de l'Orléanais.

1037. — Assemblées provinciales (1781-1787). Mémoires généraux sur la matière; lettres patentes pour l'établissement et le fonctionnement de ces assemblées dans les différentes généralités.

1038-1043. — Assemblées des notables. Mémoire sur celle de 1558. Procès-verbaux et travaux de celle de 1787-1788. Nombreux mémoires imprimés sur l'administration et les finances. Principalement affaires des impôts demandés par Calonne. Dans le volume 1042, correspondances et discours; dans le volume 1043, beaucoup de pamphlets.

1044-1045. — Etats généraux de 1789 :

I. (1044). Mélanges et généralités; états de la province de Bourgogne. — Pamphlets imprimés des années 1788

et 1789, relatifs principalement à la double représentation du tiers-état et au vote par ordre et par tête ; lettres royales du 4 janvier 1789 pour la double représentation, avec tableau de répartition. — Elections ; lettres, procès-verbaux, cahiers de doléances, etc., rangés par ordre alphabétique de noms de lieux : Angers, Auxerres, Bailleul, Bar-le-Duc, Bar-sur-Seine, Beaumont-sur-Oise, Bellème.

II. (1045). Suite : Blois, Châteauneuf-en-Thimerais, Chaumont-en-Bassigny, Clermont-Ferrand, le Dorat, Dunkerque, Féniès, Fontenay-le-Comte, Gentilly (près Paris), La Marche, La Villette, Lyon, Melun, Metz, Mortagne, Nemours, Orléans, Paris, Perpignan, Reims, Roanne, Sainte-Foy, Saint-Germain-Beaupré, Salers, Tarascon, Troyes, Tulle.

1046-1047. — Collection de lettres patentes (janvier-mars 1790); originaux en parchemin et scellés des décrets de l'Assemblée Nationale, approuvés par le roi.

1048-1049. — Lettres patentes non enregistrées au Parlement de Paris (1714-1763). Dossiers rangés par ordre alphabétique ; la plupart ne renferment que des correspondances administratives et des lettres de cachet du roi au Parlement. En tête du tome I, une liste de ces dossiers. Beaucoup de ces lettres patentes se rapportent aux affaires financières, les autres à des ordres religieux. — Tome I : 1714-1731. — Tome II : 1732-1763.

1050. — Evocations. Mémoire sur l'arrêt interprétatif de 1626, et recueil de pièces justificatives de 1626 à 1661.

1051. — Evocations (1656-1784). Edits royaux et arrêts du conseil sur la matière ; correspondance étendue entre le roi et le Parlement, au sujet de différends entre eux, de 1767 à 1769 et en 1784.

1052. — Evocations et cassations. Mémoires rédigés par le procureur général de 1743 à 1753, avec pièces

justificatives pour ces mémoires, des années 1366 à 1721.

1053. — Conseil du Roi (1754-1777). — Maîtres des requêtes. — Chanceliers de France et gardes des sceaux. — Secrétaires du Roi. — Chancellerie; taxe des lettres du sceau (1588-1782). — Prévôt des maréchaux. — Grand Maître de l'artillerie. — Postes.

1054-1063. — Grand-Conseil. Dossiers rangés par ordre chronologique de juillet 1737 à 1746. Affaires particulières, mémoires, correspondances, arrêts.

1064. — » — Différends avec le Parlement, Organisation intérieure; projets divers et mémoires (1768-1781). — Requêtes de l'Hôtel; prévôté de l'Hôtel; règlement de leurs juridictions.

1065-1066. — Chambres des Comptes. Renseignements bibliographiques sur leur histoire, leurs prérogatives et leur procédure. — Recueil d'actes en extrait ou en copie, touchant leurs différends avec le Parlement (1270-1628). — Le tome I renferme la partie bibliographique et les copies de pièces jusqu'à l'année 1507; le tome II la suite des copies de 1507 à 1628.

1067. — Mémoire historique sur la Chambre des Comptes, rédigé par le Procureur général vers 1745. — Autographe avec corrections et additions.

1068. — Copie du précédent.

1069. — Chambres des Comptes. — Paris; contestations avec la cour des Aides; arrêt de règlement de 1727. — Montpellier; contestations avec le Parlement de Toulouse (1700-1720); mémoires et placets; arrêt de règlement du Conseil privé de 1756. — Dijon; différends avec le parlement de cette ville; arrêts de règlement (1724-1739). — Franche-Comté; différends avec le Parlement (1722).

1070-1071. — Chambre des Comptes. Mélanges. — Recueil de pièces manuscrites et imprimées (1546-1751). —

Contestations entre leurs huissiers et ceux du Parlement (1756-1764). — Incendie de 1737; délibérations et arrêts de 1737, 1738 et 1741 pour la reconstitution des archives. — Contestations avec le Parlement de 1765 à 1767, pour l'enregistrement des arrêts par les juridictions inférieures. Confection des terriers; comptabilité des octrois (1768); quittances de rentiers (1769); banqueroute de Le Roux, caissier des états de Bretagne (1770); envoi d'arrêts aux substituts du procureur général par la Chambre des comptes (1776).

1072-1073. — I. Apanages du comte d'Artois et du duc d'Orléans; enregistrement des lettres patentes; difficultés avec les officiers royaux. — II. Apanage du comte de Provence; mines d'Allemond en Grésivaudan; Saumur, Vendôme, etc.

1074. — Affaires militaires en province; maréchaussée (1775-1776). — Arrestations illégales, plaintes aux ministres (Fontenay-le-Comte, Ham, Montreuil-sur-Mer, Morgny-en-Thiérache, Niort, Saint-Martin-de-Ré, Rochefort). — Hôtel des Invalides; maisons de santé pour les militaires et les ecclésiastiques. — Milices provinciales (1742-1779). — Maréchaussée de l'Ile-de-France (1545-1785).

1075-1077. — Anoblissements; recueil rangé par ordre alphabétique (principalement des années 1770 à 1788). Commissions de charges conférant la noblesse.

1078-1080. — Mémoires et projets utiles pour le public. Grande série, comprenant 56 dossiers, dont le classement date du 18me siècle. En tête du tome I, table des mémoires, qui ont été classés dans l'ordre ancien. — Tome I, nos 1 à 18; tome II, nos 19 à 42; tome III, nos 43 à 56. — A la suite, mémoires et projets divers : surveillance des malfaiteurs et sûreté des forêts. — Réforme de l'orthographe française par un Provençal. — Bains publics à Paris sur la Seine. — Frais de procédure. —

Chambre de commerce de Dunkerque. — Mariages et sépultures. — Biens ecclésiastiques. — Surveillance des prisons. — Mémoires sur l'agriculture. — Bureau de vente de mobiliers à Paris. — Orphelins. — Organisation judiciaire. — Entretien des routes et corvées. — Projets financiers (1769).

1081-1085. — Correspondance administrative. Copie d'un grand nombre de lettres adressées par le procureur général aux officiers judiciaires et administratifs du ressort du Parlement de Paris. — La plupart datent des années 1779-1787; quelques-unes remontent jusqu'à 1765. Quelques lettres originales, et un certain nombre de documents imprimés et manuscrits relatifs aux affaires traitées dans ces lettres. — Rangées par ordre alphabétique de noms de lieux et pour chaque nom par ordre chronologique. — Tome I : A-CHA. — Tome II : CHAR-D. — Tome III : E-L. — Tome IV : M-ROCH. — Tome V : ROCR-V.

1086-1091. — Droits domaniaux; correspondance (1767-1768). Se rapporte à la recherche des droits domaniaux, qui eut lieu à cette époque. Rangée comme la collection précédente par ordre alphabétique de localité.

1092-1094. — Intendants; correspondance et mémoires divers (1765-1770). Les deux premiers volumes se rapportent aux intendants des différentes localités, qui sont rangées par ordre alphabétique. Le tome III a rapport à l'intendance de Lyon (an. 1762).

1095. — Affaires municipales. Lieutenants de police. Enquête faite en 1729 et 1730 sur leurs prérogatives dans les différentes villes du ressort.

1096. — Enregistrement des édits et déclarations aux cours inférieures (1731-1769). Contestations avec le conseil provincial d'Artois. En tête liste des justices inférieures du ressort, royales et seigneuriales.

1097. — Même sujet; années 1771-1774. Correspon-

dance avec le Châtelet; affaire de la suppression du Parlement.

1098. — Même sujet; années 1776-1790. Beaucoup de pièces des années 1783, 1789 et 1790.

1099-1100. — Même sujet; année 1788. Dossiers rangés par ordre alphabétique de localités. Principaux édits : déclarations enregistrées dans le lit de justice de 1787, cour plénière, exil du Parlement, finances, etc. Etat civil des protestants.

1101-1102. — Enlèvements d'enfants; émeutes à Paris en mai 1750. — Tome I : listes des prisonniers et des témoins; transcription des principales dépositions; notes diverses et renseignements sur les faits, les prévenus, les témoins et les plaignants. — Tome II : procès verbaux de visites médicales, d'arrestations et d'interrogatoires. Discussions au Parlement. Lettres diverses du 23 mai au 19 novembre 1750. Suppliques adressées au Procureur général, soit par des accusés, soit par des prévenus.

1103. — Attroupements. Mémoires, extraits et copies, servant de travail préparatoire pour la déclaration du 28 avril 1789. A la suite, pièces sur plusieurs émeutes, arrivées à Paris en août et septembre 1788 et surtout sur l'émeute du faubourg Saint-Antoine (affaire Réveillon, 27 et 28 septembre 1789. Correspondance avec le lieutenant de police; informations, renseignements divers, etc.

1104. — Déclaration du 28 avril 1788 contre les attroupements. Envoi aux siéges inférieurs.

1105-1106. — Affaires de l'année 1790. — 1° Constitution des tribunaux de district; demandes de place de procureurs et de substituts, par ordre alphabétique de départements. — 2° Affaires diverses; municipalités, prisons, affaires particulières. Par ordre alphabétique de localités. La première partie jusqu'à la lettre L manque.

1107. — Grains et disettes. Généralités; extraits et analyses d'actes anciens se rapportant à la matière.

1108. — Actes anciens sur la matière (1269-1709), tirés principalement des registres du Parlement et du Châtelet.

1109. — » — Edits, déclarations et arrêts du Parlement et Conseil d'Etat (1723-1770). Correspondance étendue pour l'année 1740; travaux préparatoires pour un édit spécial en 1771 et 1781. Le tout rangé par ordre chronologique.

1110. — » — Déclaration royale du 26 octobre 1740; travaux préparatoires de cette déclaration. — Arrêts explicatifs de décembre 1740 et janvier 1741. Lettres et documents relatifs à leur exécution en province.

1111. — » — Mélanges. Décisions législatives et judiciaires de 1740 à 1788. Subsistance des pauvres pendant la disette, en 1740 à Paris, en 1770 au Mans. — Commerce des grains en 1771; questions et réponses. — 1788-1789; mémoires et renseignements sur le commerce des grains en province, sur la boulangerie, l'état des approvisionnements de Paris, etc.

1112-1113. — » — 1751-1758. Rapports des sieurs Missonnet et Foucault, agents envoyés par le procureur général dans les pays voisins de Paris pour s'informer de l'état des approvisionnements. — Tome I : états hebdomadaires de Missonnier avec lettres d'envoi du 3 août 1751 au 31 mars 1753. — Tome II : états du même du 31 mars 1753 au 19 septembre 1758. Les années 1755 à 1758 sont incomplètes. — Etats mensuels de Foucault de 1751 à 1757. Ce dernier visitait principalement l'Orléanais et Nemours; son collègue, la Champagne et la Brie.

1114-1115. — » — Année 1709. Correspondance étendue pour le paiement de la dîme du blé dans le ressort du Parlement, classée par ordre alphabétique de loca-

lités. A la fin du tome II, série d'édits, de déclarations et d'arrêts sur les dîmes, de 1750 à 1779, et mémoire sur la dîme en Poitou, daté de 1770.

1116-1117. — Disette, blés et grains. Année 1725.

1118. — Grains et disettes. Année 1726. Bulletin quotidien de la halle de Paris pendant les 9 premiers mois de l'année. Lettres sur l'état de la navigation, les arrivages, etc., pendant le même temps.

1119. — » — Année 1738. Correspondance des derniers mois de cette année et des premiers de 1739; plaintes, requêtes, demandes de secours, etc.; le tout rangé par ordre alphabétique de localités.

1120. — » — Années 1739-1741. A la fin quelques pièces sur l'année 1736.

1121-1126. — » — Année 1740.

1127. — » — Années 1740-1741. Défense portée par le Parlement de fabriquer de la bière pendant la disette. Réclamations contre cette défense à Paris et dans les villes de Picardie et d'Artois; arrêt explicatif de 1741. — Privilége accordé au sieur de Saint-André pour la fabrication d'une bière sans grains; suppression de ce privilége par le Parlement.

1128. — » — Année 1744. Perception des dîmes. Renseignements envoyés à ce sujet par les substituts du procureur général en province; lettres et renseignements divers, par ordre alphabétique de localités.

1129. — » — Années 1751-1753. Même ordre.

1130. — » — Années 1757, 1759 et 1760. Même ordre.

1131-1134. — » — Années 1765-1766. Même ordre.

1135-1136. — » — Année 1767. Même ordre.

1137-1142. — » — Année 1768.

1143-1147. — » — Année 1769.

1148-1157. — » — Année 1770.

1158. — » — Année 1771. Etat de la récolte; correspondance avec la province. Même ordre que plus haut.

1159-1160. — » — Année 1775. — I. Affaires provinciales, émeutes, désordres, etc., de janvier à mai et août. Même ordre que plus haut. — II. Enregistrement de divers édits aux siéges inférieurs.

1161. — » — Années 1776-1779.

1162. — » — Années 1782-1787. — 1782, Argentan; 1783, Clermont-Ferrand; 1784, Fontenay-le-Comte; 1785, Angoulème, Chabannais et Civray; 1786, Bar-sur-Aube, Nogent-sur-Seine, Poitiers, Pontigny; 1787, Civray et Noyon.

1163-1164. — » — Année 1788. Tableau d'ensemble des renseignements connus sur la récolte et l'état des approvisionnements dans le ressort du Parlement et correspondance, classée comme plus haut.

1165. — » — Années 1789-1790. Enregistrement de divers édits; affaires particulières. Mémoire des ministres à l'Assemblée nationale.

1166-1168. — Registres de l'état religieux (baptêmes, mariages, sépultures, vêtures et noviciats). — Listes par ordre alphabétique de baillage des paroisses du ressort du Parlement de Paris. — I : A-ME; II : ME RE; III : RE-Y.

1169. — » — Liste des communautés religieuses du ressort par ordre alphabétique d'ordre, et listes des communautés et paroisses, rangées dans l'ordre indiqué par une ancienne numérotation.

1170-1179. — » — Déclaration du 9 avril; interprétation et envoi de cette déclaration aux siéges inférieurs. Correspondance avec les procureurs des baillages et des sénéchaussées; plaintes contre des curés; inspection des registres; listes collationnées des paroisses de chaque bailliage par ordre alphabétique de baillages et dans chaque bailliage par ordre chronologique des plus anciens registres. Dates extrêmes : 1736-1786; la plupart des pièces sont des années 1736-1738.

Tome I (1170) : Baillages et provinces d'Artois, Aurillac, Auxerre, Bar-sur-Seine, Beauvais, Boulogne-sur-Seine, Bourges.

Tome II (1171) : Calais, Chartres, Château-du-Loir, Châteaugontier, Châteauneuf-en-Thimerais, Châteaurenaut, Châteauroux, Chategneraye, Châtellerault, Châtillon-sur-Indre, Châtillon-sur-Marne, Chaumont-en-Bassigny, Chaumont-en-Vexin, Civray, Clamecy, Clermont-en-Argonne, Clermont-en-Beauvaisis, Cognac.

Tome III (1172) : Compiègne, Concressault, Coucy, Crécy-en-Brie, Crépy-en-Valois, Cusset, le Dorat, Dourdan, Dreux, Dun-le-Roi, Epernay, Etampes.

Tome IV (1173) : Fismes, Fontenay-le-Comte, Fresnay, Gien, Guéret, Ham, La Ferté-Aleps, La Flèche, Langres, La Rochelle, Lusignan.

Tome V (1174) : Malzieu, Mantes, La Marche, Meaux, Mehun-sur-Yèvre, Melun, Méry-sur-Seine, Meudon, Meulan, Mondidier, Montaigne-en-Combraille, Montainville, Montargis, Montbrison, Montereau, Montfort l'Amauri, Montlignon, Montreuil-sur-mer, Monrichard, Mortagne, Moulins.

Tome VI (1175) : Nemours, Neuville, Niort, Nogent-sur-Seine, Noyon, Orléans, Paris.

Tome VII (1176) : Péronne, Poitiers, Pontoise, Pont-sur-Seine, Provins, Reims. Rethel, Ribemont Riom, Rochefort, Romorantin, Roye.

Tome VIII (1177) : Saint-Dizier, Saint-Ferréol, Saint-Flour, Saint-Pierre-le-Moutier, Saint-Quentin, Saint-Vinnemer, Sainte-Ménehould, Sainte-Suzanne, Salers, Saumur, Senlis.

Tome IX (1178) : Sens, Sézanne, Soissons, Tours, Troyes.

Tome X (1179) : Troyes *(suite)*, Vendôme, Vic-en-Carladès, Villefranche, Villers-Cotterets, Villeneuve-le-Roi, Vincennes, Vitry-aux-Loges, Vitry-le-François, Yenville, Yevre-le-Chatel.

1180-1181. — » — Affaires des paroisses, principalement correspondance avec des curés pour la tenue des registres ; laplupart des lettres sont autographes et datent des années 1736 à 1740. Un petit nombre des années suivantes jusqu'à 1789. Rangées dans l'ordre alphabétique des noms de lieux.

1182-1206. — Cimetières de province, affaires diverses datant principalement des années 1770 à 1789 ; règlements, contestations, procès, translations de cimetières, etc., par ordre alphabétique de noms de lieux.

1207-1209. — Cimetières de Paris. — Tomes I et II : Déclarations de 1763 et de 1765. Mémoires et projets pour différentes paroisses, pour les hôpitaux, etc. — Tome III : Projets de translation des cimetières hors de l'enceinte et des faubourgs (1765-1787). Dossiers sur dif- différentes paroisses, rangés par ordre alphabétique. Mémoires et plans. A la fin, quelques pièces sur les cimetières de Beauvais en 1720 et 1721.

1210-1244. — Hôpitaux de Paris.

1210-1211. — Hôtel-Dieu ; administration.

1212-1213. — » — Etats (1764-1771).

1214. — » — Chirurgiens et médecins.

1215. — » — Sages-femmes.

1216. — » — Personnel religieux.

1217. — » — Revenus et dépenses.

1218-1219. — » Incurables.

1220. — Hôpital général. Histoire.

1221-1222. — » — Registres de délibérations (1722-1725).

1223. — » — Autre sans date.

1224-1226. — » — Projet de règlement (1749).

1226. — » — Autre (1750).

1227. — » — Fournitures.

1228. — » — Legs et donations.

1228. — » — Personnel administratif.

1230. — » — Personnel religieux et médical.

1231-1232. — » — Droits et revenus. Vingtième (1724-1734).

1233-1234. — » — Revenus et dépenses (1716-1790).

1235. — Hôpital général. Pitié, Salpêtrière, Bicètre.

1236. — Enfants trouvés.

1237. — Hôpital général. Pièces et mémoires divers.

1238-1240. — Petites-Maisons.

1240-1242. — La Trinité.

1243. -- Divers hôpitaux de Paris.

1244. — Notices générales. Résidu.

1245-1246. — Hôpitaux de Paris. Résidu. — I. *Hôpital des Incurables ;* nomination à deux lits appartenant au procureur général (1738-1790). Requêtes et correspondance. — *Quinze-Vingts* (1783-1785). Affaire du sieur Prieur ; débauches et dilapidations. — *Saint-Jacques du Haut-Pas* (1781-1787). Contestations avec les anciens possesseurs. — II. *Hôpital de la Charité des religieuses augustines du faubourg Saint-Antoine;* actes de fondation depuis 1625; règlement imprimé de 1786. — *Bicêtre*; traitement et admission des aliénés (1751-1789). — *Hôtel-Dieu ;* contestations entre les sœurs et les chirurgiens; affaires diverses. — *Hospitalières du faubourg Saint-Marceau* (1770). — *Enfants rouges.* — *Enfants trouvés.* — *Salpétrière.* — *Saint-Louis ;* son assainissement en 1789. — *La Pitié.* — *Sainte-Pélagie.* — *Hôpital des Cent-Filles.*

1247-1248. — Hôpital Général; résidu et affaires diverses de 1732 à 1789. — I. Affaires diverses de 1732 à 1751 ; beaucoup de pièces de cette dernière année relatives à l'édit de réformation pour l'adminstration intérieure. — II. 1752-1789. Affaires diverses ; lettres de convocation des membres du bureau de 1752 à 1758 ; et états de situation annuels et mensuels de 1763 à 1769.

1249. — Hôpital de la Trinité pour l'apprentissage des enfants pauvres; beaucoup d'imprimés depuis 1554.

Liste des ouvriers admis à y enseigner leurs métiers; fondations pieuses.

1250-1272. — Hôpitaux de province.

1250. — » — Abbeville-Avenay.

1251. — » — Beaugency-Brie.

1252. — » — Calais-Clermont.

1253. — » — Cognac-Dunkerque.

1254. — » — Épernay-Lyon.

1255. — » — Mâcon-Melun.

1256. — » — Meslay-Nemours.

1257-1262. — » — Nevers (1668-1768).

1263. — » — Niort-Pontoise.

1264-1266. — » — Provins.

1267. — » — Rebais-Sully.

1268. — » — Thouars-Yenville.

1269. — Hôpital d'Orléans. Procès entre les religieuses hospitalières, les administrateurs laïques et le corps de ville (1769-1773). Mémoires et correspondances A la fin règlement de 1786 pour le bureau de charité.

1270-1272. — Hôpitaux de province. Classé par ordre alphabétique. Peu de papiers importants. La plupart sont des pièces oubliées lors du classement des volumes précédents. Un seul dossier intéressant, relatif à l'hôpital de Saint-Etienne en Forez (1771-1785). — Tome I, lettres A-I; II: L-R; III: S-V.

1273. — Grand bureau des pauvres; réformes; pièce diverses.

1274-1275. — » — Recettes et dépenses, 1726-1757s

1276. — » — Comptes généraux, 1733-1760.

1277-1279. — » Cotisations des paroisses. Rangé par ordre alphabétique de paroisses.

1280. — » — Résidu. Aumônes et recettes de plusieurs années (1740 et années suivantes). — Administration: offices, receveur, greffier, commissaire, etc.

1281. — Jean Martin, procureur au Parlement. — La police et reiglement du Grand Bureau des Pauvres de la ville et faulxbourgs de Paris. — Paris, chez Gervais Mallot, 1580, in-12. (Imprimé.)

1282. — Fondations pieuses et œuvres de charité. — Fondations Ripault, Florée, Pion, du comte de Brioude, Colbert (pour filles à marier). Ecoles de charité.

1283-1285. — Aumône Courlandon, fondée en 1707, consistant en une rente de 1,200 livres à répartir entre les incendiés et les propriétaires ruinés par la grêle dans les différentes provinces du royaume. Etats de répartition, année par année, de 1710 à 1789, avec pièces de comptes, lettres et quittances. — I. 1709-1760. — II. 1761-1781. — III. 1782-1789. — A la suite pétitions, rangées par ordre alphabétique de noms de lieux. — Enfin quelques pièces sur diverses fondations ayant le même objet.

1286. — Autres fondations. — Aumônes aux prisonniers : fondation Billecoq ; rente pour payer les frais des lettres de grâce ou de commutation. — Fondations d'Antin pour l'Hôpital-Général (1774-1788). — Pâris, pour les prisonniers au Châtelet (1755-1786). — Metezeau (1788). — Cochet de Saint-Vallier. — de Senarpont (1690-1770). — Testament de Brulard de Sillery (septembre 1640).

1287. — Prisons et prisonniers. — Généralités sur les prisons. — Geoliers des prisons par ordre alphabétique de siéges judiciaires. — Quelques pièces sur les prisons de Paris en général, notamment sur la Conciergerie. — Prisonniers ayant interjeté appel ; prisonniers recommandés.

1288. — » — 1774-1777.

1289. — » — 1778-1787.

1290. — » — Administration, fournitures et dépenses.

1291-1293. — Prisons de Paris. — I. Conciergerie: boulangerie, paille des prisonniers, aumônes. Etats des prisons de 1770 à 1790, avec procès-verbaux des visite; bisannuelles.

II. Bicêtre (1773-1790). — Grand-Châtelet (1760-1784)s listes de prisonniers, visites, affaires particulières. — Petit-Châtelet (1768-1772). — La Tour Saint-Bernard (1753-1790); état intérieur, réparations, etc. — Saint-Eloi (1757-1760).

III. Abbaye Saint-Germain (1767-1774). — Hôtel de la Force (1784-1786). — Saint-Martin (1767). — Le Temple (1781-1784). — Fort Lévêque (1766-1782).

1294-1296. — Prisons du ressort du Parlement de Paris; correspondance avec les procureurs du roi en province. Les plus anciennes lettres datent de 1734; quelques dossiers des années 1776 à 1788, et notamment liste des prévenus dans les premiers mois de l'année 1790. — Par ordre alphabétique de sièges. — I. A-CI. — II. CL-N. — III. O-Y.

1297-1300. — Galériens. — Chaines bisannuelles partant de Paris. Correspondance relative à leur formation rangée par ordre chronologique; nombreux documents et notes diverses; rapports, listes, affaires particulières. Le tout par ordre chronologique.

I. — 1746-1771.

II. — 1771-1778.

III. — 1778-1785.

IV. — 1785-1789.

1301-1303. — Maisons de force. — I. Saint-Lazare; listes des prisonniers; procès-verbaux de visite de 1717 à 1740. A la suite, affaires particulières, requêtes, lettres, instructions (1719-1739). — Charenton; listes (1721-1735); affaires particulières (1720-1777).

II. Petites-Maisons. — Organisation et règlement intérieurs; discussions entre les sœurs et l'administration;

nomination du personnel et du chapelain. — Insensés. — Maisons de force en province ; incarcérations, lettres de cachet, demandes de lettres, par ordre alphabétique ; quelques dossiers individuels, notamment pour la prison de l'Abbaye.

III. Quelques pièces sur les biens appartenant aux Petites-Maisons et sur leur organisation intérieure. — Lettres d'aliénés au Procureur général. — Affaire du sieur d'Espinoy de Chavignon, enfermé par ordre du roi à la demande de sa famille (1750-1758).

1304. — Compagnie pour la délivrance des prisonniers pour dettes des prisons de Paris ; listes des prisonniers délivrés et état des sommes dues et des sommes payées. Lettres et mélanges de 1690 à 1781. Le procureur général était président né de cette compagnie. — A la fin, quelques pièces sur les aumônes faites par Louis XVI à l'occasion de son sacre (1774-1775).

1305. — Règlement de cette compagnie, rédigé en 1694.

1306. — Autre, rédigé en 1745.

1307-1308. — Mendiants (1724-1741 et 1750-1751). Beaucoup de correspondances originales ; pièces sur les transports dans les colonies et sur les édits de 1724.

1309. — Mendicité. Projets et arrêts de 1724 à 1775. — Filles débauchées ; maisons de correction pour les religieux et les enfants mineurs (1646-1728).

1310. — Assemblées de police. Délibérations.

1311. — » — Attributions.

1312-1314. — » — Blés.

1315. — » — Carrosses de place.

1316. — » — Charbons.

1317. — » — Cimetières.

1318-1321. — » — Circulation.

1322-1323. — » — Fruitiers-orangers.

1324-1326. — » — Incendies.

1327-1328. — » — Poids et mesures.
1329-1330. — » — Police des métiers.
1331. — » — Prisonniers.
1332-1334. — » — Professions.
1335-1336. — » — Vins.

Tous ces volumes, depuis le n° 1310, se rapportent spécialement à Paris et à son administration.

1337-1342. — Affaires d'Artois.

I (1337). Conseil provincial. — Projet pour la tenue des audiences; projet de suppression. — Priviléges concédés à l'Artois de 1641 à 1775. — Compétence du conseil en matière judiciaire (jugement d'un noble en 1786). — Compétence en matière criminelle; réclamations à ce sujet en 1783. — Contestations avec les siéges inférieurs, royaux et seigneuriaux, avec pièces anciennes à l'appui. — Affaires des Jésuites en 1762. — Actes produits par le conseil à l'appui de ses prétentions (1578-1743).

II (1338). Conseil provincial (suite). — Contestations avec le Parlement dans diverses affaires civiles et criminelles. — Affaires civiles : Véniat (1762) ; municipalité d'Aire (1768). — Affaire commerciale : Dunkerque (1767); arrêt de règlement du 5 janvier 1768. — Affaire criminelle : Boubers, imprimeur à Saint-Omer (1767-1769) ; correspondances, mémoires et pièces de procédure.

III (1339). Conseil provincial (suite). — Contestations avec les baillages inférieurs de la province pour l'enregistrement et l'envoi des édits royaux. — Mémoires et pièces à ce sujet (1695-1781).

IV (1340). Affaires judiciaires en Artois. — Gouvernance d'Arras (1745-1770). — Procureurs du roi; pièces anciennes à l'appui depuis 1570.

Affaires municipales en Artois; pièces diverses se rapportant principalement à Arras, Béthune et Saint-Omer, et allant de 1760 à 1785.

V (1341). Affaires religieuses. — Chapitre d'Arras (1769). — Juridiction épiscopale; concile de Trente en Flandre; affaires de 1701. — Recueil de pièces sur les monastéres de la Flandre et du Hainaut. — Chapitres nobles d'Artois (1781). — Union de Saint-Vaast et de Saint-Bertin à Cluny (1776-1781).

VI (1342). Affaires religieuses (suite). — Réguliers. Edit de décembre 1774; son exécution; démélés des états d'Artois avec les évêques.

Colléges de Dunkerque et de Saint-Omer (1769).

Mélanges. Dessèchement des marais. — Faillites à Saint-Omer.

1343. — Affaires de Barrois. — Entreprises du duc de Lorraine sur l'autorité royale de 1699 à 1744.

1344. — » — Mémoires anciens et modernes touchant les droits du roi sur le Barrois, avec plusieurs mémoires sans date du duc de Lorraine et de ses sujets, et mémoires du procureur général.

1345. — » — Contestations entre le duc de Lorraine et le Parlement. Mémoires et piéces diverses. La plupart sont des brouillons sans valeur, incomplets et mutilés.

1346. — » — Travaux préparatoires et extraits divers relatifs aux droits du roi sur le Barrois. Renseignements bibliographiques, etc., etc. Pièces extraites des mss. de la bibliothèque du Roi, des collections Dupuy et de Lorraine, etc.

1347. — » — Recueil de pièces historiques (1219-1718). Servent de preuves aux mémoires des volumes précédents.

1348. — » — Anciens aveux (1301-1699). — Recueil complet des aveux rendus au roi par les comtes, puis ducs de Bar, avec commentaire sur chaque acte. Plusieurs copies dechaque aveu.

1349. — » — Duché de Bar. — Analyse des actes anciens contenus dans deux layettes du Trésor des Chartes (Archives nationales, J., 582-583).

1350. — Barrois. — Ordonnances et coutumes. Pouvoir législatif des ducs de Lorraine dans le Barrois. Ordonnances de 1623 et de 1701. — Duels, droit de marque. — Ordonnances royales dans le Barrois. — Discussions pour savoir si les ordonnances du duc doivent être enregistrées au Parlement de Paris (1701-1730).

1351. — » — Etendue et ressort. Frontières. — Nature de la juridiction des ducs ; pièces à l'appui. — Chambre des comptes de Bar ; débats avec le Parlement. Etendue de sa juridiction (1698-1728).

1352-1353. — » — Tribunaux et noblesse. — Création de divers offices par le duc ; prétentions contraires du Parlement et du Conseil de Lorraine (1542-1729). — Translation du siége de La Marche à Bourmont (1718-1719 et 1729-1732). Pièces diverses, mémoires et correspondances. — Siéges et offices de Bar-le-Duc (1723-1730). — Conseils de guerre (1724). — Maréchaussée (1670-1724).

Noblesse de Barrois ; affaire Guyot de Marne et consorts pour l'exemption de tout impôt (1730-1731).

1354. — » — Affaires religieuses. Différends du duc avec Rome (1703-1705). Affaires bénéficiales ; amortissements. Mémoires sur la régale en Barrois. — Affaires militaires. — Droit pour le roi de mettre à Bar les armes de France.

1355-1356. — » — Décimes.

I. Affaires du temps (1717-1729). Levée des décimes en vertu d'un bref apostolique de 1717 ; appel de plusieurs ecclésiastiques du duché au Parlement ; mémoires pour et contre le duc de Lorraine ; mandement de l'évêque de Toul (1729).

II. Collection de pièces anciennes sur les décimes en

Lorraine (1231-1718), servant de pièces justificatives aux mémoires du t. I.

1357-1359. — » — Impositions.

I. Impositions en général ; recueil d'anciens actes de 1380 à 1690 ; affaires générales. Plaintes et remontrances, lettres, mémoires, etc., de 1700 à 1729.

II. Droit de joyeux avènement, levé par le duc Léopold en 1728 ; réclamations de divers habitants du Barrois ; arrêts successifs du Parlement (1729-1731).

III. Impôts divers. Droit d'aubaine, cartes à jouer, privilége des chapeaux, droits de chasse, contrôle des actes et exploits, distilleries d'eau-de-vie, forges et marques du fer, grands chemins, monnaies, ponts-et-chaussées, postes, poudres et salpêtres, tabacs, timbres, traite foraine, habillement et logement des troupes, voitures.

Affaire de Burges, créancier du duc de Lorraine (1699-1715).

1360. — » — Affaires locales, administratives, financières et judiciaires, se rapportant aux villes suivantes : Ancerville, Bar-le-Duc (hôtel-de-ville), Bonnet, Brabant, Condé-en-Barrois, Fresne-sur-Apance, La Marche, Ligny, Longeville, Marault, Nançoy (le Petit), seigneurie de Nesves, forêt de Passavant, Ribemont, Savonnières, Séraucourt, les Tuillières.

1361. — Lorraine et Barrois (1737-1775). Création des évêchés de Nancy et de Saint-Dié. — Classement des archives de Nancy par Lancelot, de 1737 à 1740 ; lettres originales de ce savant. — Lettres de garde du Trésor des Chartes de Nancy (1766-1768). — Maréchaussée et police champêtre (1738-1771). — Frais de justice et de procédure (1727-1783). — *Pareatis* des huissiers (1708-1764). — Suppression du droit d'aubaine entre la France et la Lorraine (1715-1747). — Affaire des titres de la maison de Rennel (1736). — Affaire de Guénard, seigneur de l'Ile sous Cousance (1778-1780).

1362. — » — Condamnation par le Parlement de plusieurs écrits séditieux et attentatoires aux droits supérieurs de la couronne de France (1711-1712). En tête quelques notes sur la condamnation d'un écrit de Rozières, archidiacre de Toul, en 1583.

1363. — » — Affaires du temps (1733-1782). — 1733. Déclaration de guerre à l'empereur lors de l'ouverture de la guerre de succession de Pologne. — 1737 et 1738. Débats avec le Parlement de Metz ; nouvel accord pour les finances entre le roi de France et Stanislas. — 1751, Nouvelle division judiciaire de la Lorraine et du Barrois. — 1760-1763. Contestations entre le Parlement de Paris et celui de Nancy, au sujet de la distinction entre le Barrois mouvant et le Barrois non mouvant ; droit de pêche à Brévannes, lieu du Barrois appartenant à l'abbaye de Morimont — 1766-1768. Affaires diverses .ntéressant Bar-le-Duc, La Marche et Gondrecourt. — 1775-1782. Renvoi de plusieurs causes domaniales du baillage de Bar à la cour des aides de Paris.

1364. — » — Commerce et industrie (1318-1727). Collection de pièces anciennes, antérieures à 1700 ; quelques dossiers postérieurs à cette date, notamment sur le commerce des grains en 1726 et 1727.

1365. — » — Eaux et forêts ; institution de juges gruyers par le roi de Pologne ; déclaration de 1747 ; affaires diverses concernant la maîtrise de Bar (1739-1769).

Baillage de Bassigny ; son établissement à La Marche dans les terres de la mouvance (1748-1749).

Gabelles (1711-1716). Compagnie du commerce en Lorraine et grandes fermes pour les impôts (1720-1729).

1366. — » – Prieuré de Châtenay ; collation de ce bénéfice en 1747 et 1748.

1367. — » — Terre de Kœurs ; procès entre le prince de Ligne et le procureur général (1726-1740).

1368. — » — Terre de Ligny ; procès entre la maréchale de Luxembourg, le duc de Lorraine et les deux branches de la maison de Luxembourg (Montmorency et Béon), pour la substitution de cette terre (1698-1722).

1369-1370. — » — Prieuré de Saint-Dagobert, membre dépendant de l'abbaye de Gorze, de Metz ; son union à l'église primatiale de Nancy (1742-1750). — I. Correspondances, mémoires, notes diverses. — II. Collection de pièces anciennes (745-1715) sur l'abbaye de Gorze ; extraits du cartulaire. Requête du procureur général.

1371. — Lorraine. Procès entre le duc de Lorraine et le prince de Condé, possesseur du comté de Clermont-en-Argonne, pour le commerce du sel entre la Lorraine et cette seigneurie (1661); mémoires et pièces justificatives.

1372. — » — Comptes du domaine de Commercy. Années 1654-1660.

1373-1374. — Terre de Grigny, appartenant aux Joly de Fleury. Recueil d'analyses d'anciens actes de propriété. — I. Années 1596-1625. — II. Années 1626-1691. — A la fin, quelques actes de 1753 à 1782.

1375. — La Rochelle. Affaires municipales (1718-1729). Contestations pour la police intérieure de la ville entre le présidial et l'hôtel-de-ville.

1376-1383. — Recueil de documents sur la peste de Marseille en 1720. Quelques pièces italiennes ; beaucoup d'imprimés ; collection de tous les arrêts. Tableaux de statistique.

1384-1385. — Saint-Martin de Ré (1775-1784). Correspondance ; affaires diverses.

1386-1387. — Prévôté de Saugues (1779-1786).

1388-1389. — Suite. — I. 1779-1784. Conflit entre les officiers de la prévôté et la municipalité. — II. 1781-1788. Plaintes contre différents abus ; distraction du ressort.

1390. — Suite. — Affaires administratives, judiciaires

et municipales ; dossiers allant de 1757 à 1788. Rangés par ordre chronologique de la dernière pièce du dossier. La plupart des pièces sont des années 1784, 1785, 1786 et 1787.

1391-1409. — Affaires locales. Résidu ; beaucoup de documents relatifs aux foires, marchés, assemblées et fêtes baladoires ; affaires de mœurs ; registres de baptême et de sépulture ; protestants, etc. Police champêtre et urbaine ; fabriques ; affaires judiciaires, civiles et criminelles ; émeutes. Rangées par ordre alphabétique des noms de lieux. Une partie des pièces provient d'une collection formée par le dernier des Joly de Fleury, vers 1790 ; le reste se compose de pièces empruntées à des séries aujourd'hui dispersées ou réparties dans d'autres volumes de la collection.

I (1391). Ahun. — Auxy-le-Château.
II (1392). Bagnolet — Bourmont.
III (1393). Brassac — Chartres.
IV (1394). Chassaignes — Châtillon-sur-Seine.
V (1395). Chaudarde — Cusset.
VI (1396). Dammartin — Evron.
VII (1397). Faux-Fresnay — Guitrancourt.
VIII (1398). Ham — Laval Magnoac.
IX (1399). Léchelle — Lyon.
X (1400). Mâcon — Milly.
XI (1401). Moissat — Murat.
XII (1402). Nanteuil-sur-Marne — Orléans.
XIII (1403). Orléans (suite) — Pouilly-sur-Loire.
XIV (1404). Presles — Saint-Dizier.
XV (1405). Saint-Etienne, — Saint-Pol.
XVI (1406). Saint-Quentin — Senonches.
XVII (1407). Sens — Troyes.
XVIII (1408). Troyes (suite), — Versailles.
XIX (1409). Vic — Yzernai.
Affaires de Paris.

1410. — Circonscription ; affaires de la banlieue ; statistique religieuse de Paris ; offices, receveurs, procureur de la ville, officiers de finances, etc.

1411. — Mémoire sur les fonctions de procureur du roi et de la ville, rédigé en 1731.

1412. — Finances et domaines. — Concession d'octrois à la ville ; état de ses finances en 1783. — Canal de l'Ourcq (1788-1789).

Domaine. Censive de l'abbé de Tiron ; procès soutenu par lui contre le receveur des domaines, de 1722 à 1724.

1413-1414. — Police. — Balayage des rues à Paris et dans la banlieue. — Châsse de Sainte-Geneviève ; émeute en 1774. — Jeux prohibés. — Coches d'eau, voitures publiques, loueurs de chaise. — Bains. — Ramonage, vidange. — Mont-de-piété. — Poids et mesures. — Petites affaires de police ; numéros des maisons, affiches, journaux d'annonces, etc.

1415-1416. — Justice et police (1697-1790). — Prison Saint-Lazare ; résistance aux gardes du commerce ; affaires de divers particuliers enfermés à Bicêtre, etc.

1417. — Guet : affaire du sieur Duval (1716-1717). — Affaires diverses, municipales et de police, des années 1789-1790.

1418-1419. — Châtelet de Paris (1674-1789). Edits généraux ; conflits de juridiction avec le baillage du Palais, les requêtes du Palais et de l'Hôtel. — Pouvoir du juge auditeur au Châtelet. — Officiers de robe courte et lieutenant de police. — Registres et amendes du Châtelet.

1420-1421. — Travaux publics. — Construction de marchés ; démolition du Petit-Châtelet et de la porte Saint-Antoine ; place Louis XV ; Sainte-Geneviève. — Ouverture de rues ; réparation de plusieurs maisons ; indemnités à divers propriétaires ; égouts, voirie, etc.

1422-1423. — Bâtiments ; corporation des maçons ; métiers se rattachant à la construction. — Inspection des bâtiments publics et privés de Paris ; actes divers. — Procès-verbaux de visite (1574-1768). — Tome I : 1574-1722. — Tome II : 1723-1768.

1424. — Voirie ; mémoires et extraits divers. Répertoire d'actes anciens, tirés des registres du Châtelet. — Mémoires divers sur Paris. — Histoire du Louvre.

1325. — Construction d'une gare sur la Seine (1762-1768). — Plans, projets et mémoires. Opposition du Parlement à ce projet.

1426-1427. — Commerce et industrie. — Communautés industrielles en général. — Communautés et corps de métiers par ordre alphabétique. — A la fin du tome II, nombreuses pièces sur diverses sablonnières, carrières et platrières exploitées aux environs de Paris pour les travaux de construction de cette ville, et sises à Meudon, Pantin, Villejuif, Triel, Ménilmontant, Grisy et Epiais près Pontoise, Gentilly et Saint-Maur.

1428-1431. — Subsistances.

I-II (1428-1429). Blés ; approvisionnements des halles. Etat des lieux approvisionnant Paris. — Blé des communautés religieuses. Alimentation publique en 1770-1771, et 1788-1789.

III (1430). Boucherie. Approvisionnements ; dettes de la communauté et nouvelle réglementation (1735-1738). Suppression de la caisse de Poissy (1776). Projet d'établissement d'une tuerie hors de Paris.

IV (1431). Commerce des vins et eaux-de-vie ; poisson ; provisions de carême ; suifs ; bois et charbons ; foin.

1432-1442. — Ministère des finances de Joly de Fleury (1783). Documents provenant de l'administration de ce ministre et relatifs à diverses affaires financières, domaniales et administratives. La collection se composait

primitivement de 148 dossiers, dont beaucoup n'existent plus aujourd'hui. Elle est rangée suivant l'ordre de numéros de ces dossiers. En tête de chaque volume sont la liste et le sommaire des affaires dont les papiers s'y trouvent.

I (1432). Dossiers 1 à 5.

II (1433). Dossiers 6 à 15. Manquent les nos 16 à 30.

III (1434). Dossiers 31 à 40. En tête de ce volume un ancien inventaire des dossiers 31 à 60, avec indication des pièces manquantes.

IV (1435). Dossiers 41 à 47.

V (1436). Dossiers 49 à 60.

VI (1437). Dossiers 61 à 74. Budget de 1782. En tête de ce volume, ancienne table des dossiers 61 à 118.

VII (1438). Dossiers 75 à 103.

VIII (1439). Dossiers 104 à 117.

IX (1440). Dossiers 118 à 131 (1re partie). En tête de ce volume, table ancienne des articles 119 à 148.

X (1441). Dossiers 131 (2e partie) à 141 (1re partie).

XI (1442). Dossiers 141 (2e partie) à 148.

1443-1444. — Affaires financières. — I. Projets et mémoires sur l'administration des finances. Beaucoup de pièces de l'année 1782, se rapportant à des différends entre le ministre des finances, Joly de Fleury, et le ministre de la guerre, comte de Ségur.

II. Fin de cette série. Pièces sur la gabelle et mémoires sur les impositions dans les pays d'Etat; la plupart se rapportent à la Bourgogne.

1445. — Affaires financières. Recueil de copies de divers édits et déclarations des années 1720 et suivantes, se rapportant à des matières diverses : hôpitaux de Paris, métiers, procédure, etc. Manquent les cinq premiers cahiers de la collection, soit 60 ff.

1446. — Affaires financières. Edits de 1759 et 1760. — Remontrances du Parlement; extraits de plusieurs édits.

— Remontrances du Parlement de Lorraine au roi Stanislas, en 1761. — Edits particuliers : vingtième; caisse des amortissements; envoi à la monnaie par les particuliers et les églises, des objets d'or et d'argent; exécution de cet édit; inventaire des vases sacrés et des reliquaires d'un certain nombre d'églises, notamment de plusieurs paroisses de Paris; édit de mars 1760 sur les offices des ports et marchés de Paris; édit sur l'amidon, retiré en mars 1760; impôt sur les toiles peintes; troisième vingtième (1759-1760); édit de subvention de 1759, réclamations des villes contre cet édit, rangées par ordre alphabétique de noms de ville.

1447. — Edits financiers de 1759-1760. Remontrances du Parlement au roi : extraits de quelques-uns des édits présentés en mars et février 1760.

1448-1449. — Affaires financières (1779-1789). — I. 1779-1784; — II. 1784-1789. Mémoires et mélanges sur diverses affaires; projets d'emprunts, états récapitulatifs; caisse des amortissements, etc.

1450. — Vingtièmes et doubles vingtièmes (1710-1787). Edit de 1749 et représentations du Parlement. — Edits de 1777 et 1778 pour la transformation de la corvée en un nouveau vingtième; observations transmises par les bailliages; réclamations du clérgé. — Autres réclamations venant de divers pays, en 1781 et 1782.

1451-1463. — Don gratuit.

1451. — Edit d'août 1758; travaux préparatoires; correspondances et pièces à l'appui; déclaration explicative du 3 janvier 1759; exemption accordée au clergé (3 décembre 1758); nouvelles déclarations de 1763 et 1764; pièces diverses et mémoires allant jusqu'en 1769.

1452. — Double tarif, établi en 1750; réclamations des villes qui demandaient à changer de tarif, rangées par ordre alphabétique de généralités : Alençon, Amiens,

Bourges, Châlons, Moulins, Orléans, Paris, Poitiers, Rouen, Tours.

1453. — Liste, par ordre alphabétique de généralités, des villes qui ont adopté l'un ou l'autre des deux tarifs.

1454-1460. — Affaires locales (1758-1771). Réclamations des villes; demandes d'abonnements; correspondances, (lettres originales et minutes des réponses); édits particuliers avec leurs formules d'enregistrement. En tête, quelques notes sur les principaux motifs allégués par les villes à l'appui de leurs demandes de dégrèvements ou d'abonnements.

1454. — I. Affaires générales. — Lettres A.-B.

1455. — II : C.

1456. — II : I D.-J.

1457. — IV : L.

1458. — V : M.-O.

1459. — VI : P.-Saint.

1460. — VII : Sau-Y.

1461-1463. — Edit de 1758. Réclamations des villes; placets et mémoires rangés par généralités, dans chaque généralité par ordre alphabétique de villes, et dans chaque dossier par ordre chronologique. Chaque généralité est précédée de la liste des villes et villages qui y sont compris, listes dans lesquelles ont été soulignés à l'encre les noms des villes sur lesquelles le dossier renferme quelques documents. La collection a été laissée entière et telle qu'elle avait été classée au XVIIIe siècle.

1461. — I. Généralités de: Amiens, Bourges, Châlons-sur-Marne, La Rochelle.

1462. — II. Lyon, Moulins, Orléans, Paris.

1463. — III. Poitiers, Soissons, Tours.

1464-1465. — Corvées. Déclaration du 11 août 1776, rétablissant l'ancien système pour les corvées, Affaires particulières des années 1777-1781. On y trouve beaucoup

de lettres administratives de l'année 1778, et des affaires locales rangées dans l'ordre alphabétique des noms de villages, depuis Achères jusqu'à Yèvre-le-Chastel.

1466. — Greffe des hypothèques (1782). — Droit de timbre et subvention territoriale (1787).

1467. — Affaires financières ; mélanges (1643-1776) ; principalement pièces sans valeur de l'époque de Law.

1468-1475. — Conseil de conscience. Les dossiers de cette collection, au nombre de 57, dont plusieurs manquent aujourd'hui, ont été rangés dans l'ordre indiqué par un ancien inventaire, relié en tête du volume 1468.

1468. — I. Dossiers 1 à 7.

1469. — II. Dossiers 8 à 20 (1re partie).

1470. — III. Dossiers 20 (2e partie) et 21.

1471. — IV. Dossiers 22 à 29 (1re partie).

1472. — V. Dossier 29 (2e partie).

1473. — VI. Dossiers 30 à 34 (1re partie).

1474. — VII. Dossiers 34 (2e partie) à 41.

1475. — VIII. Dossiers 42 à 57.

1476-1480. — Assemblées du clergé (1705-1788).

1476. — I. Années 1705 à 1730. Affaires de la bulle *Unigenitus* (1723-1724). Evocations (1730). Discours de l'évêque de Nimes (1730).

1477. — II. Années 1730 à 1776. Affaires diverses de 1730 et 1731. Prorogation de l'assemblée de 1755 ; projets divers de 1758 et 1760. Quelques pièces de l'Agence générale du clergé pour la levée des décimes dans le ressort des parlements de Bordeaux et de Toulouse.

1478. — III. Années 1776 à 1788. Assemblée de 1780 (répartition du don gratuit). — Assemblée de 1788.

1479-1480. — Assemblée de 1765. Poursuites ordonnées par le Parlement contre les délibérations de l'Assemblée, contre les ecclésiastiques qui les avaient publiées et les évêques qui les avaient soutenues (1765-1767). —

Dossiers particuliers rangés par ordre de noms de lieux.

1481-1483. — Affaires religieuses (1674-1788). — Déclaration de 1682 : déclaration royale de 1717, interdisant les pélerinages en pays étrangers. — Table des *Nouvelles ecclésiastiques* (années 1729-1730). — 1731, arrêts sur les rapports entre les deux puissances. — 1739, arrêts contre des thèses de théologie de la Sorbonne, contenant des propositions factieuses. — Arrêt du 18 avril 1752 pour les recours en cassation; plaintes du clergé à ce sujet. Correspondances diverses. — 1768 et 1787, portions congrues. — 1780-1782, unions de bénéfices.

1484. — Constitution de 1702. — Anciens mémoires du procureur général; projets de déclarations (1722 et 1752). — Correspondance et arrêts du Parlement; dates extrêmes : 1679-1753.

1485-1487. — Refus de sacrements. Dossiers individuels rangés par localités dans l'ordre alphabétique, et pour chaque localité, par ordre chronologique. Dates extrêmes. 1708-1783.

1485. — I. Lettres A.-Lo.

1486. — II : Lo.-Y.

1487. — III. Affaires concernant Paris, rangées par ordre chronologique : les pièces ont été réunies par affaires, et les affaires se suivent dans l'ordre des temps.

1488. — Constitution. Acceptation de la bulle *Unigenitus*. Lettres adressées à M. de Noailles, archevêque de Paris, par diverses personnes, principalement par l'abbé Vidal. Autres lettres de ce dernier à diverses personnes. La plupart sont de l'année 1714; quelques-unes sans date; une de 1717. — Copies du temps.

1489. — Constitution. Mandements des évêques et archevêques de France pour son acceptation. Dates extrêmes : (1714-1730). La collection renferme des mandements des évêques de : Angoulême, Arras, Bayonne,

Boulogne, Châlons, Lectoure, Mirepoix, Pamiers, Paris, Reims, Saint-Malo, Sisteron, Strasbourg, Tours, Tréguier, Verdun. — En tête, liste des évêques acceptant en 1714 et 1715.

1490. — Refus de sacrements. Documents divers des années 1718 à 1768. A la fin table des affaires de cette espèce, qui se sont présentées, tant à Paris qu'en province pendant les années 1752, 1753 et 1754.

1491. — Constitution. — Mélanges théologiques et judiciaires; réception de la bulle *Unigenitus* en France; procédures du Parlement; lettre de sept évêques (1722). Mémoires théologiques; droits et devoirs des curés pour l'administration des sacrements.

1492. — » — 1722. Instruction pastorale de M. de Bissy, évêque de Meaux, sur la bulle; extraits de cette instruction avec remarques critiques à son sujet, dénonciation adressée au procureur général; réponse à l'instruction pastorale.

1493-1494. — » — Matériaux et projets pour une déclaration royale en 1752; à chaque dossier sont jointes des pièces à l'appui des projets. Le nom de l'auteur est indiqué en tête. Beaucoup de doubles.

1495-1496. — » — Conférences tenues par ordre du roi, de novembre 1752 à avril 1753, au sujet de l'acceptation de la bulle et des refus de sacrements. Correspondances et notes diverses.

1497-1498. — » — Troubles de l'Eglise en 1752 et 1753; arrêts, lettres, mémoires, etc. Le premier volume se rapporte à Paris; le second à la province.

1499. — » — Manuscrit autographe de la critique d'un mandement de l'évêque de Grenoble, touchant les refus de sacrements (en 1753). Cette critique est l'œuvre du procureur général; le volume contient en outre un exemplaire du mandement et diverses lettres relatives à cette affaire.

1500-1501. — Refus de sacrements. — « Jugement impartial, 1753. » — Mise au net d'un mémoire de l'ancien procureur général, avec pièces justificatives.

1502. — Constitution. — Ouvrage du procureur général sur les refus de sacrements, et la compétence du Parlement en cette matière. Ms. autographe.

1503-1504. — Refus de sacrements. — Mémoires et instructions du procureur général.

1505. — » — Mémoires théologiques et historiques (1754-1755). Ils sont au nombre de six, dont plusieurs du procureur général, un du cardinal de Soubise, etc.

1506-1507. — » — Mémoires et pièces diverses; lettres reçues par le procureur général. En tête du tome I, table des matières de la collection. A la fin du tome II, mémoire sur le jansénisme, le schisme, les refus de sacrements, etc. La plupart de ces pièces se rapportent aux années 1752-1754.

1508. — Constitution. — Collection de mémoires et de dissertations théologiques sur la bulle *Unigenitus*, son acceptation et les questions qui s'y rattachent. Cette collection est rangée dans l'ordre indiqué par une table placée au commencement du volume. Plusieurs dossiers manquent aujourd'hui.

1509-1510. — » — Mémoires théologiques sur la bulle, au nombre de quatre, contenant des remarques sur les cent-une propositions condamnées.

1511-1512. — Refus de sacrements. — Recueil de précédents sur la procédure à suivre. Sources employées : archives du Parlement, arrêts du Conseil d'Etat, conciles, arrêts de quelques cours étrangères, mandements épiscopaux, ouvrages spéciaux de droit canonique. — Le tome I va de l'an 300 à l'an 1555; le tome II de l'an 1555 à l'an 1719.

1513-1515. — Refus de sacrements. — Extraits de divers auteurs, des canons des principaux conciles, de

mandements épiscopaux, des rituels et statuts synodaux des principales églises de France et de quelques églises de Belgique, d'Allemagne et d'Italie.

1516. — » — Extraits divers, mémoires et factums.

1517. — » — Extraits de divers auteurs ; recherches sur la notoriété des pécheurs publics et le droit de refus des curés à leur égard.

1518. — Extraits des auteurs jésuites, qui ont attaqué l'autorité ou l'indépendance des rois, par ordre chronologique, de 1548 à 1665.

1519. — Constitution; table de l'ouvrage intitulé : *Réflexions morales*.

1520-1551. — Affaires ecclésiastiques en province au XVIIIe siècle. Refus de sacrements, droits honorifiques, matières bénéficiales, procès, affaires des fabriques, démêlés entre les curés et leurs paroissiens, etc. Rangées par ordre alphabétique de localités. Au nom des villes épiscopales, affaires intéressant tout le diocèse. — 32 vol.

1520. — I. Abbeville.— Angers.
1521. — II. Angoulême. — Beaumont-sur-Oise.
1522. — III. Beauvais. — Beurs.
1523. — IV. Biches. — Bray.
1524. — V. Breval. — Chalons.
1525. — VI. Channay. — Chaumont.
1526. — VII. Chauny. — Clermont.
1527. — VIII. Coiffy. — Cry.
1528. — IX. Dammard. — Donzy (1).
1529. — X. Donzy (2). — Fontenailles.
1530. — XI. Fontenay. — Gien.
1531. — XII. Gigny. — Hizeure. (*Auj.* Yzeure).
1532. — XIII. Ignol. — La Fresnaye.
1533. — XIV. La Gravelle. — La Rochelle.
1534. — XV. Lassay. — Les Loges.
1535. — XVI. Lésigné. — Lorris.
1536. — XVII. Loudun. — Mamers.

1537. — XVIII. Marans. — Meaux.
1538. — XIX. Mereglise. — Montesson.
1539. — XX. Montfort. — Morigny.
1540. — XXI. Mosnes. — Noirmoutiers.
1541. — XXII. Noroy. — Poitiers (1).
1542. — XXIII. Poitiers (2). — Réaumur.
1543. — XXIV. Reims. — Riom (1).
1544. — XXV. Riom (2). — Saint-Claude.
1545. — XXVI. Saint-Cloud. — Saint-Fuscien.
1546. — XXVII. Saint-Genest. — Saint-Michel.
1547. — XXVIII. Saint-Pardoux. — Sazilly.
1548. — XXIX. Séez. — Strasbourg.
1549. — XXX. Tagnon. — Tuffé.
1550. — XXXI. Varenne. — Villemoron.
1551. — XXXII. Villeroy. — Yves.

1552. — Affaires ecclésiastiques. — Amiens (1752-1768) — Beaucoup de pièces relatives à des poursuites exercées contre un professeur du collége des jésuites de cette ville en 1759 et 1760.

1553-1555. — Auxerre. Mandements divers; refus de sacrements; sermons poursuivis, appels comme d'abus, etc. — Tome I, années 1754-1756. — Tome II, années 1758. — Tome III, années 1758-1766.

1556. — « — Langres (1752-1784). Affaires du même genre.

1557-1562. — « — Orléans. — Tome I. (1714-1767). Affaires diverses par ordre chronologique; refus de sacrements; libelles, mandements, sermons indiscrets, etc., etc.

— Tomes II et III. Affaires des maisons de Saint-Charles et de Saint-Loup (1753-1758); visites des deux couvents, refus de sacrements; appels comme d'abus.

— Tomes IV, V et VI. Affaire du chapitre Sainte-Croix d'Orléans (1754-1773); refus de sacrements au

chanoine Cougnon et suites de ce refus; saisie du temporel du chapitre, etc.

1563-1565. — « — Troyes (1736-1786). Poursuites exercées contre certains mandements de l'évêque de cette ville, Mathieu Poncet de la Rivière, en 1755,1756 et 1757. — Tome I, années 1736-1755; tome II, 1755-1756; tome III, 1756-1786.

1566. — « — Paris (1686-1786). Différends du Parlement avec l'archevêque, Christophe de Beaumont; assemblées des curés de Paris en 1752, 1755 et 1764. Rituel et bréviaire du diocèse (1777).

1567-1570. — « — Paris. — Paroisses; beaucoup d'affaires de refus de sacrements; sermons indiscrets; plaintes contre des religieux et des prêtres.

1567. — Tome I. Paroisses de S. André des Arcs (1752-1770), — S. Benoit (1758-1767), — S. Étienne du Mont (1752-1759), — S. Eustache (1752-1767), — S. Germain l'Auxerrois (1752-1768), — S. Gervais (1755-1756), — S. Hippolyte (1759-1760), — S. Honoré (1760), — S. Jacques de l'Hôpital, — S. Jean en Grève (1752), — S. Landry (1769), — S. Laurent.

1568. — Tome II. S. Leu, — S. Gilles (1755-1764), — S. Marcel (1759); logement réclamé par un chanoine au collége de Navarre, — Ste Marie-Madeleine (1763-1764).

1569. — Tome III. Ste Marguerite (1755-1763), — S. Médard (1752-1768).

1570. — Tome IV. S. Nicolas des Champs (1754-1769), — S. Nicolas du Chardonnet (1753-1767), — Ste Opportune (1767), — S. Roch (1753-1758), — S. Sauveur, — S. Sépulcre, — S. Séverin (1759-1769), — S. Sulpice (1752-1780).

1571. — « — Paris; communautés ecclésiastiques par ordre alphabétique. Sermons indiscrets; billets de confession; nominations de confesseurs dans les couvents de

femmes. En tête, quelques libelles et lettres anonymes touchant les affaires religieuses du temps.

1572. — « — Paris ; colléges, hôpitaux. Affaires du temps. Procès entre le collége des Fortets et le chapitre métropolitain (1736).

1573-1574. — Fabriques en général.

1573. — I. Recueil de précédents sur le sujet, rangé par ordre de matières. Projet d'édit proposé en 1735 et 1736. Quêtes (1768). Luminaire des églises (1771) ; testaments et legs pieux (1784-1786). — Diocèses. — Règlements généraux pour le diocèse d'Angers (règlement de 1786) et affaires diverses jusqu'en 1789.

1574. — II. Diocèse de Meaux (1731-1737); ordonnance pastorale du cardinal de Bissy, évêque de Meaux, enrégistrée au Parlement. — Diocèse de Poitiers (1754-1786) : arrêt de règlement de 1787 ; préparation et exécution de cet arrêt (1786-1787). — Diocèse de Reims; arrêt de 1786. — Diocèse de Tours (1786).

1575-1585.— Fabriques et affaires de paroisses; documents classés par ordre alphabétique de noms de lieux; peu de pièces antérieures à 1757. — Administration des biens des fabriques; fondations et legs pieux; querelles entre curés et paroissiens; reddition de comptes; nomination de marguilliers; droits honorifiques des seigneurs ; arrêt du Parlement pour chaque paroisse.

1575. — I. Lieux d'Alençon, Alluye, Ambleville, Amboise, Angers, Aubervilliers, Autheuil près Montfort-l'Amaury, Ay.

1576. — II. Bagnoles, Bar lès Busancy, Bazarnes, Beaugenci, Beauville, Bièvre, Bois-Saint-Germain, île de Bouin, Bouville, Boynes et Brugères. — Cergy, Challans, Champlin, La Chapelle Gaugain, Chars, Chartres, Châteauneuf en Thimerais, la Chataigneraye, Châtellerault, la Châtre, Chaumont en Bassigny, Chaumont en Vexin.

1577. — III. Chennevières, Cholet, Clermont en Argonne, Clermont en Beauvaisis, Cluny, Coiffy, Conflans Sainte Honorine, Corberon, Courson, Crancey, Cravant, Creil. — Donchery, Doulaincourt, Dourdan.

1578. — IV. Ecrosnes, Epernay, Essoyes et ses environs, Etampes. — Favril, la Ferté-Gaucher, la Ferté-Imbault, la Ferté-Vidame, Floing, Fontenay le Comte, Franconville, Fresnay le Vicomte.

1579. — V. Gannat, Garencières, Garnache, Gastines, Gentilly, Gien, Gonesse, Goupillière, Gournay, Grez, Groslay, Guérard, Guise.

1580. — VI. Hardricourt, Houilles, Houx, Hurlus. — Igny, Illiers, Issoudun. — Jasseneuil, Jouy sur Morin. — Labbaye aux Bois, Lagny, Laloupe, Lanchy, Leris, Lezigny, Limours, Longwy, Lorris, Louvres. — Mâcon, Magny.

1581. — VII. Mailly, Mamers, le Mans, la Marche, Mareil, Mareuil, Marigny, Marines, Maule, Mayenne.

1582. — VIII. Meaux, Méry sur Seine, le Mesnil Saint Denis, Meulan, Mézières, Mezy, Molières, Montataire, Montboissier, Montdidier, Montereau, Montfermeil, Montfort l'Amaury, Montgeron, Monthyon, Montreuil sur Mer, Morangis, Moret, Moreuil.

1583. — IX. Mortagne, Moulins, Murat. — Néauphle, Neuilly, Nogent l'Artaud, Nogent le Rotrou, Nogent sur Seine, Noirmoutier, Noisy le Sec.

1584. — X. Olizy, Orléans, Ourville. — Passavant, Passy, le Perrier, Pecqueuse, Pierrefitte, Plaisir, Poitiers, Précy. — Reims, Réthel, Ribecourt, la Rochefoucault, Rocroy, Romainville, Roye, Rueil.

1585. — XI. Sables d'Olonne, S. Aubin sur Yonne, S. Clémentin, S. Georges sur Loire, S. Germain du Val, S. Germain en Laye, S. Gervais, S. Lyé, S. Michel, S. Sauveur, S. Sulpice de Favière, Saintines, Sarcelles,

Saumur, Senlis, Sens. — Troyes, Turny. — Vaux sur Corbie, Verberie, Versailles, Ville d'Avray, Villenauxe, Villeneuve la Guyard, Villeneuve S. Georges, la Villette, Villiers la Garenne, Vincennes, Vitry le François. — Yèvres.

1586-1588. — Fabriques. — Paroisses de Paris. — Belleville, Notre Dame de Bonnes Nouvelles, la Madeleine, S. Benoit, SS. Côme et Damien, S. Etienne du Mont, S. Eustache, S. Germain l'Auxerrois, S. Gervais, S. Hippolyte, S. Jacques de la Boucherie, S. Jean-Baptiste, S. Denis, S. Jean en Grève, S. Landry, S. Laurent, S. Leu, S. Louis en l'Ile, S[te] Marguerite, S. Médard, S. Merry, S. Nicolas des Champs, S. Nicolas du Chardonnet, S. Paul, S. Roch, S. Sauveur, S. Séverin. S. Sulpice.

1589. — Fabriques et hôpitaux de Paris. Legs faits par divers particuliers de 1781 à 1788; par ordre alphabétique de noms de donateurs.

1590-1591. — Confréries. — I. Généralités. Edit de 1760, placant les confréries sous la surveillance du Parlement. — Etat des confréries qui demandèrent des lettres patentes. — Etat des confréries de Paris. — Dossiers sur les confréries des églises de Paris; copies de pièces anciennes fournies à l'appui de leurs demandes; requêtes, mémoires, statuts imprimés., etc. Rangés par ordre alphabétique de paroisses; dans chaque dossier par ordre chronologique. Dates extrêmes; fin du xv[e] siècle — 1786.

II. Confréries de province. Par ordre alphabétique de noms de villes. Dossiers composés comme ceux de Paris. Moins de pièces anciennes. Principalement lettres et requêtes des années 1760 à 1770.

1592. — Ordres religieux. — Généralités (1567-vers 1780). — Ordres divers: Chartreux, Théatins, Récollets, ordres Mendiants, Prémontrés, constitutions du tiers

ordre de S. François, ordres de S. Augustin, de S. Antoine de Viennois, de S. Lazare et du Mont Carmel.

1593-1600. — Ordres religieux et affaires monastiques; plaintes, enquêtes, procès, affaires litigieuses, affaires particulières; les dossiers sont rangés par ordre alphabétique de noms de lieux. Dates extrêmes : 1732-1789.

1593. — I. Lettres A — B.

1594. — II : C — F.

1595. — III : G — Lou.

1596. — IV : Ly — M.

1597. — V : N — P.

1598. — VI : R — Saint-L

1599. — VII : Saint-O — So.

1600. — VIII : T — Y.

1601-1602. — Ordres religieux. — Congrégation de Saint-Maur (1637-1788); querelles en 1783-1784, à l'occasion du chapitre tenu à S. Denis en septembre 1783 ; nombreux mémoires et documents imprimés. — Congrégation de Saint-Vannes; quelques pièces sans importance. — Cluny ; exemption et étroite observance (1778-1788).

1603-1605. — « — Affaires de Paris.

1603. — I. Blancs-Manteaux, Célestins, Cordeliers, dames de Sainte-Agnès.

1604. — II. Petits-Pères ou Augustins; Saint-Antoine; Minimes; prieuré de Bon-Secours; Feuillants; Saint Martin-des-Champs; religieux de la Charité; filles de la Croix; Carmes et Carmes déchaux; Mathurins; pères de Nazareth; religieuses de S. Magloire ; Capucins ; Sainte-Catherine du Val des Écoliers; Sainte-Croix de la Bretonnerie; Chartreux; Citeaux.

1605. — III. Communauté de Sainte-Aure (1723-1780); Picpus; Jacobins; Génovéfains; Sainte Chapelle; chapitres de S. Thomas et de S. Nicolas du Louvre; S. Germain l'Auxerrois : union de cette église au chapitre

de Notre Dame; abbayes de Port Royal, S. Germain des Prés et Panthemont.

1606. — « — Affaire de Chezal-Benoit (1764). Contestations pour la nomination des abbés de Saint Allyre de Clermont, Saint Vincent du Mans, Saint Sulpice de Bourges, Saint Augustin de Limoges et Saint Martin de Séez, monastères dépendants de cette congrégation.

1607. — Pièces et titres concernant l'abbaye de Chezal-Benoit (1488-1645). Recueil imprimé à l'occasion de l'affaire plus haut indiquée, in 4°, 112 pages *(S. l. n. d.).* Notes manuscrites marginales.

1608. — « — Abbaye des Clairets. Contestations avec l'abbé de Clairvaux, chef d'ordre, pour le droit de visite et de suprématie (1765-1771).

1609-1611. — Jésuites. Suppression de l'ordre. Collection d'arrêts du Parlement et autres pièces judiciaires, allant de 1759 (aff. du P. Lavalette) à 1777; les derniers arrêts sont relatifs au règlement de la pension des membres de la Compagnie et à leur position personnelle : quelques arrêts des Parlements de Province. Trois volumes.

I (1609). Années 1759-1763.

II (1610). — 1763-1765.

III (1611). — 1765-1777.

1612. — » — Constitutions de l'ordre. Critique de ces constitutions; mémoires et réponses des Jésuites et de leurs adversaires ; appels comme d'abus. Projet de déclaration (1761). Correspondance avec les ministres (1761-1764.)

1613-1614. — » — Biens et dettes de l'ordre (1762-1779). Beaucoup de documents sur le collège de Clermont, les collèges de province, l'Ecole militaire, etc.

1615. — » — Correspondances diverses comprenant : 1° des lettres écrites au procureur général par plusieurs particuliers : dénonciations, lettres anonymes, affaires

diverses ; — 2° les réponses autographes des évêques du ressort aux lettres d'envoi de divers arrêts du Parlement en 1762 et 1764 ; — 3° les lettres échangées entre le procureur général et les ministres en 1767 et 1768 ; — 4° les lettres d'envoi de divers arrêts du Parlement aux sièges inférieurs et aux évêques, abbés et curés du ressort.

1616. — » — Actes anciens et pamphlets (1560-1766). Collection formée par le procureur général et l'avocat général. A la fin, pièces réunies par le premier de ces magistrats pour son compte-rendu de 1762. Beaucoup d'imprimés.

1617-1628. — » — Affaires locales (1762-1780), principalement des années 1762 à 1767. Dossiers individuels, collèges de l'ordre, demandes de places, réclamations des créanciers de la Compagnie, dénonciations, plaintes, etc., rangés par ordre alphabétique des noms de lieux.

I (1617). Aigueperse à Avignon.
II (1618). Bapaume. — Blois.
III (1619). Bonnétable. — Buzancy.
IV (1620). Calais. — Chinon.
V (1621). Civray. — Dunkerque.
VI (1622). Ecly. — la Pierre.
VII (1623). La Rochelle. — Malzieu.
VIII (1624). Mantes. — Noyon.
IX (1625). Orléans. — Réthel.
X (1626). Ribemont. — St-Omer.
XI (1627). St-Pierre-le-Moutier. — Sougy.
XII (1628). Stenay. — Yèvre-le-Châtel.

1629. — » — Affaires de Paris ; dossiers personnels ; collèges (1761-1777).

1630. — » — Pays étrangers : Espagne (1761-1767) ; Portugal ; république de Gènes (1765-1766) ; règlement des dettes et liquidation des créances de la société ; pays du nord de l'Europe.

1631. — » — Tables des affaires ; listes des Jésuites qui se trouvent dans chacun des cas prévus par les différents arrêts du Parlement.

1632. — Bénéfices possédés par la congrégation de St-Maur ; enregistrement aux bailliages de la déclaration de 1720. Liste par bailliage des bénéfices possédés par cette congrégation.

1633. — Bénéfices ; recherches diverses ; indults ; grâces apostoliques.

1634-1635. — Biens du clergé ; mémoires ; extraits et textes anciens sur leur sujétion à l'impôt et sur le pouvoir que les rois ont sur eux ; la plupart de ces documents sont tirés des ouvrages imprimés. Ces recherches ont été faites à la suite de l'assemblée du clergé de 1765 et à l'occasion des tentatives faites pour soumettre les biens du clergé aux nouveaux impôts.

1636-1637. — Biens du clergé et matières diverses. Chartes extraites des livres imprimés et de divers manuscrits sur le pouvoir du roi en matière de biens ecclésiastiques, de dîmes etc. Sources consultées : Trésor des Chartes, layettes et registres.

1638. — Amortissements. Mémoire historique sur la question, rédigé en 1740 par le procureur général. Copie contemporaine avec notes autographes de l'auteur.

1639. — Amortissements (1718-1777). Recueil d'actes anciens depuis le XIVe siècle ; mémoires et pièces diverses. — Année 1735 : réclamations des curés de Paris contre les droits d'amortissements. — 1743 : lettres, projets et mémoires pour un édit sur la matière, qui ne fut jamais promulgué. — 1746 à 1751 ; affaires diverses et correspondances. Mémoire sur l'édit de 1749, daté de mars 1750. — Année 1777 : exemption du droit de franc fief pour tous les ecclésiastiques de France. — Pièces et mémoires envoyés par les Etats d'Artois sur l'application

de l'édit de 1749 dans cette province; documents remontant à l'année 1530.

1640-1641. — Amortissements.

I. (1640). Années 1738 à 1751. — Déclaration pour la Flandre et le Hainaut (1738). — Autre pour le ressort du parlement de Metz (1739). — Autre pour les colonies françaises d'Amérique (1743). — Edit général sur la matière (1749). — Matériaux divers, mémoires, recherches, etc., de 1743 à 1749.

II (1641). — Années 1749 à 1751. — Mainmorte pour les écoles de charité. — Déclaration pour le droit de franc fief et travaux préparatoires pour cette déclaration (1751). — Nouveau projet d'édit (1751) ; projet en 6 titres, qui paraît faire double emploi avec un des projets plus haut indiqués.

1642-1644. — Amortissements. Nouveau projet (1752). Projet du procureur général, comportant la refonte générale de l'édit de 1749 et de l'arrêt du conseil de 1751. Minute et copie du nouveau projet.

Tome I (1642). Titres 1 à 4. — Tome II (1643). Titres 5 et 6. Notes diverses. Second projet divisé en articles et portant interprétation de l'édit de 1749. — Tome III (1644). Fin du second projet ; minute et copie.

1645-1647. — Amortissements. Affaires locales. La plupart de ces documents sont les lettres d'envoi par les officiers des bailliages et sièges inférieurs du tableau des établissements de mainmorte de leur ressort ; envoi fait en exécution de l'édit de 1749. Quelques pièces postérieures, des années 1783-1784. — Classés par ordre alphabétique de noms de lieux. — Tome I : A-C ; tome II : D-M ; tome III : N-V.

1648-1656. — Immunités ecclésiastiques. Ouvrage rédigé par le premier procureur général vers 1750 ; copie avec additions, notes et corrections autographes.

1657-1659. — Immunités ecclésiastiques. Pièces jus-

tificatives et travaux préparatoires pour l'ouvrage précédent. — I. Recueil de travaux divers; extraits d'auteurs; analyses d'actes anciens. Beaucoup de pièces de la main du procureur général. — II. Suite et fin du recueil précédent; notes bibliographiques sur la matière. — III. Autre série de pièces justificatives empruntées généralement à des ouvrages imprimés et allant du milieu du IXe siècle à 1751. Dans la dernière partie du volume, brochures, mémoires imprimés et pamphlets sur le même sujet.

1660. — Affaires ecclésiastiques. Mémoires et projets divers; listes des évêchés de France; documents anciens sur des poursuites exercées contre divers ecclésiastiques du royaume (affaires du cardinal de Sourdis (1603-1606), du cardinal Spinola (1716), etc., etc.).

1661-1663. — Mélanges ecclésiastiques de Pierre Lemerre, agent général du clergé de France; recueil de mémoires sur diverses questions de droit et de procédure canoniques. Série de 41 mémoires et articles dont manquent les nos 28 à 41. Le tome I contient les nos 1 à 11; le tome II, les nos 12 à 21; le tome III, les nos 22 à 27.

1664. — Matières ecclésiastiques. Documents se rapportant principalement aux Jésuites et au Jansénisme, aux cinq propositions; notes sur l'*Augustinus* de Jansénius.

1665-1679. — Recueil de mémoires imprimés et manuscrits sur les protestants; beaucoup viennent probablement de La Reynie. Rangés sans aucun ordre. Voici quelques indications sur chaque volume ou série de volumes :

1665-1666. — Ordonnances et règlements, rangés par ordre chronologique; la plus ancienne pièce est de 1561.

1667-1668. — Exécution de l'édit de 1787. Mémoires et projets divers.

1669-1671. — Mémoires divers sur l'état du protestantis-

me en France et sur diverses questions de droit public qui s'y rapportent.

1672-1673. — Correspondances et documents divers relatifs aux baptêmes et mariages de protestants (1770-1778). Par ordre alphabétique de noms de lieux.

1674. — Inhumations et registres de l'état civil des protestants. Correspondance (1770-1786). Même ordre que ci-dessus.

1675. — Conduite des protestants. Affaires locales (1717-1788). Par ordre chronologique.

1676. — Pièces historiques ; lettres et requêtes des protestants aux rois et aux parlements.

1677-1679. — Exposés de doctrines ; mandements ; controverses ; conversions. Plusieurs pièces provenant de la collection La Reynie.

1680. — Refus de sépulture à des protestants. Dossiers se rapportant aux localités suivantes : Ardres, Boulogne, Corbeil, Losterbame (commune d'Ardres), St-Martin-de-Ré, Ségonzac.

1681. — Protestants ; édit de 1787.

1682. — Libraires-imprimeurs et censure des livres. Règlements sur la matière de 1607 à 1789. Affaires diverses rangées par ordre chronologique : 1737, condamnation d'un mémoire pour Louis de Bauffremont. 1751, censure d'un livre intitulé : *Histoire du droit public et ecclésiastique,* 1764, condamnation de la *Dunciade*, poème de Palissot. 1777, arrêt du conseil du 30 août 1777 ; résistance du Parlement. 1780, censure du journal de Linguet. 1785-1786, affaire du sieur Cadou, ouvrier de Simon, imprimeur du Parlement.

1683. — Censure et librairie. Ouvrages poursuivis par le Parlement à la requête du procureur général (1752-1765) ; documents rangés par ordre chronologique. La plupart de ces ouvrages sont des libelles religieux : on

trouve cependant en 1756 le *Paradis reconquis*, en 1759 *Candide* de Voltaire, et en 1765 le *Cosmopolite*.

1684-1686. — Censure de la collection des Conciles du P. Hardouin ; documents imprimés et manuscrits. — Tomes I et II, avis des censeurs, critique rédigée par Lemerre. — Tome III, conclusions du procureur général ; projets divers, minutes, etc.

1687. — Sorbonne (1721-1761). Impression et soutenance de thèses théologiques ; beaucoup de lettres originales.

1688. — Plans d'études proposés au procureur général par diverses personnes en 1762, après l'expulsion des Jésuites.

1689-1690. — Chirurgiens et médecins. Recueil d'ordonnances, d'édits et de statuts pour le collège de médecine et de chirurgie de Paris et les corporations des villes de province. Correspondance assez étendue touchant le magnétisme (1784). Académie de médecine ; procès-verbaux d'assemblées ; délibérations ; récompenses. — Dates extrêmes : 1611-1789. — Tome I : 1611-1743. — Tome II : 1748-1789.

1691. — Collèges en général (1611-1786). Ecoles militaires (1776) ; projets, lettres et mémoires.

1692-1697. — Collèges, facultés et universités. Recueil de documents divers, rangés par ordre alphabétique :

Tome I (1692). Abbeville, Aigueperse, Aix (université et faculté de droit), Amiens, Angoulême, Ardres, Arras, Auxerre, Avignon (université), Bar-le-Duc, Bar-sur-Aube Beauvais.

Tome II (1693). Billom, Blois, Bourgueil en Anjou, Brioude, Caen (facultés), Cahors (université), Chalon, Charleville, Châteaugontier, Chatelaillon, Chatellerault, Chaumont en Bassigny, Chinon.

Tome III (1694). Clamecy, Clermont-Ferrand, Compiègne, Dijon, Dormans, Dreux, Dunkerque, Epernay, Ernée, Etampes, Eu, Evron.

Tome IV (1695). Felletin, Fontenay-le-Comte, Guéret, La Flèche, Langres.

Tome V (1696). La Roche-Guyon, La Rochelle, Laval, Le Mans, Lyon, Mâcon, Malzieu, Mauriac, Melle en Poitou, Moulins, Nevers, Orléans.

Tome VI (1697). Pont-à-Mousson, Pontoise, Réthel, Roanne, Romorantin, Saint-Flour, Saint-Maixent, St-Omer, Saumur, Sens, Soissons, Strasbourg, Tours, Valence, Valmy, Vaucouleurs, Vierzon, Vitry-le-François.

1698. — Angers, université en général; facultés de théologie, de médecine et de droit ; collège; académie.

1699. — Aurillac : collège (1764-1788); procès entre les administrateurs et le principal.

1700-1701. — Bourges, université en général ; faculté de médecine ; faculté de droit et de décret ; collège (1762-1788), administration et réglements intérieurs.

1702. — Poitiers : université en général; droit de juridiction de la municipalité sur les étudiants ; facultés de médecine et de droit ; collège.

1703-1704. — Reims : université en général ; faculté de médecine (1773-1789) ; faculté de droit (1700-1775) ; nomination des professeurs ; arrêt de règlement de 1766 ; contestations et débats intérieurs de 1711 à 1717; affaires particulières; collège.

1705. — Université de Paris (1385-1777) ; recueil d'anciens actes ; messageries; action et surveillance de l'université sur les collèges ; projets de réforme.

1706-1707. — Paris; faculté de droit ; règlements divers; arrêts du Parlement; beaucoup d'affaires personnelles relatives à la tenue des registres d'inscription, qui était sous la surveillance du procureur général.

1708. — Paris; faculté de théologie (1703-1780) ; thèses censurées; doctrines hétérodoxes ; affaire de la bulle *Unigenitus*, etc.

1709. — Paris; collèges divers: Ave Maria, Boissy-le-

Sec, Bourgogne, Chollets, Grassins, Harcourt, Justice, Louis-le-Grand, La Marche, Narbonne, Navarre, Collège Royal, Sainte-Barbe.

1710. — Paris; collège du cardinal Lemoine (1733-1738); règlements intérieurs ; mémoires, lettres et projets ; recueil d'actes anciens depuis 1565.

1711-1712. — Paris : collège Mazarin (1662-1786) ; procès-verbaux de visite (1702-1710) ; état de l'établissement en 1735 ; revenus et personnel ; essai de réforme en 1770 ; réforme effectuée en 1781.

1713. — Collège Mazarin : bibliothèque ; catalogues ; bibliothécaire (1760); affaire du duc de La Vallière en 1752.

1714. — Compte-rendu par Barthélemi de la Fleutrie, docteur de Sorbonne, procureur du collège Mazarin, en l'année 1734.

1715. — Paris ; faculté de médecine (1722-1780) ; faculté des arts (1712-1784) ; réformes de 1718 et de 1738 ; prix de l'Université fondés par divers particuliers.

1716. — Collèges : demandes de bourses, principalement pour des jeunes gens nobles sans fortune, rangées par ordre alphabétique de noms de personnes (1776-1789).

1717. — Fondation Noirot, datant de 1731, consistant en deux bourses à Louis-le-Grand pour l'entretien de deux de ses neveux, et legs faits par le même à sa famille. — Arrêt de règlement de 1759, chargeant le procureur général de l'exécution du testament ; comptes de cette exécution de 1759 à 1785. Nouvelles contestations en 1785 et 1786. Requête et conclusions du procureur général.

1718-1719. — Papiers de des Haguais. — Amirautés ; recueil de projets, de mémoires et de pièces de tout genre ; anciens actes relatifs aux hauts fonctionnaires de la marine. Tous ces documents sont antérieurs au XVIIIe siècle.

1720-1721. — Commerce maritine. Grandes compagnies; édits et projets soumis au roi par leurs directeurs ; édits divers et mémoires ; commerce du Levant; fournitures de la marine; pièces du temps de Colbert et de Seignelay.

1722-1723. — Marine, commerce et colonies; recueil d'ordonnances, d'arrêts du conseil et de déclarations du roi relatifs au grand commerce et à la marine (1684-1789); pêche ; commerce dans les colonies ; droit d'aubaine, etc ; imprimés et copies; correspondances originales ; conférences pour la réformation de l'ordonnance commerciale (1779-1780). A la fin quelques pièces sur la Compagnie des Indes, la Louisiane et St-Domingue.

1724-1725. — Amirauté de Dunkerque (1727-1738): dénonciations de l'huissier Jolly contre plusieurs membres de ce tribunal; instruction et procédure au sujet des malversations et des concussions dont ils étaient accusés ; affaires de naufrages de navires et de pillage des effets des naufragés ; dépositions de témoins et pièces justificatives pour chaque dossier.

1726. — Mémoire sur la Louisiane, rédigé après la paix de 1763 et avant celle de 1783. Table à la fin du volume.

1727. — Canaux et commerce. Pièces sur les canaux de Briare (1638-1770), de Bourgogne (1751-1784), du Loing (1779-1782), de Picardie (1782-1786), de l'Yvette (1789). A la fin mémoire sur le commerce de l'Espagne.

1728-1729. — Communautés d'arts et métiers ; affaires générales (1472-1787).

I (1728). Arrêt du parlement de 1472 ; édits royaux de 1566, 1581, 1597 ; — 1690-1691, ordonnance sur les maîtrises, avec mémoires et pièces à l'appui ; projet d'édit et édit définitif ; — 1734 et années suivantes, règlements pour l'orfèvrerie, le commerce des matières d'or et d'argent et les juges des monnaies ; — 1734-1736, nouveau projet sur les jurandes, préparé par le procureur-géné-

ral et le chancelier d'Aguesseau; — 1736, peintres, graveurs et verriers ; — 1758-1760, création de charges de barbiers-étuvistes dans toutes les villes du royaume.

II (1729). 1763, déclaration pour défendre les emprunts aux communautés; — 1765, interdiction des associations non autorisées ; — 1767-1769, édits imposant diverses redevances pécuniaires aux communautés d'arts et métiers, et réclamations rangées par ordre alphabétique de noms de villes ; — 1775-1776, édit de Turgot pour l'abolition des jurandes, maîtrises et chefs d'œuvre, et mémoires divers à ce sujet ; — 1777, rétablissement des jurandes et maîtrises; — 1777-1783, édits contre les confréries et les associations ; — 1783, demande de privilège par le sieur Duhan pour un nouveau procédé d'étamage; — 1784, lettres sur l'introduction des races ovines étrangères en France, avec spécimens de laines; — 1785, privilège pour les lampes dites Argand; — 1787, privilège pour la vente de la tourbe et d'un jaune minéral.

1730-1731. — Communautés d'arts et métiers; province ; documents divers, rangés par ordre de noms de lieux. Dates extrêmes : 1727-1788.

I. Amiens, Aubusson; Baugé, Beauvais, Boulogne-sur-Mer ; Calais, Châteaugontier, Châtellerault, Châtillon-sur-Sèvre, Chaumont en Bassigny, Chinon, Choisy, Clermont-Ferrand, Crépy en Valois; Dunkerque ; Epernay, Etampes; Felletin, la Flèche; Guéret; Laon, Laval, Loches, Loudun, Lyon.

II. Mâcon, le Mans, Mantes, Mortagne, Mouchy, Moulins, Murat; Niort, Nogent-sur-Seine; Orléans; Poitiers, Provins; la Rochelle; Saint-Dizier, Senlis; Tonnerre, Tours, Troyes; Versailles.

1732. — Communautés d'arts et métiers. Paris : limonadiers, couturières (1787); teinturiers en soie (1787); tapissiers (1719); filature de coton (1784); maîtres paul-

miers (1785?); bouchers; chandeliers (1781); marchands de vin (1780); Gobelins (1727); maîtres d'armes (1656); peintres, communauté de St-Luc (vers 1680); chauvrières et filassières (1666); maîtres paveurs (1741); bas au métier; recueil d'arrêts du parlement et du conseil et d'ordonnances, de 1656 à 1740, précédé d'une table; épiciers (1786-1788), appel au Parlement d'une ordonnance du lieutenant de police.

1733. — Corporations industrielles de Paris; table des droits perçus sur les métiers par les corporations et communautés, par ordre alphabétique de métiers.

1734-1738. — Bois et charbons; officiers du métier; monopoles; affaires diverses. Ordre chronologique; dates extrêmes: 1694-1788. Lacune de 1726 à 1784.

1739-1740. — Industrie des bouchers; recueil de projets divers et de règlements; bestiaux, viandes, suif; beaucoup de pièces sur la province; la plupart sont des dernières années de l'ancien régime.

1741. — Statuts et réglements de la corporation des bouchers de Paris. (1744). In-8. Imprimé.

1742-1743. — Boulangers; taxe du pain; commerce des grains. Beaucoup de pièces sur la province, principalement sur les villes de la Rochelle et de Châlons-sur-Marne. Dernières années de l'ancien régime.

1744. — Statuts des maîtres fèvres-maréchaux de la ville de Paris (1688). 1 vol. in-8. Imprimé.

1745-1747. — Juges-consuls. Documents sur leur juridiction; affaires décidées par les différents tribunaux consulaires. En tête quelques pièces sur cette juridiction commerciale en général (1703-1787). A la suite documents relatifs aux tribunaux suivants:

I (1745.) Abbeville (1741-1790); Amiens (1787-1790); Angoulême (1782-1790); Auxerre (1786); Beauvais (1788-1790); Billom (1787-1789); Bourges (1738-1778); Brioude (1780.)

II (1746). — Calais (1785-1790); Châlons-sur-Marne (1788-1790); Chartres (1666-1695); Châtellerault (1788 1790); Clermont-Ferrand (1785-1790); Compiègne (1783-1790); Dunkerque (1786-1788); Langres (1787-1790); Lille (1715); Lyon (1657); Le Mans (1787-1790); Nevers (1787-1788); Niort (1671-1790).

III (1747). — Orléans (1787-1790); Paris (1659-1785); Poitiers (1784-1789); Reims (1781-1885); Riom (1786-1790); La Rochelle (1693-1790); Saint-Quentin (1770-1789); Sens (1779-1790); Soissons (1566-1786); Tours (1677); Troyes (1788-1790); Valenciennes (1718).

1748. — Mémoire sur des faillites à l'étranger, en Allemagne et en Suisse (Francfort-sur-le-Mein et Neufchâtel). Antérieur à 1784; quelques pièces intéressantes manuscrites et imprimées.

1749-1751. — Faillites.

I (1749). Affaires générales, édits généraux sur la matière. — Faillite de Mariette et C[ie], fondateurs d'une société pour le desséchement des marais du Poitou (1666-1767). La déclaration de faillite est de 1666.

II (1750). Suite de l'affaire Mariette.

III (1751). Suite et fin de l'affaire Mariette. — Affaire Querenet et consorts (1777-1781).

1752. — Affaires domaniales, généralités. Recueil d'actes, allant de 1556 à 1787, principalement des années 1767 et 1768; correspondance étendue pour ces deux dernières années.

1753-1754. — Chambres des comptes; leurs différends avec les bureaux des finances. Peu de pièces antérieures à 1702. Mémoires imprimés. Contestations en 1733 et 1755. Projets de règlements rédigés à ces deux dates avec observations du procureur général. Arrêts du conseil d'Etat et autres documents. Correspondance avec les procureurs généraux des parlements de province en 1755 pour l'interprétation de l'édit de 1702

— Tome I ; années 1702-1733 ; tome II, années 1733-1755.

1755. — Chambre des comptes de Paris ; tables de plusieurs registres d'aveux et d'hommages (provinces d'Anjou, Champagne et France).

1756-1757. — « Registre journal des audiences de la cour des Aydes, affaires publiques, affaires de Compagnie, et autres affaires remarquables. » (1702-1716.) Copie moderne.

1758-1761. — Bureaux des finances.

I (1758). Contestations avec le Parlement ; arrêts d'avril et mai 1761 ; lettres royales de 1779-1780 ; nouvelles contestations ; mémoires proposant une conciliation ; prétentions des trésoriers de France à des distinctions honorifiques ; mémoire imprimé à ce sujet. — Bureau des finances de Bourges (1783) : la voirie du Berry est concédée en apanage au comte d'Artois. — Bureau des finances de Lyon (1763-1778) ; affaire du sieur Poncelet ; appel d'une sentence de ce tribunal. — Bureau de Moulins (1775-1776) : juridiction accordée aux officiers du bureau pour la police des murs et fossés des villes de la Marche, protestation des habitants de Guéret. — Bureau d'Orléans ; novembre 1774 : contestation entre lui et l'abbé de St-Mesmin, haut justicier ; décembre 1774 : affaire des religieuses visitandines de Blois ; janvier-mars 1776 : affaire du père Yves, du collège d'Orléans, arrêt du parlement du 24 janvier 1776 ; août-novembre 1776 : contestations pour la voirie avec plusieurs seigneurs hauts justiciers, portées devant le Parlement. — Bureau de Poitiers (1777) : prétention des officiers pour l'exercice de leur juridiction hors de leur siège. — Bureau de Tours ; février-avril 1777 : contestation avec les officers municipaux de cette ville pour le percement d'une rue.

II (1759). Bureau des finances de la généralité de

Paris, supprimé en 1771. — Constitution intérieure ; son rétablissement en 1779 et 1780 (deux projets); projets nouveaux en 1781 et 1782. Pièces à l'appui depuis 1693. — Suppression et rétablissement d'offices de 1778 à 1782. — Projets de règlements pour sa compétence (1779-1784). Projets divers, mémoires, correspondances.

III (1760). (Suite). Affaires diverses (1775-1788) ; beaucoup se rapportent à Paris, d'autres à la banlieue de Paris. Contestations pour la voirie avec les officiers des justices seigneuriales, situées à l'intérieur et au dehors de Paris. — 1778 : justice de Chaillot et de l'île de la Conférence. — 1779, débats avec la Chambre des Comptes ; pont de Moret. — 1780, différend avec le Châtelet. — 1781, affaires de Paris.

IV (1761). (Suite). 1783 : affaires de Paris, voirie, saillies des maisons. — 1784, dégâts commis sur les routes royales (Nemours à Sens) ; cours d'eaux ; prononcé et perception d'amendes.

1762-1764. — Saisies réelles.

I (1762). Mémoires et règlements généraux ; lettres patentes constitutives de cette administration ; règlements de compte, édits, déclarations, affaires particulières. — Distributions de 1730 à 1789.

II (1763). 1758 à 1759, affaire du sieur Binet et déclaration d'août 1758 sur l'office de receveur et commissaire des consignations et saisies réelles. — 1766-1768 : affaire Monnerat et Beauvisage, avec mémoires et pièces anciennes à l'appui depuis 1634. — 1782-1789 : affaire Roulleau ; liquidation de cette faillite ; vente des biens particuliers du failli. — 1785-1789, affaire Coulon, successeur de Roulleau ; recettes des années 1786-1787 ; affaires diverses.

III (1764). Arrêt de 1781, relatif au règlement d'affaires particulières et de distributions provoquées par de le sieur Roulleau.

1765. — Affaires domaniales; commissaires à terrier (1776-1789). Déclaration de 1786 sur les droits qui leur furent attribués, et affaires locales par ordre alphabétique de noms de lieux.

1766. — Eaux et forêts (1684-1788). Edits et déclarations sur la matière; pièces sur les forêts de Séquigny et du Vendomois.

1767-1769. — Acquisitions du roi. — Tomes I et II, mémoires sur la matière et sur le droit de décret; édit de 1693. — Acquisitions pour le parc de Versailles (1693-1705.)

Tome III. Acquisitions diverses; deux maisons à Marly (1741); terre et seigneurie de Sèvres (1748); petit hôtel de Conti à Versailles (1752); six maisons sises à Compiègne, appartenant à Mme de Pompadour (1756); Villeneuve-le-Roi et Ablon (1761-1762): maisons à Paris, rue Saint-Honoré, pour la reconstruction de l'Opéra (1764); terre de Minières et maisons à Paris (1767-1768); terre de Courtaux-Torbechet dans le Maine (1768); maison à Paris, rue St-Antoine (1778); maison à Sèvres (1782); maison à Paris, rue de la Tonnellerie (1783); hôtel de Marsan à Versailles (1784); agrandissement du jardin des Plantes (1785); minage de Meaux (1786-1789); droit de chasse des Vaux de Cernay (1788-1789).

1770. — Echanges faits par le roi, avec le marquis de Maillebois pour le marquisat de Châteauneuf en Thimerais (1727), avec le prince de Conti (1748); principauté de Dombes (1762); forêts du pays de Combrailles en Auvergne (1764-1765); terre de Moëres en Flandre (1781).

1771-1772. — Francs fiefs et baux à cens. Coutume de Montdidier; arrêt du parlement de 1717; affaires administratives diverses (1717-1734); rangées par liasses, avec une table des matières en tête de chaque liasse. — Recueil de précédents et d'arrêts sur la matière de 1664 à

1726. — Tours (1720-1735). — Coutumes de Lorris et Montargis ; déclaration royale du 14 juillet 1786. — Coutume de Vermandois ; lettres patentes du 10 octobre 1788.

1773-1797. — Procès en matière de domaines.

1773. — Terre de Châteaugontier (1734-1735).

1774-1775. — Terre de Cresnes ; procès entre les duc et duchesse de Villars, et le comte de Salles (1737-1767).

1776-1778. — Joyeuse et Grandpré (1734-1749), pour les terres de Brécy, Cernoy et autres, mouvantes de Sainte-Ménéhould.

1779-1780. — Terre de Hazoy ; procès entre le procureur général et la dame de la Vernade (1740-1743).

1781-1782. — Justice de l'Ile-Savari et autres terres en Touraine ; procès entre les familles de Béringhen et de Mortemart d'une part et le procureur général intervenant pour le bailliage royale de Châtillon-sur-Indre, d'autre (1725-1735) ; mémoires divers, correspondance ; beaucoup de copies de pièces anciennes.

1783. — Baronnie de Lyannes en Picardie (1734-1741) ; question de mouvance directe ou indirecte du roi.

1784. — Terre de Marans en Poitou (1742-1767) ; procès entre le procureur général d'une part et d'autre 1° le seigneur de Marans, 2° le président d'Aligre.

1785. — Terre de Marolles ; procès entre le procureur général et le marquis de Marolles pour la haute justice et gruerie de ce lieu (1748).

1786. — Justice de Noisy-le-Sec ; procès entre M. de Mauperché et le chapitre de St-Louis du Louvre (1775-1778).

1787. -- Haute justice de Souchet (1731-1736).

1788. — Cure de Saint-Martin de Tonneville ; procès entre le roi et le duc de Penthièvre (1741).

1789-1797. — Procès divers en matières de domaine,

I (1789). Saint-Laurent de Mortiers (1717-1743). Terre de Bouillé (1730-1740).

II (1790). Justice de Conflans (1736-1743). Censives du roi en Agenais (1689). Domaine de Corbeil (1721-1740). Fiefs de Vigné et de Gade-Moulin en Angoumois (1722-1727). Comté de Sézanne (1737-1739).

III (1791). Fiefs du chapitre de Sens dans le comté de Saint-Valéry. Terre de Villers-les-Roye (1738-1743). Terre de Rocher-Mezauger en Touraine (1741-1745). Droits féodaux à Châtellerault (1738-1743). Terre de St-Aignan (1745). Paroisse de Loconville au bailliage de Chaumont en Vexin (1737-1739).

IV (1792). Paroisse du Pin; droits honorifiques; comptes de fabrique. Seigneurie d'Heurville (1718-1719). Procès entre les ducs de Boufflers et de Luynes (1743), pour divers droits féodaux dans le bailliage de Chaumont en Vexin. Autre entre le marquis du Fresne et Nicolas de Bailleul, marquis de Châteaugontier, pour la terre du Tilloy (1728-1736). Hôtel-Dieu d'Etampes (1730-1738). Marais deChaumont en Vexin.

V (1793). Abbaye de Maubuisson et siège judiciaire de Pontoise; quelques pièces anciennes; documents judiciaires des années 1724-1730. Maréchal d'Estrées et substitut au comté de Soissons (1739-1740). Chapitre de St-Claude en Bourgogne (1733-1734). Paroisse de Voize et chambre des comptes de Moulins (1742-1744). Haute justice de Villacoublay (1740). Seigneuries de la Roche-Saint-Crespin et de la Séguinière (1743-1748). Bureau des finances de Bourges (1717-1723). Fief de Montguyon (1723-1744).

VI (1794). Abbé de Bassac et seigneur de Culan (1735-1736). Nogent (1739). Saint-Médard de Pecqueuse (1739). Bois de Bernot dans le comté de Bohain. Comté de Montfort (1740). Seigneurie de Manneville (1733-1734). Moulin de la Borie dans la vicomté de Murat. Fief de Monta-

chier (1742-1743). Abbaye de Royaumont. Abbaye du Val Saint-Pierre. Fief de Montigny. Terre de Fresne (1739-1740).

VII (1795). Terre et châtellenie de Crèche (1734-1738). Censive de l'abbé de Sainte-Geneviève à Paris. Procès pour un tènement revendiqué par le substitut du procureur général au siège de Bellac (1734-1739). Autre entre le duc de Mazarin et le substitut du procureur du roi à Châlons (1734-1743). Fief de Berviqueville en Champagne (1732-1743). Terres voisines de l'embouchure de la rivière d'Authie, disputées au comte de Boulainvilliers par les habitants de Marquenterre et la dame de Mailly (1719). Terre de Bridière en Poitou (1719-1720). Terres sises à Viroflay près Meudon (1733). Terres du chapitre Saint-Martin de Tours en Touraine (1718). Justice du lieu de la Groue, au bailliage de Yèvre le Châtel (1735-1743). Terre de Bressoles en Bourbonnais (1731-1743). Duché-pairie de Cœuvres (1732-1743). Justice de Villecresne (1741-1744). Terre de Bellefaye en Berry (1722-1739). Terres du maréchal de Tessé (1722-1739)

VIII (1796). Fief d'Herpine. Duché-pairie d'Aumont. (1730-1731). Domaine de Saint-Bonnet (1718). Fief des Cornets (1724-1739). Chapitre Saint-Martin de Tours (1701-1717). Claude le Noble, bâtard (1715-1731). Baronnie de Chaumont. Saisie féodale de la terre d'Autruy. Dame de Raymond. Maison de la rue des Arcis à Paris. Terre de Languionnes. Terre de Farivilliers. Terre de Voultron en Poitou. Affaires de voirie à Donzy. Fabrique de Sainte-Gemme des Bruyères. Abbaye de Saint-Josse-sur-Mer (1721-1726). Comté de Dunois (1766-1767).

IX (1797). Gruerie de Corbeil (1775-1776). Directe des terrains de l'hôtel de Soissons (1779). Bail passé par les chanoines de la Sainte-Chapelle à Paris. Terre et seigneurie de Charron (1783). Procès soutenu par le chapi-

tre cathédral de Nevers (1783). Terre de Poligny (1785). Cure de Mareil-sous-Marly. Allodialité d'après la coutume de Troyes (1779). Terre de Belleville au diocèse de Verdun (1774-1775). Justice royale de Rancon (1776-1777). Marquisat de Pont-à-Mousson (1781).

1798. — Anciens procès féodaux. — Lesdiguières et du Fay (xviie et xviiie siècles) ; copies de pièces anciennes ; consultations ; actes judiciaires, etc. — Andilly et Bellemont (xvie et xviie siècles). — Beaufremont et Ribérac (1668-1677). —Montcornet et Châteauporcien ; procès soutenu par le duc de Richelieu (1744) ; concession de haute-justice.

1799-1800. — Fiefs. Recueil de pièces et de notes diverses sur les fiefs et les affaires féodales, tirées principalement du traité de Brussel et des registres de Philippe-Auguste, notamment de celui de Guarin, évêque de Senlis.

1801-1887. — Affaires judiciaires ; procès jugés par le Parlement de 1737 à 1775 ; nombreuses lacunes dans la série ; rangés par ordre chronologique d'arrêts ; beaucoup de volumes se composent de mémoires et de notes du Procureur général.

1801. — Janvier à septembre 1737. — Beaucoup d'imprimés.

1802-1803. — Parlement. Année 1747.

1804-1807. — » — Année 1748.

1808-1809. — » — Année 1749.

1810. — » — Année 1750.

1811-1812.— » — Année 1751.

1813-1814. — » — Année 1752.

1815. — » — Année 1753.

1816-1821. — » — Année 1755.

1822-1824. — » — Année 1756.

1825. — » — Année 1757.

1826-1830. — » — Année 1758.

1831-1834. — » — Année 1759.
1835-1836. — » — Année 1760.
1837-1840. — » — Année 1761.
1841-1843. — » — Année 1762.
1844-1847. — » — Année 1763.
1848-1849. — » — Années 1763-1764.
1850-1854. — » — Année 1764.
1855-1856. — » — Année 1764 (août-octobre).
1857-1863. — » — Année 1765.
1864-1865. — » — 9 septembre-26 octobre 1765.
1866-1873. — » — Année 1766.
1874-1882. — » — Année 1767 (janvier-septembre).
1883. — » — Année 1769 (février-août).
1884-1885. — » — Année 1769 (avril-septembre).
1886. — » — Année 1774 (octobre-décembre).
1887. — » — Année 1775.
1888-1896. — Affaires judiciaires ; supplément ; procès criminels et civils, généralement peu importants, rangés par ordre de date des arrêts
I. (1888). Années 1698-1737.
II. (1889). — » — 1740-1745.
III. (1890). — » — 1745-1755.
IV. (1891). — » — 1756-1770.
V. (1892). — » — 1772-1778.
VI. (1893). — » — 1779-1781.
VII. (1894). — » — 1782-1783.
VIII. (1895). — » — 1783-1786.
IX. (1896). — » — 1786-1789.
1897-1957. — Petits dossiers d'affaires judiciaires (1776-1786) ; dossiers au nombre de 1574, rangés dans l'ordre indiqué par un ancien inventaire, par ordre chronologique. Chaque dossier comprend le résumé de l'affaire par le procureur général et les pièces à l'appui, manuscrites et imprimées. Pour employer cette collection, il faut connaître la date de l'arrêt définitif intervenu. La

plupart des affaires n'ont que peu d'intérêt; quelques-unes, mais en petit nombre, se rapportent à des communautés civiles et ecclésiastiques.

1958-1960. — Affaires criminelles (1718-1723); documents rangés dans l'ordre indiqué par une ancienne numérotation de 1 à 450. Correspondances diverses, interrogatoires, dénonciations, etc., ayant trait principalement à des vols commis sur les grandes routes. Beaucoup se rapportent à l'affaire de Cartouche.

1961. — Affaires judiciaires. Arrêts du Parlement et documents divers (1548-1719), réunis par M. de la Gaïissonnière, substitut du procureur général. A la suite recueil de précédents sur l'inceste, le viol et le rapt, pièces provenant de sources diverses.

1962-1963. — Rapports du parquet, de mars 1730 à 1737. Affaires civiles et criminelles. Papiers sans valeur; on n'y trouve que l'analyse de chaque affaire et les conclusions du procureur général.

1964. — Affaires criminelles. Rapports et lettres au chancelier (1760-1785) sur les affaires terminées, les crimes commis, réponse à des demandes de renseignements sur des causes dont l'instruction était en retard.

1965-1973. — Oppositions à l'enregistrement des lettres-patentes et autres actes royaux, signifiées au Procureur général par des particuliers, des communautés et des confréries. — Première série, rangée par ordre alphabétique de noms de personnes et de lieux; les pièces sont comprises entre les années 1701 et 1760 ou environ.

I. (1965). Lettres A-B.

II. (1966). Lettres C-CHA.

III. (1967). Lettres CHA-CU.

IV. (1968). Lettre D.

V. (1969). Lettres E-F-G.

VI. (1970). Lettres H-L.

VII (1971). Lettre M.

VIII. (1972). Lettres N-REL.

IX. (1973). Lettres REL-V.

1974-1978. — Oppositions à l'enregistrement des lettres patentes et autres actes royaux. 2ème série, rangée par ordre chronologique.

I. (1974). Années 1771-1776.

II. (1975). — » — 1777-1780.

III. (1976). — » — 1781-juin 1784.

IV. (1977). — » — Juillet 1784-1787.

V. (1978). — » — 1788-1789. Résidu.

1979. — Oppositions à l'enregistrement des lettres patentes.— Tables : 1° Double table alphabétique des oppositions antérieures à 1760, se rapportant aux volumes 1965-1973 ; 2° Table chronologique des années 1772, 1773 et 1774. — En tête du volume, mémoire à consulter sur les oppositions.

1980-1982. — Grand-Conseil. Affaires particulières rangés par ordre de noms de lieux. (Années 1755-1781). Quelques imprimés de 1768 à 1770.

I. (1980). Prieuré de SS. Pierre et Paul d'Abbeville.— Amiens. — Aurillac. — Prieuré d'Avrillé, au diocèse de Luçon. — Bar-le-Duc. — Les Bordes près Issoudun. — Bourgueil. — Chaillot. — Châteaugontier. — Châtillon-sur-Marne.

II. (1981). Civray. — Crespy-en-Valois. — Deville, diocèse de Noyon. — Fontenay-en-Brie. — Gien. — Gouy l'Hôpital. — Guise. — La Châteigneraye. — La Motte des Prés. — Langres. — Lauzerte. — Prieuré de Lieu-Restauré. — Loches. — Abbaye de Lorroy, près de Bourges. — Lusignan. — Lyon.

III. (1982). Meaux. — Montagny. — Montreuil. — Nay, sénéchaussée de Riom. — Nemours. — Paris. — Reims. — Rieupeyroux en Rouergue. — Riom. — Roye. — Saint Amand en Flandre. — Saint-Aubin du Cormier. — Saint-

Flour. — Saiut-Maixent. — Sainte-Mélanie, près d'Angers. — Saint-Rémy du Plan. — Saint-Savin. — Saintes. — Sens. — Sézanne. — Thin-le-Moustier. — Troyes. — Vignory, bailliage de Chaumont en Bassigny. — Prévôté de l'Hôtel (affaires diverses de l'an 1768).

1983-1988. — Evocations. Affaires particulières; collection rangée dans l'ordre indiqué par un ancien inventaire relié en tête du premier volume. On a réuni les pièces se rapportant à la même affaire, qui se trouvaient dispersées sous plusieurs cottes. Cet ancien inventaire suit à peu près l'ordre chronologique et divise les papiers en deux séries : 1° anciennes évocations antérieures à 1730; 2° nouvelles évocations postérieures à cette date, qui est celle du premier classement. En tête quelques pièces anciennes sur les évocations des années 1527 à 1600. Nous indiquons pour chaque volume les principaux dossiers :

I. (1983) Duc de la Force. — Congrégation de S. Vannes. — Pompe de la Samaritaine. — Prieuré cure d'Argenteuil. — Ville de Périgueux. — Congrégation de France. — Hôpital Jean-Rose de Meaux. — Evêque de Boulogne (1re partie).

II. (1984). Evêque de Boulogne (fin). — Contrebande sur mer et à Paris. — Ordre de Grammont. — Frères de la doctrine chrétienne. — Abbaye d'Aurillac.

III. (1985). Capitation des Arts et Métiers. — Vente du tabac par la Compagnie des Indes (1727). — Ville de Decize. — Cardinal de Noailles contre Philippe Fert. — Béthune. — Détenus par ordre du roi à Charenton et à Saint-Lazare. — Syndics de l'Université.

IV. (1986). Chapitre de Villefranche en Beaujolais. — D'Haussonville, maître de l'artillerie en Lorraine. — Ponts et chaussées en Touraine. — Marais du Poitou. — Abbaye de Corbie. — Saint-Germain l'Auxerrois. — Abbaye de Fécamp et de Saint-Florent de Saumur. —

Saint-Just de Lyon. — Succession de Law. — Faculté de médecine de Paris.

V. (1987). Tourbages. — Saint-Philibert de Tournus. — Messageries et maîtres de poste. — Prieurés possédes par les Jésuites de Paris. — Ordre de Malte (1713). — Église collégiale de S. Pierre de Lille. — Affaire Leval (1713-1720). — Conrtenay (1717-1720).

VI. (1988). Affaire de la Barre (1722). — Voirie de Lyon (1723). — Affaire de la terre de Boyne (1725-1727). — Abbaye de Clairefontaine (1727-1730). — Affaire de Goris, religionnaire fugitive (1727-1737). — Affaire du sieur Cabannes, spéculateur enrichi du temps de Law (1729). — Droits de l'évêque du Mans sur plusieurs bois de son diocèse (1731). — Maîtrise des eaux et forêts de Sézanne (1733). — Connétablie (1737). — Municipalités d'Arras et de S[t] Omer (1750). — Apothicaires de Saint-Quentin (1767). — Maréchaussée du Mans (1767). — Approvisionnement du marché de Vitry (1767). — Marchands de vins de Paris (1767). — Marchands de grains à Vouziers (1769).

1989-1995. — Recours en grâce, commutations de peine. — Série très-intéressante, classée par ordre alphabétique de noms d'accusés. Chaque dossier comprend l'analyse de l'affaire, les minutes des lettres du procureur général, les originaux des réponses des ministres. Peu de pièces antérieures à 1780. La plupart sont des anuées 1781 à 1789.

1996. — Lettres de grâces, sursis et commutations. — Dossiers individuels, rangés par date de présentation de 1775 à 1787.

1997-2025. — Mémoires et factums; la plupart sont des imprimés; quelques suppliques manuscrites mêlées aux factums. Le tout est classé par ordre chronologique.

1997. — Année 1725.

1998. — » — 1726.

1999-2001. — » — 1727.

2002-2003. — » — 1728.

2004-2005. — » — 1729.

2006-2007. — » — 1730.

2008-2009. — » — 1731.

2010. — » — 1732.

2011-2013. — » — 1733.

2014-2015. — » — 1734.

2016. — » — 1735.

2017-2018. — » — 1736.

2019-2020. — » — 1737.

2021. — » — 1738.

2022-2023. — » — 1739.

2024-2025. — » — 1740.

2026-2031. — Mémoires et factums. Supplément, rangé par ordre alphabétique de noms de demandeurs. — I (2026), Lettres A-COR. — II (2027), COU-GR. — III (2028), GUI-MAS. — IV (2029), MAU-PEL. — V (2030), PER-THI. — VI (2031), TI-V.

2032. — Mémoires et factums. — Factum pour Jean Chasteigner, lieutenant de police de la ville d'Amboise (an. 1733). — Imprimé ; 124 pages, in-4.

2033. — Affaires judiciaires. — Duc d'Elbeuf (1682-1683), et duc d'Epernon (1622-1662). Dans la seconde partie de ce volume, nombreux documents historiques, fort intéressants, dont quelques-uns en original.

2034. — » — Succession du duc de Chaulnes (1698) ; procès entre le duc de Chevreuse, légataire universel, et les héritiers naturels, marquis de Mailly et consorts.

2035. — » — Faux titres (1700-1704). Procès de Bar, Haudicquier de Blancourt, Chassebras, etc. Documents intéressants.

2036. — » — Affaire Dulac-Capé (1712). Affaire de succession; mémoires imprimés.

2037-2039. — » — Affaire des princes du sang et des princes légitimés (1714-1717). Pièces curieuses; notamment pamphlets pour et contre les princes légitimés.

2040. — » — 1. Duel entre M. Courtade et M. de Brilhac (1717-1718). — 2. Assassinat de l'abbé Couëtte (avril-mai 1736). — 3. Enlèvement de la demoiselle Vidal d'Audiffret, d'Aigueperse, faussement imputé au sieur Cardin, commissaire à terrier. (1781-1783).

2041-2042. — » — Procès contre le duc de la Force (1720-1721), intenté à la requête des maîtres-épiciers de Paris pour accaparement de marchandises. En tête du tome I, table des 100 premières pièces du dossier du 10 août 1720 au 6 août 1721.

2043-2045. — » — Bande de Cartouche (1721-1724). Le dossier n'est plus complet aujourd'hui. — I (2043), liste des accusés, renseignements sur chacun d'eux; correspondance administrative et judiciaire. — II (2044). Arrêts rendus par le Parlement au cours de l'instruction de novembre 1721 à septembre 1722. — III (2045). Suite de ces arrêts jusqu'en octobre 1723. Listes des pièces à conviction déposées au greffe; règlement des frais de la procédure.

2046. — » — Affaire Nivet et consorts (1727-1729). Sommaires des interrogatoires subis par les coupables; beaucoup de lettres autographes et de documents originaux.

2047. — » — Suite de la même affaire. Supplément. Même contenu qu'au volume précédent.

2048. — » — De Broglie contre Condé (1730-1736), pour la possession des terres de Senonches et autres. Mémoires imprimés, productions des deux parties.

2049. — » — Tutelle du marquis de Langeais, confiée au procureur général; réglement des affaires de la suc-

cession; comptes, papiers d'affaires, correspondance (1745-1765).

2050-2066. — » — Succession de Montbéliard (1746-1747). Voici le détail des volumes :

2050. — Historique de l'affaire (1746-1747). Mémoires autographes et copies; lettres originales; pièces à l'appui.

2051-2052. — Mémoire sur la succession du comté de Montbéliard, rédigé par le procureur général. Deux exemplaires de la mise au net, écrits par le même copiste. Le mémoire est rédigé au nom des gens du roi et signé par eux.

2053-2055. — Mémoires du procureur général. — 2053, minute autographe du premier projet. — 2054, id. du deuxième projet. — 2055, autre exemplaire du second projet, copie du temps avec corrections autographes de l'auteur.

2056. — Troisième projet; mise au net avec corrections autographes; prétentions du comte de Sponck et de la comtesse de Coligny.

2057. — Suite du précédent; prétentions des barons de l'Espérance.

2058. — Suite des précédents; prétentions du duc de Wurtemberg-Stuttgard.

2059. — Quatrième projet; mise au net de la grande rédaction.

2060. — Quatrième projet abrégé; mise au net.

2061-2062. — Quatrième projet abrégé; minute originale.

2063-2064. — Collection de factums, au nombre de 31, produits par les parties comme preuves à l'appui ou imprimés lors du procès. Ils sont rangés par ordre chronologique de 1724 à 1746. Quelques suppliques et consultations manuscrites.

2065. — Titres, pièces et mémoires; documents histo-

riques de toute nature, généalogies, extraits d'ouvrages d'érudition. Beaucoup de notes autographes du procureur général.

2066. — Autre série, analogue à la précédente. Documents et actes produits à l'appui de la seconde partie du mémoire. Le tout a été réuni en 1747.

2067. — Affaires judiciaires. — 1. Procès entre la marquise et le comte de Chantilly, au sujet d'une succession contestée (1747-1748). Beaucoup de lettres particulières annexées aux pièces du procès. — 2. Affaire Morangiés et Gilbert (1772). Diffamation, suppression de mémoires.

2068-2073. — Procès de Damiens (1757). Six volumes, dont voici le détail :

I. (2068). — Procédure à la prévôté de l'hôtel; état des accusés décrétés. Extrait des procédures faites à la Prévôté du 5 au 17 janvier 1757. — Interrogatoires des accusés et dépositions des principaux témoins à la Pré vôté. — Attribution de la cause au Parlement; lettres patentes du 15 janvier 1757; requête et délibérations du Parlement à cette occasion. — Translation de Damiens à la Conciergerie. — Bulletins de santé de l'accusé; deux par jour du 18 janvier au 27 mars 1757. — Mandements, discours et pièces de vers se rapportant à la tentative du 5 janvier 1757. — Lettres relatives à l'aumône de 300,000 livres, faite par le roi aux pauvres de Paris. — Requête du procureur général pour informer.

II. (2069). — Etat des accusés décrétés; renseignements sur leur compte; lettres relatives à un inconnu, compromis dans l'affaire de Damiens. — Procédures faites par le Parlement. — Arrangement des jours pour l'audition des témoins. — Arrêts rendus au cours de la procédure du 15 janvier au 21 mars.

III. (2070). — Interrogatoires des accusés et des témoins. — Extrait des interrogatoires de Robert-François Damiens. — Notes et mémoires sur diverses ques-

tions de procédure. — Tortures proposées pour faire parler Damiens; lettres et mémoires envoyés à ce sujet d'Avignon, de Rouen, etc. — Procédures conjointes, envoyées par le Châtelet. — Interrogatoires divers faits en province. — Faits pour interroger l'accusé avant le rapport du procès. — Recolement et confrontation des témoins. — Témoins mandés d'Arras. — Conclusions définitives du procureur général; recherche des précédents; affaire Ravaillac.

IV. (2071). — Arrêts contre Damiens et sa famille. — Publication et exécution de ces arrêts. — Expulsion du père et de la femme du condamné. — Démolition de la maison où il était né. — Lettres du procureur général aux ministres; mélanges; complices supposés de Damiens; frais du procès.

V. (2072). — Quelques pièces sur le quidam, complice supposé de Damiens. — Procédure de plus ample informé contre Dominique-François Gauthier, close le 15 juin 1758. — Assemblée des Chambres du 23 novembre 1757; requête présentée par six conseillers au Parlement, nommés dans la procédure contre Damiens. — Mauvais discours tenus contre le roi à l'occasion de l'affaire de Damiens; dossiers rangés par ordre alphabétique de noms de lieux, la plupart sont des années 1757-1758. En tête les affaires instruites à Paris. Le tome V va jusqu'au nom Mitry.

VI. (2073). — Suite des mauvais discours; dossiers des provinces, de Montfort à Troyes.

2074-2077. — Mauvais discours. Procédures faites tant à Paris qu'en province depuis l'an 1756 jusqu'à l'an 1775; se rapportant presque toutes à des propos séditieux, tenus contre le roi, le Parlement et la religion. Beaucoup, des années 1757 et 1758, se rattachent plus ou moins directement au procès de Damiens et aux événements religieux du temps. Beaucoup de poursuites

exercées contre des pamphlets et brochures anonymes, des placards et inscriptions séditieuses, etc. Les dossiers sont rangés par ordre alphabétique de noms de lieux ; les dossiers relatifs à Paris sont en tête de la série et remplissent le tome I et une partie du tome II. Le tome II va jusqu'au mot *Chartres;* le tome III jusqu'au mot *Nanteuil ;* le tome IV et dernier jusqu'au mot *Villejuif.*

2078-2079. — Procès du soldat Ricard, de Montdidier, condamné au supplice de la roue, pour avoir répandu le bruit d'un prétendu attentat contre la personne du roi. — Instructions diverses, correspondance; transport de Ricard et de ses co-accusés à la Conciergerie; procédure à Paris et à Montdidier; arrêt de condamnation; frais de procédures; demandes de gratifications et de récompenses. — En tête du tome I, quelques feuillets se rapportant à des mauvais discours tenus à la même époque.

2080-2081. — Affaire du duc d'Aiguillon (1770). — Extraits des procédures faites par le Parlement de Rennes; nombreux documents se rapportant principalement aux démêlés entre le roi et le Parlement de Paris à l'occasion de ce procès.

2082. — Affaire Beaumarchais et Goëzman (1773-1776). Exemplaire original des mémoires de Beaumarchais. Mémoires justificatifs de Goëzman, en partie autographes; arrêts rendus contre les deux parties.

2083. — Affaire du sieur Vénard, greffier à Etampes (1773-1784) ; frais d'exploits et de procédures.

2084-2085. — Procès fait à la requête du comte d'Artois, contre les sieurs Lebel, Pyron, Radix de Sainte-Foy, Moreau, Elie de Beaumont, etc. (1779-1784), qui lui devaient la foi et l'hommage et qui avaient refusé de les prêter.

2086. — Affaire Marguet et Fleury, à Châlons-sur-Marne (1783-1787) ; accusés de stellionat et de concussion

par un officier de justice ; arrêt du Parlement de Paris en appel ; condamnation du dénonciateur comme calomniateur.

2087. — Affaire de la fille Salmon, condamnée en 1784 à être brûlée vive par le Parlement de Rouen, sous prévention d'empoisonnement sur la personne de ses maîtres ; placets et requêtes imprimés. Arrêt de cassation du Parlement de Paris de mai 1786.

2088-2089. — Procès du collier (1785-1786).

I. (2088). — Attribution de l'affaire au Parlement (23 août-septembre 1785). — Lettres patentes du 5 septembre. — Incidents divers jusqu'aux lettres patentes du 11 janvier 1786. — Exposé de l'affaire. — Pièces et renseignements divers sur les accusés. — Etat des pièces déposées au greffe du Parlement par le procureur général, de septembre 1785 à mai 1786. — Interrogatoire des témoins et des accusés et faits pour interroger.

II. (2089). — Arrêts divers rendus au cours de l'instruction (février-avril 1786). — Résumé ; conclusions du procureur général et arrêt définitif (31 mai et 5 juillet 1786). — Exécution de l'arrêt. — Frais du procès, évasion de la femme Lamotte. — Bijoux retrouvés à Bar-sur-Aube (1786). — Réclamations adressées au domaine par demoiselle Valois de Saint-Remy (1789-1790).

2090. — Affaire des sieurs Cherest, juge, et Thomas, procureur à Dannemarie (bailliage d'Auxerre), poursuivis pour abus dans l'administration de la justice (1785-1788).

2091. — Affaire Simar, Bradier et consorts (1786) ; condamnés à la roue comme coupables de vol et d'assassinat, et défendus par Dupaty, président au parlement de Bordeaux. — Mémoires imprimés par celui-ci, et poursuites dirigées contre ces mémoires.

2092-2096. — Maison de Bouillon. — Tomes I, II et III, affaires de famille de 1730 à 1748 ; procès entre le

duc de Bouillon et les substitués de sa famille pour faire imputer les dettes sur le prix de la vente, faite au roi, de la vicomté de Turenne. — Tome IV, justice d'Eragny, affaires des princes de la Mark. — Tome V, généalogies, pièces historiques (1545-1739). Notes diverses.

2097-2100. — Parlement. — Chambre des vacations (1753-1789).

I. (2097). — Constitution et discipline de la chambre des vacations. Lettres patentes de 1675 et de 1753. — 1756 Condamnation d'une lettre de l'archevêque d'Auch au pape. — Refus de sacrements. — Condamnation d'une lettre de l'évêque de Troyes. — Commission au Châtelet pour le maintien de l'ordre public. — 1759, affaires judiciaires diverses. — 1769, rapports de police dressés à la Chambre. — Rôle des affaires qui lui furent soumises.

II. (2098). — Liste des membres de la Chambre en 1768 et 1769. — Visites de la Conciergerie et de Charenton en 1769. — 1770, sessions trisannuelles. — Dîners donnés à l'ouverture de chaque session en 1768, 1769 et 1770. — 1777-1778, affaire de la dame d'Ervillé, accusée d'escroquerie. — 1779, composition de la Chambre; liste des affaires civiles et criminelles, dont elle eut à connaître.

III. (2099). — 1779, visite de Charenton, de S. Lazare et de la Conciergerie. Rapports du guet (septembre-décembre). — 1784, rôle des affaires civiles et criminelles.

IV. (2100). — 1784, avis du Châtelet; rapports journaliers du guet. Affaires diverses (Noé, maire de Bordeaux; évasion de prisonniers à la Conciergerie). — 1789, quelques documents sans intérêt.

2101-2102. — Lettres de cachet du roi au Parlement de Paris, avec les lettres d'envoi pour l'enregistrement

de différents édits. — I, années 1724 à 1727. — II, années 1728, 1729, 1746, 1747 et 1748.

2103. — Parlement. — Exil à Pontoise (1753). Affaires religieuses (1753-1757) ; intervention du prince de Conti ; lettres écrites par lui au procureur général.

2104-2106. — » — Affaires du Parlement de Bretagne (1763-1770). Différents avec le duc d'Aiguillon ; affaire de la Chalotais ; tentative faite par le Parlement de Paris pour s'entendre avec les Parlements de province ; séance royale du 3 mars 1766.

2107-2109. — » — Histoire de la suppression et du rétablissement du Parlement de Paris (1770-1774). — Institution des Conseils supérieurs et démembrement du ressort ; lits de justice de mars 1771 et novembre 1774 ; démission du procureur général (13 avril 1771) ; remboursement des offices. — Rétablissement du Parlement.

2110. — Rétablissement du Parlement en 1774. Lettres de félicitations, écrites au procureur général par les officiers de justice des siéges de province.

2111. — » — Conseils supérieurs (1771-1776). Lettres des procureurs du roi dans plusieurs siéges distraits du ressort en 1771. — Greffes des conseils supérieurs ; transport des minutes et des registres après la suppression de ces tribunaux (1774-1776).

2112-2113. — » — Années 1786-1787. Affaires diverses, réglées par Joly de Fleury, avocat général au Parlement ; collection aujourd'hui fort incomplète, rangée par date d'arrêts définitifs.

2114-2116. — » — Exil à Troyes ; cour plénière (1786-1788). — Contestations au sujet des édits de finances et de la cour plénière de Loménie de Brienne.

2117-2119. — » — Mélanges et histoire.

I. (2117). Années 1718-1750. Exil du Parlement à Pon-



toise en 1718; affaires de Law; affaires diverses de 1731, 1732, 1742, 1750.

II. (2118). Années 1763-1776. Remontrances du Parlement en 1766. Guet de Paris (1768-69). Rectification des frontières de la France vers les Pays-Bas (1769-1777). Etablissement à Versailles d'un dépôt des papiers publics des colonies (1775), etc.

III. (2119). Années 1776-1789. Remontrances du Parlement de Bordeaux (1785-1787). — Beaucoup d'affaires minimes, traitées à la grand'Chambre. Cette dernière partie de volume peut être rapprochée des papiers laissés par l'abbé d'Espagnac. (Voir plus bas, n°s 2536 à 2546).

2120-2124. — Parlement-semestre, institué au XVIe siècle par Henri II.

2120-2121. — « Mémoires sur l'établissement d'un « Parlement de Paris semestre en 1553, lequel a été ré- « voqué en janvier 1557. » Copie faite au XVIIIe siècle d'un mémoire, dont une partie se retrouve dans le volume 2124. Ces deux premiers volumes concernent le premier semestre ou l'année 1553.

2122. — Suite de la copie, 2e partie: 2e et 3e semestres (1554-1555).

2123. — Suite, 3e partie: 4e et 5e semestres (1556-1557).

2124. — Parlement-semestre (1553-1557). Copie d'une partie du grand mémoire, des n°s 2120-2123. En tête copie des lettres royales qui instituèrent, règlementèrent et supprimèrent ce corps judiciaire. Le tout a été réuni en 1784.

2125. — Parlement. Procédure, privilèges. — Avis demandés au Parlement par le roi; lits de justice et enregistrement des édits; résultats des conférences tenus en 1783 et 1784 pour la réformation des abus; jugements sur requête; arrêt de règlement des dépens

de 1782. Réclamations diverses et demandes d'explications, rangées par ordre de noms de lieux.

2126. — » — Archives; transcriptions des minutes; réclamations de la famille du greffier du Parlement, Ysabeau. — Travail de M. de Meslé sur les *Rouleaux* et mémoire sur cette collection. — Extraits du conseil secret (1671-1673) et des registres (1560-1660). On peut remarquer à l'an 1632 la copie d'une information faite contre le duc de Montmorency.

2127-2128. — » — Etat sommaire des registres, indiquant série par série les dates extrêmes de chaque volume, leur contenance et leur numéro d'ordre.

2129. — » — Offices en général (1553-1780). On y remarque notamment un mémoire assez volumineux, avec pièces justificatives, rédigé en 1753, et beaucoup de pièces sur le droit de centième denier.

2130. — » — Mémoire sur la perpétuité des offices, contenant l'historique de la question; minute originale écrite vers 1750.

2131. — » — Offices; provisions; mélanges. — Etat des membres du Parlement vers 1660 et vers 1755. Renouvellement du parquet en juin 1771. Provisions d'offices, etc.

2132. — » — Officiers inférieurs; buvetier, chapelain, chirurgien, commis du greffe; imprimeur (impression des décrets de l'Assemblée Nationale, 1790-1791; compte du sieur Nyon); interprète; questionnaire; vitrier. — Cérémonies publiques : messes solennelles, funérailles des princes, etc.

2133. — » — Procureurs, avocats et clercs de la Bazoche (1689-1790). Arrêts de règlements et délibérations; frais de procédure, etc. A la suite quelques dossiers sur des affaires personnelles.

2134. — » — Huissiers audienciers. Mémoires, édits, arrêts du Parlement et projets divers de 1586 à 1789.

2135. — » — Taxe des frais de procédure dans les siéges du ressort; enquête de 1778; réclamations des huissiers et des procureurs. Documents divers rangés par ordre chronologique.

2136-2137. — » — Recettes et dépenses du Parlement; administration des amendes; gages des officiers; taxes des officiers inférieurs, etc., etc.; bougies du Parlement; menues nécessités. — A la fin du tome II, quelques renseignements sur les bâtiments du palais.

2138. — » — Dépôts et consignations (1665-1780). Lettres, projets, mémoires, arrêts, etc. Comptes définitifs de cette caisse.

2139. — » — Amendes du Parlement. Comptes des amendes de 1670 à 1721; rangés par ordre alphabétique de noms de receveur, et pour chaque receveur par ordre chronologique.

2140. — » — Amendes acquises au roi; tableau synoptique, formant le compte-rendu analytique fourni (après 1730) par Yvon, receveur des amendes de la cour, de ses opérations de 1670 à 1725 ou environ.

2141. — Amendes et aumônes du Parlement; droits du roi sur ces amendes; projets de règlements et mémoires sur la matière de 1717 à 1739; remboursement des amendes confisquées après le système de Law. — Recettes des amendes, états mensuels et trimestriels de 1717 à 1737. Liste des remises d'amendes ou aumônes accordées par le Parlement pendant cette période.

2142-2143. — Chancellerie; Marc d'or (1578-1737.) Perception de ce droit, lettres, mémoires et projets divers; beaucoup de pièces des années 1732 et 1733.

2144. — Tarif des droits à payer par les officiers de justice à leur réception; enquête faite vers 1760, lors d'un projet de surtaxe sur les officiers avec documents et exemples à l'appui.

2145-2147. — Avocats. 3 volumes.

I. Affaires générales, projets de règlements, etc. — Affaires particulières, rangées par ordre alphabétique de noms de lieux : la plupart se rapportent à des avocats, faisant partie des barreaux des différents sièges de justice inférieurs. — Abbeville, Amiens, Angers, Angoulême, Aubusson, Aurillac, Auxerre, Beauvais, Blois, Boulogne-sur-Mer, Bourges, Bourmont en Lorraine, Châlons-sur-Marne, Chartres, Château du Loir, Châtellerault, Chinon, Civray, Clamecy, Clermont en Beauvaisis, Compiègne.

II. Dijon, Donchery, le Dorat, Douai, Dun le Roy, Ervy, Fontainebleau, Fontenay-le-Comte, Issoire, Issoudun, la Ferté-Bernard, Langeais, La Rochelle, La Roche-sur-Yon, Le Mans, Lyon, Mâcon, Malzieu, Meaux, Melun, Montargis, Montbrison, Mortagne, Naillat, Nancy, Nemours, Neuilly-Saint-Front, Nevers, Orléans.

III Paris, Poitiers, Provins, Reims, Riom, Roanne, Rouen, Saint-Aignan, Saint-Dizier, Saint-Florentin, Saint-Quentin, Salers, Senlis, Sens, Soissons, Thouare, Tonnerre, Tours, Troyes, Varennes, Vaucouleurs, Vézelay, Vic-en-Carladés. Vierzon, Villeroy près Nogent-le-Rotrou.

2148-2150. Notaires. — I (2148), Projets d'ordonnances sur la conservation et la tenue des minutes, sur la profession en général, etc. Mémoires historiques, sur l'origine des notaires. La plupart des pièces datent des années 1730-1755.

II (2149). Affaire des notaires de la ville de Tours ; mémoires imprimés et manuscrits, et pièces anciennes produites au cours de l'instance (1737) ; il s'agissait de régler des contestations survenues entre les officiers du bailliage et les notaires de la ville pour le partage des droits de confection des actes.

III. (2150). Affaires diverses, rangées par ordre alphabétique de noms de localités.

2151. — Huissiers-priseurs et jurés-priseurs (1690-1789). Affaires générales; édits, mémoires et affaires locales rangées par ordre alphabétique de noms de localités.

2152. — Huissiers et sergents royaux. Affaires locales - enregistrement de la déclaration du 1er mars 1730; provisions, etc., le tout rangé par ordre alphabétique de noms de lieux. La plupart des lettres sont des années 1728 à 1730; quelques documents antérieurs, et plusieurs lettres administratives des années 1780-1785.

2153. — Juridictions inférieures et présidiaux. Mémoires de d'Aguesseau et du procureur général sur les juridictions inférieures, royales et seigneuriales. A la suite, copie des ordonnances de juillet et décembre 1665 et de septembre 1667, avec observations autographes du procureur général, pour servir à une nouvelle ordonnance sur la matière (vers 1755-1760).

2154. — Juridictions inférieures. — Mémoires et projets divers sur les présidiaux, les grands bailliages, les greniers à sel, etc.

2155. — Listes des justices du ressort du parlement de Paris, dépendantes de chaque siège royal, dressées en 1723 en exécution d'une circulaire du procureur général. — Listes des principales villes du ressort par diocèses.

2156. — Listes des sièges de justice inférieurs, imprimées et manuscrites, dressées pour l'envoi des édits en province et pour la correspondance administrative; elles n'indiquent guère que les sièges royaux.

2157-2158. — Sièges de justice en province. Etats demandés par le procureur général de 1717 à 1719, à tous les sièges du ressort, du personnel et des charges judiciaires de chacun d'eux, avec les lettres d'envoi, le tout rangé par ordre alphabétique de noms de sièges. — Tome I, lettres A-LA; tome II, lettres LE-Y.

2159-2160. — Sièges subalternes. Recueil de mémoi-

res, d'arrêts et de déclarations sur leurs fonctions, leur composition et leur compétence. — Tome I, années 1535-1731. — Tome II, années 1744-1790.

2161-2180. — Sièges de justice en province. Arrêts de règlements; provisions d'offices; compétitions de pouvoirs; attributions de cause; conflits; demandes d'explications et d'instructions au procureur général, etc. Dates extrêmes, 1700-1790.

I (2161). Abbeville-Angoulême.
II (2162). Arles-Auxerre.
III (2163). Bapaume-Baugé.
IV (2164). Beaufort-Beauvais.
V (2165). Bellac-Buzançais.
VI (2166). Calais-Chartres.
VII (2167). Château du Loir. — Clichy.
VIII (2168). Cognac — Dourdan.
IX (2169). Dreux — Grand.
X (2170). Grosbois — La Flèche.
XI (2171). La Marche — La Rochelle (1).
XII (2172). La Rochelle (2) — Luçon.
XIII (2173). Lyon — Meulan.
XIV (2174). Molosmes — Montsabert.
XV (2175). Moret — Orléans.
XVI (2176). Parthenay — Riom.
XVII (2177). Rochechouart — Saint-Omer.
XVIII (2178). Saint-Pierre-le-Moûtier — Sens (1).
XIX (2179). Sens (2) — Vervins.
XX (2180). Vézelay — Yèvre-le-Chastel.

2181. — **Juridictions inférieures; juridictions de Paris: amirauté de France; bailliages de l'Arsenal, de l'Artillerie, du Palais, de St-Jean-de-Latran, Connétablie, Bureau des Finances, Eaux et Forêts, Maîtrise de Paris, Prévôté de l'Ile-de-France et Maréchaussée; Tribunal des Maréchaux de France, affaires du maréchal de Richelieu (1783) et du vicomte de Noé, maire de Bordeaux (1784).**

2182. — Mémoires raisonnés sur les ordonnances de Blois (1579), d'Orléans (1560), de Roussillon (1565), de Moulins (1566) ; copies de pièces du XVI[e] siècle à l'appui.

2183-2185. — Travaux sur la collection des ordonnances du Louvre. Etude par ordre chronologique depuis l'avènement des Capétiens jusqu'à Charles V ; mise au net, avec corrections autographes du second Procureur général (vers 1760).

2186. — Procédure civile. Mémoires, projets et déclarations de 1715 à 1783 ; travail de révision de l'ordonnance de 1667, entrepris et poursuivi de 1731 à 1738.

2187-2188. — Procédure civile et criminelle. Ordonnance criminelle d'août 1670. Projets pour sa révision, rédigés de 1731 à 1737 par le Procureur général, le Chancelier et l'Avocat général ; mémoires, pièces diverses, recueil de précédents pour chaque cas.

2189. — » Mémoires et instructions sur le titre 1[er] de l'ordonnance criminelle de 1670, concernant la compétence des juges en matière criminelle. Vers 1735.

2190. — » Ordonnance de 1670 ; travaux pour sa révision ; plaintes, accusations et récusations ; règlements, mémoires et projets sur la matière, réunis ou rédigés de 1731 à 1737 par le Procureur général et le Chancelier.

2191. — » Commentaire du titre 17 de l'ordonnance d'août 1670, écrit vers 1734 ou 1735.

2192. — » Mélanges. Mémoires sur diverses questions particulières et décisions judiciaires, rangés par ordre chronologique. — Recherches sur la forfaiture ; lettres d'abolition ; peine du fouet ; faux monnayeurs (arrêt de 1651) ; effets juridiques de l'appel ; compétence des tribunaux de maréchaussée, ses limites ; demande de réparation, faite par un accusé ; exécution d'arrêt ; confrontation ; prononcé du jugement. — Cette première partie du volume est certainement antérieure à 1738 et se rapporte aux grands travaux juridiques, qui ont pris fin

à cette date. — 1747, recherche sur la valeur des preuves en matière criminelle ; 1748, cas où une femme accusée se trouve être enceinte ; 1749, déclaration réglant l'application des peines du pilori et du carcan ; 1749, sentences de mise en liberté ; 1753, dénonciations ; 1515-1770, attributions respectives de la Tournelle et de la Grand'Chambre ; règlements de compétence pour quelques autres cours et juridictions ; notes diverses sur Port-Royal-des-Champs ; 1770, renseignements sur la censure et les censeurs ; 1772, instruction des procès par contumace, édit sur la matière ; 1783-1784, arrêt du Parlement sur les enquêtes ; 1784, interprétation de l'ordonnance de 1724, taxes des juges, des huissiers-audienciers et des greffiers ; état des prisons du ressort d'Auxerre ; 1788, projet de déclaration sur les condamnés à mort.

2193-2194. — Mélanges de droit et de procédure. Débris d'une ancienne collection intitulée : *Questions de Droit*. Le tome I renferme divers mémoires sur certaines questions de droit public et domanial et de procédure civile et criminelle ; le tome II des *Questions* sur certains points controversés de droit domanial et de procédure.

2195. — Projet d'un code de police ; mémoire adressé par le Procureur général au Chancelier vers 1733. Recherches sur l'organisation de la police dans divers pays étrangers.

2196-2197. — Procès-verbaux de la révision en 1744 et 1748 de plusieurs articles de la coutume de Vitry-le-François, relatifs à l'allodialité des terres ; beaucoup de pièces et de mémoires imprimés servant de preuves.

2198. — Fragment de commentaire sur une coutume du Nord de la France (de Paris ?), commençant à l'article 184 de ladite coutume.

2199-2200. — Frais de justice. — Procès criminels ; mémoires, projets, instructions, correspondances, etc.,

des années 1738 et suivantes, pour la préparation d'une ordonnance sur la matière.

2201. — Procès criminels et civils. Déclarations de 1687 et de 1737. Indemnités aux témoins ; épices (1748). — Frais de requêtes. — Exécutoires (1749), et déclaration de 1778. — 1781, projets pour l'augmentation des frais de requêtes, de transcription des rôles et d'instruction. — 1782, règlement du tarif du bourreau (requête de l'exécuteur des hautes-œuvres de La Rochelle). — 1784, projet d'une ordonnance générale sur les frais de justice. — 6 janvier 1789, institution d'une commission de magistrats, chargée d'étudier les réformes urgentes. — A la fin du volume, recherches sur les frais des procès civils.

2202. — Plaintes et règlements de frais, rangés par ordre alphabétique de noms de lieux. — Bellesme (1771-1786) ; Béziers (1783) ; Blois, affaire Chalons (1788) ; Bourbon-l'Archambault (1782-1783) ; Châlons-sur-Marne (1783-1785) ; Chantelle-le-Château (1779) ; Chartres (1781) ; Château-du-Loir (1778-1779) ; Château-Thierry (1778-1779) ; Chaumont (1781) ; Chinon (vers 1780) ; Cosne (1707) ; Couargues (1770) ; Crespy-en-Valois (1781) ; Dinant (1777) ; Graçay (1782) ; Guéret (1777-1783) ; Hérisson (1779) ; Langres (1783) ; Mâcon (1780) ; Le Mans (1784) ; Moulins (1782) ; Paris (1783-1786) ; Richelieu (1786) ; La Rochebernard (1755) ; La Rochelle (1779-1783) ; Rouen (1778) ; Roye (1778) ; Sablé (1781) ; Saint-Dizier (1783-1784) ; Saint-Martin-de-Ré (1782) ; Saint-Pierre-le-Moûtier (1779) ; Sens (1782-1783) ; Tours (1779-1788) ; Versailles , Yenville (1781-1782).

2203. — Questions de droit ; la plupart se rapportent au droit civil et administratif ; à chaque question est indiquée une affaire particulière, donnant la solution juridique.

2204. — Substitutions et fidéicommis ; recueil de ques-

tions, numérotées de 1 à 39; plusieurs numéros manquent aujourd'hui.

2205. — Table d'une ancienne collection de questions de droit qu'il serait difficile de reconnaître.

2206-2207. — Mariages.

I. (2206). Questions de droit et mémoires sur les mariages, demandes d'éclaircissements sur certains cas particuliers; réponses du procureur général. Extraits des rituels de diverses églises de France et de l'étranger, par ordre alphabétique de noms d'églises, depuis Albi jusqu'à Vannes. — Projets et mémoires divers (1680-1783). — 1757, mariages entre mineurs; projet d'ordonnance; extraits d'actes anciens. — 1757, projet d'ordonnance générale sur la matière, avec pièces anciennes à l'appui. — 1757, mariages contractés aux Iles et à l'étranger; règlementation spéciale. — 1769, mariages en Corse. — 1778, mariage des prisonniers pour dettes.

II. (2207). Affaires locales; demandes d'éclaircissements, correspondance par ordre alphabétique de noms de lieux, de Ainay-le-Vieil à Yville.

2208. — Bibliothèque des avocats; questions de droit et de procédure proposées et déterminées dans les conférences, qui s'y tenaient (1683-1730); mémoires et documents à l'appui.

2209-2210. — Charge de procureur général. Mémoires sur ses attributions, sur leur origine, sur les rapports de ce magistrat avec les différents corps de l'Etat, sur sa chancellerie et le formulaire employé par elle, frais de bureaux. Notes sur Pierre Cousinot, procureur général au XV[e] siècle. Recettes et émoluments de la charge.

2211-2213. — Commissions de substituts du procureur général en province. Tome Beaumont à Montfort. Tome II : Nemours à Souvigny. Tome III : Sedan à Versailles.

2214. — Substituts du procureur général à Paris

(1774-1786). Demande de places rangées par année et pour chaque année par ordre alphabétique de noms de personnes ; enquêtes sur la personne de quelques-uns des postulants, qui avaient exercé des fonctions judiciaires du temps du parlement Maupeou. Pension accordée au doyen des substituts du procureur général (1782). En tête du volume quelques notes sur le prix des charges de substituts et sur leurs émoluments.

2215-2216. — Recueil d'anciens plaidoyers du XVII[e] siècle, prononcés dans diverses causes civiles et criminelles. Se rapportent principalement à des affaires de dots et de mariages.

2217-2358. — Plaidoyers prononcés par les avocats-généraux de la famille Joly de Fleury, depuis avant 1700 jusqu'en 1746, rangés par ordre chronologique.

2217-2224. — Avant 1700.
2225-2227. — Année 1699.
2228-2229. — » 1700.
2230-2232. — » 1701.
2233-2236. — » 1702.
2237-2239. — » 1703.
2240-2243. — » 1704.
2244-2248. — » 1705.
2249-2252. — » 1706.
2253-2256. — » 1707.
2257-2260. — » 1708.
2261-2265. — » 1709.
2266-2270. — » 1710.
2271-2273. — » 1711.
2274-2277. — » Succession de Condé (1711-1716).
2278-2282. — Année 1712.
2283-2286. — » 1713.
2287-2290. — » 1714.
2291-2295. — » 1715.
2296-2299. — » 1716.

2300. — » 1717.
2301-2302. — » 1718.
2303. — » 1719-1720.
2304. — » 1721-1722.
2305. — » 1724-1727.
2306. — Année 1729.
2307. — » 1729-1730.
2308. — » 1733.
2309. — » 1734-1735.
2310. — » 1736.
2311-2312. — » 1736. — Tournelle.
2313. — » 1737.
2314-2315. — » 1738.
2316. — » 1738. — Tournelle et Petit rôle.
2317-2321. — » 1739.
2322. — » 1739. — Tournelle.
2323. — » 1739. — Petit rôle de la Grand'Chambre.
2324-2326. — » 1740.
2327. — » 1740. — Tournelle.
2328-2329. — » 1741.
2330. — » 1741. — Tournelle et Petit rôle.
2331-2334. — » 1742.
2335-2336. — » 1742. — Tournelle et Petit rôle.
2337-2338. — » 1743.
2339-2340. — » 1743. — Tournelle et Petit rôle.
2341-2348. — » 1744.
2349-2353. — » 1745.
2354-2357. — » 1746, janvier-juillet.
2358. — » 1746. — Grand'Chambre.
2359. — Mercuriales et discours de rentrée. Années 1686-1709.
2360. — » 1710-1727.
2361. — » 1727-1739.
2362. — » 1740-1749.
2363. — » 1750-1757

2364. — » 1758-1763.

2365. — » 1764-1778.

2366. — » 1779-1787.

2367. — » Sujets.

2368. — » Projets.

2369. — Mercuriales et discours. Pensées.

2370. — Conclusions (1772-1781). Rangées par ordre chronologique. Quelques arrêts rendus sur requête; beaucoup de lettres d'envoi des édits enregistrés au garde des sceaux,

2371. — Lettres de bonne année ; années 1774-1787.

2372. — Lettres de bonne année, reçues par le procureur général en 1782, 1783, 1784 et 1785. Chaque lettre porte le brouillon autographe de la réponse.

2373. — Autre série de 1785 et 1786, rangée comme la précédente.

2374. — Suite; années 1787 et 1788.

2375. — Lettres de bonne année et de compliment, — Lettres de bonne année de 1788 et 1790. Lettres de condoléances, écrites en 1788, lors de la mort du procureur général.

2376-2389. — Recueil de décisions judiciaires ; classé d'après les numéros d'un ancien inventaire, et pour chaque article par ordre chronologique.

I (2376), nos 1 à 13.

II (2377), nos 14 à 68.

III (2378), nos 69 à 102.

IV (2379), nos 103-115.

V (2380), nos 116-140.

VI (2381), nos 141-179.

VII (2382), nos 179-200.

VIII (2383), nos 201-247.

IX (2384), nos 248-322.

X (2385), nos 322-332.

XI (2386), nos 333-345.

XII (2387), nos 346-445.

XIII (2388), nos 446-472.

XIV (2389), nos 473-554.

2390-2392. — Recueil de décisions. Tables de la collection précédente, au nombre de deux ; la première, par ordre alphabétique de matières, renvoie aux numéros des dossiers : a été suivie dans le classement ; la seconde, par ordre chronologique des actes, renvoie à la première. — Le tome I (2390) renferme la table des dossiers et le commencement de la table chronologique (1283--1697) ; le tome II (2391) contient la suite de la table chronologique ; le tome III (2392) la fin de la table chronologique (1712-1749), et quelques feuillets de résidu.

2393-2413. — Cartons blancs, recueil de mémoires et de pièces, rangés par ordre de matières.

2393-2407. Première série par ordre alphabétique.

(2393). Lettre AB-AV. Abolition et amnistie ; adultère ; advocats ; Anet (terre d'), sa réunion au domaine, nombreux documents historiques ; appels comme d'abus ; arts et métiers ; aubaine ; autorisation de la femme par son mari ; Auvergne (biens de Jean, duc d') ; Averton (chatellenie d') ; Avesnes et Saint-Vast.

(2394). Lettres BE-BU. — Berre, île de Martigues, etc., Beuil, Bouillon et nobles-comtes de Brioudes, cartulaire de cette abbaye ; Bulles.

(2395). Lettres CA-CE. Cardinaux ; carrosses de place à Paris ; cautions ; censures ecclésiastiques ; Chambres de justice, affaire de Fouquet, autre de 1607 ; sceau du Châtelet ; chevaliers de Malte.

(2396.) — Lettres CO-CU. — Commitimus ; communautés ; conseillers, procès criminel de Fouquet de Croissy ; consuls ; contrats de mariage de rois, de reines et de grands personnages de 1258 à 1728.

(2397.) — Lettres DO-DU. — Dombes, (quelques actes

anciens en copies); Domaine du roi; Domaine et bois du roi; Domicile; Droits honorifiques.

(2398). — Lettres EA-EX. Eaux et forêts; Edits; Eglise (biens d'); Etapes; Eu (comtes d'); Evêques (procès criminels faits à des).

(2399.) — Lettres HO-LY. — Hôpitaux; Huissiers du Parlement; Légitime; Lettres d'abolition; Lettres de rescission; Lieutenant criminel au Châtelet; Ligne (prince de); Litières; Lorraine; Lyonnais.

(2400.) — Lettres MA-MO. Machiavel (apologie de), 1659; Maîtres des cérémonies; Marchands de bois; Maréchaux de France: Marquisats; Massonnerie (*sic*); Mathurins; Meubles; Metz; Monaco; Monastères; Monceaux (seigneurie de); Monnaies; Montdoubleau (baron de); Montferrand (bailliage de); Montpensier (pairie de); Montreau (terre de); Mortagne (domaine de).

(2401.) — Lettres NA-OR. Naturalité; Nesle et Bresne; Neufchâtel; Noailles; Noblesse; Offices; Orange (principauté et princes d'); Ordonnances du roi; Ordre judiciaire.

(2402.) Lettres PO-PR. — Ponts et chaussées; Porte-flambeaux; *Postliminii (jus)*; Pragmatique sanction; Prédiction; Présidiaux; Princes du sang.

(2403.) — Lettres PR-RU. — Promesse faite sans cause; régale; religieux; religion; renonciation; rentes sur la ville; requêtes de l'hôtel et requêtes du palais; retrait; révision (lettres de); rois et reines; Rouergue; rues.

(2404.) — Lettres SA-SU. — Saint-Dizier; saisies réelles; scel royal; secrétaires d'Etat; secrétaires du Roi; Sédan (principauté de); séminaires; Sleswig et Holstein; sociétés; Soissons (comté de); substitutions; successions; surintendance des finances.

(2405.) — Lettres TA-TR. — Tailles; testaments; théologal; Toul (ville de).

(2406.) — Lettres TR-TU. — Traités ; trésor des Chartes ; trésoriers de France ; trésorier de l'Epargne ; Turenne.

(2407.) — Lettres U-Y. — Université (juridiction de l') ; Vaucouleurs ; Vendôme (biens de la maison de) ; Verdun (ville et évêché de) ; Vœux ; Voierie ; Yvetôt (seigneurie d').

2408-2410. — Cartons blancs : Clergé.

(2408.) — Remontrances du clergé aux Etats de 1614 et de 1615. — « Table du cérémonial des assemblées géné« rales du clergé de France et autres mémoires d'iceluy. » — A la suite (f. 42), cérémonial des dites assemblées, rédigé en 1661. — F. 137, traduction des instructions de Louis-le-Pieux aux évêques de son royaume. — F. 140, « L'alliance de l'immunité et contribution ecclésiasti« ques. » Mémoire sur les impositions du clergé. — F. 169, liste des évêchés et archevêchés de France.

(2409.) — Cahier présenté par le clergé au Roi en 1606 ; copie d'un manuscrit de Talon. — F. 106, autre cahier de septembre 1610, avec les réponses du Président Jeannin aux articles qui y étaient contenus. — F. 122, autre de 1612. — F. 126, autre de 1612. — F. 129, autre de 1615. — F. 132. « La liberté de l'Eglise au clergé de « France, de l'an 1650. » Copie d'un ms. de Talon. — F. 170. « Demandes généralles du clergé. » Même époque et même provenance. — F. 174, 188 et 190, cahier de l'assemblée générale du clergé, tenue à Saint-Germain-en-Laye en 1700. — F. 203, cahier de l'assemblée tenue à Paris en 1705. — F. 207, id. de celle de Paris, 1710. — F. 220, id. de celle de Paris, 1715. — F. 232, id. de celle de Paris, 1723.

(2410.) — Recueil d'imprimés relatifs au clergé de France, à ses assemblées et à son administration depuis la session de 1725. On y trouve les assemblées de 1726, 1734, 1735, 1740 et 1742. Listes des membres de chaque

assemblée ; harangues prononcées par eux ; dons gratuits, etc. Du f. 175 au f. 191, documents sur l'assemblée de 1685. — Au f. 263, liste des paroisses du diocèse de Paris.

2411-2412. — Cartons blancs : Procès criminels. Copies d'actes divers, qui paraissent être tirées des volumes de la collection Dupuy. Les plus anciens remontent au commencement du XVe siècle, les plus récents sont des années 1635-1640. Affaires d'états, guerres civiles, procès faits à des princes du sang, etc.

2413. — Cartons blancs. Plaidoyers d'Omer Talon ; table alphabétique ms. renvoyant à une collection de ces plaidoyers, manuscrite ou imprimée, formant au moins 6 volumes.

2414-2432. — Droit et administration ; collection de dossiers, rangés par ordre alphabétique de matières. Chaque dossier comprend un certain nombre de lettres, de mémoires, de pièces imprimées et manuscrites, formant autant de précédents sur la matière ; sur un feuillet préliminaire sont résumées, article par article, les règles juridiques et administratives, qu'on peut en tirer.

2414. (I). A-CHA. — Adultère ; assises ; attroupements, déclarations du 9 mars 1780 et du 11 août 1789, affaires locales ; avocats ; avocats-procureurs ; battage des grains, arrêt du 30 juin 1784, pour Saint-Quentin ; blés ; blés versés ; boucherie pendant le carême, contraventions et affaire judiciaire à Vincennes en 1781 ; boucs et chèvres ; cabarets et cafés, observation des dimanches et fêtes ; carcan, déclaration du 11 juillet 1749 ; cendre de varech, ordonnance de police de 1782 ; cens ; certificats de catholicité et de bonne vie, déclarations pour les nouveaux convertis et les possesseurs de rentes, diverses affaires locales ; charité, assemblées de charité : Auteuil, Ay, Châtenay, Civray, Digny, Favril, Montargis, Paris, Soulaines, Villeneuve-Saint-Georges.

2415 (II). CHA-CONT. — Charivaris, arrêts du parlement rangés par ordre de dates ; chartes privées ; chaumes (enlèvement des), affaires diverses à Amiens, Réthel et Soissons ; cheminées et fours ; chenilles ; chiens enragés ; chirurgiens et médecins, législation spéciale les concernant ; cimetières, lettres et papiers administratifs par ordre alphabétique de localités ; clercs de procureurs ; cloches, à qui appartient le droit de les faire sonner, défense de faire sonner les cloches pendant l'orage, arrêts divers du Parlement et des cours inférieures ; colporteurs de billets de loterie ; commis aux aides et aux fermes ; commissaires aux saisies réelles ; commissaires de police en province ; commissaires enquêteurs et examinateurs ; commissions rogatoires ; commissions de substituts ; communautés d'arts et métiers ; communautés d'habitants ; communion paschale ; comptes de communautés ; comptes de fabrique ; comptes de tutelle ; concierges ; conflits de juridiction ; connaissance des affaires domaniales ; conseillers honoraires ; conservation de Lyon ; consignations ; contrôle des actes.

2416 (III). CONT-DRO. — Contumaces ; courses de chevaux ; criées ; crimes : cas royaux et prévôtaux, duel, faux, fausse monnaie, homicide, homicide de soi-même, infraction de ban, rapt, simonie, stellionat, vol, usure ; curatelle ; curés, leurs démêlés avec les officiers de justice ; déclarations des accusés ; déclarations des biens et revenus du clergé ; déclinatoires ; décret de prise de corps ; délais des assignations ; délibérés ; délits champêtres ; démence ; démission d'office ; dénonciateurs ; dénonciations ; dépens ; déports des juges ; difficultés entre officiers ; dispense d'âge ; distraction de juridiction ; distribution de procès ; distribution de remèdes ; dixième et vingtième ; dimes ; domaines engagés, mémoires et déclarations diverses ; domestiques ; donations ; dons à des hôpitaux ; don de retrait féodal ; don de terre en France

par des puissances étrangères; dots de religieuses; douaires; droits dus aux officiers des justices seigneuriales; droits des professeurs en droit de Paris.

2417 (IV). DROI-FE. — Droits honorifiques dus aux seigneurs; droits sur les marchandises et les denrées; droits sur le bastion de France de la côte de Barbarie; droit de vest; duels, combats singuliers; eaux et forêts, maîtrises particulières; eaux de vie; échanges; écoles gratuites, principes à leur sujet; édit au denier 25; églises, presbytères, cimetières, franche-aumône, cens, bancs, etc; émancipation; émission de vœux; emprunts des communautés; enchères; enfants, crimes commis par des enfants; enfants abandonnés; enfants baptisés dans une paroisse étrangère; enfants exposés, leur nourriture et leur éducation; enfants illégitimes; enfants mort-nés; enregistrement des édits et déclarations; ensaisinements; envoi des arrêts dans les justices inférieures du ressort du Châtelet; envoi des arrêts dans les justices inférieures; épaves; épices et vacations, taxes et règlements; épices sur procédures criminelles; essai du pain; étrangers, biens acquis en France par eux; évocationsà la connétablie; exécuteur de haute-justice, taxe de ses gages à Pariset en province; exécution des jugements criminels; exécutoires; exemption de logement des gens de guerres; exoines; experts en justice; exploits; extraits des registres de baptêmes et de sépulture; façon d'enfant; fausse monnaie; fêtes obligatoires, Tours et autres diocèses, fêtes (suppression de); fiefs.

2418 (V). FI-G. — Filles publiques et femmes débauchées, prostitution; flagrant délit; fonctions des gens du roi dans les cours supérieures; fondations (réduction de); fourches patibulaires; galères; gardes de nuit; gardiens de meubles; Gazette de France; gens de mainmorte, édit de 1749, Hôtel-Dieu, fondations, acquisitions d'immeubles, amortissements, retrait féodal;

geôliers ; glanage, affaires locales et arrêts des juridictions subalternes ; grains ; grands-baillis d'épée, âge requis pour cette fonction, installation de ces officiers ; greffes et greffiers du Parlement, du Châtelet, de police des consuls, des officialités, minutes des greffes et des notariats ; grossesse (déclaration de), exécution de l'édit d'Henri II.

2419 (VI). H-INC. — Hannetons ; hermaphrodite ; homicide par imprudence ; homicide de soi-même ; homme vivant et mourant ; hôpitaux, édit de 1749, règlements intérieurs, bureaux de charité, rentes dues à des hôpitaux ; hors de cour ; Hôtels-Dieu, règlement, bureau d'administration, legs et créances ; huissiers du Parlement et du Châtelet, huissiers-audienciers, huissiers-ordonnateurs, etc. ; hypothèques (sentences d') ; illuminations ; incompatibilité d'offices pour cause de parenté et pour cause de profession.

2420 (VII). INC-IV. — Incompatibilité, affaires diverses par ordre alphabétique de localités ; indécences ; indemnité (droit d') pour biens acquis pour les pauvres ; information *de commodo et incommodo* ; information de démence contre des accusés ; information de vie et de mœurs ; inhumations ; injonctions aux juges subalternes ; injonction de porter aux juges honneur et révérence ; inoculation, arrêts du Parlement, du Châtelet et des cours inférieures ; installations ; insultes aux officiers de justice ; interdictions ; inventaires, instructions aux notaires sur leur rédaction ; ivrognerie.

2421 (VIII). Jeux. — Jeux prohibés et loteries, académies de jeux, assemblées publiques de jeux ; jeux prohibés ; jeu de longue paume ; jeu de battoir ; loteries, arrêt du parlement du 30 juin 1750 ; — jeux prohibés, arrêts du parlement de 1776 à 1781, conclusions et projets de conclusions ; affaires instruites à Paris de 1781 à 1789 ; dénonciations de tripots, avis signés par leurs

auteurs et avis anonymes; affaires instruites en province, rangées par ordre alphabétique de noms de lieux, d'Angoulême à Vierzon. Le tome IX comprend la première partie, d'Angoulême à Clermont-Ferrand.

2422 (IX). — Jeux prohibés ; affaires instruites en province (Clermont-Ferrand — Vierzon). — Juges, défenses de postuler et de consulter; juges-consuls et matières consulaires, conditions exigées pour obtenir ces charges.

2423 (X). Juges — MA. — Juges inférieurs, législation et précédents; juges de siéges du ressort du parlement de Paris, domiciliés dans le ressort d'un autre parlement; juges royaux, leur compétence, droits honorifiques; juges seigneuriaux, leur installation, édits de 1693 et de 1704, conditions exigées des candidats; inspection des justices seigneuriales par les juges royaux; jurés-experts; justices seigneuriales, rapports entre leurs officiers et les officiers royaux; justices subalternes dépourvues d'officiers; labour des terres; légalisations d'actes; legs pieux, arrêt de 1701; lettres de bénéfice d'âge; lettres de grâce; lettres de terrier; lettres-patentes pour instruire la cause; libelles; libertins; lieutenants généraux de province; livres prohibés; logements dans les villes, expropriations; maisons de force; maisons couvertes en chaume, cheminées en bois et non en briques; maisons en ruines; maîtres ès-arts et maîtresses d'école.

2424 (XI.) MAN-MAU. — Mandement portant suppression de fête; marchés publics; maréchaussées; procédure, greffes et greffiers, officiers, main-forte, frais de capture, huissiers, exécutions criminelles, réquisitions; marguilliers, cas où on peut refuser cette charge, préséance, exemptions qui y sont attachées; mariages: principes sur le mariage des mineurs, des enfants naturels, des majeurs, juridiction des curés, consentements des père et mère, mariages des protestants et des nègres; mauvais commerce.

2425 (XII). ME-OFF. — Médecins, médecins aux rapports, médecins sans qualité, médecin du roi, exercice illégal de la médecine et de la chirurgie; mendiants et vagabonds, législation à leur sujet, édit de 1724 et correspondance à ce sujet; messiers; mesure des grains; milice; ministère public, compétence, suppléance, etc, minutes des notaires; moissons (ouvriers des); moissons (incendies des), arrêt à Péronne en 1775; monitoires, rapports de la justice séculière et de la justice ecclésiastique; moulins bannaux et autres; notaires; nourrices, code des nourrices, recueil de déclarations, d'arrêts et d'ordonnances, formé en 1781, correspondance administrative; official, (Longwy); officiers de justice en général, dispense d'âge, rang et séance, réception.

2426 (XIII). OFF-ORD. — Officiers de justice, décence dans leur habillement, insultes à eux faites dans l'exercice de leurs fonctions; officiers des justices seigneuriales, des maîtrises des eaux et forêts; municipaux, rapports entre les bureaux de ville et les procureurs du roi aux bailliages, édit de mai 1765, apostilles, officiers de police, édits de création, procédure administrative; oies, dégats commis par elles; ordre judiciaire civil, questions de droit et de procédure avec leurs solutions; ordre judiciaire criminel (idem).

2427 (XIV). ORD-PA. — Ordre judiciaire criminel (suite); ordre judiciaire ecclésiastique; orfèvres; paille des dîmes dans la province du Perche, arrêts et règlements divers.

2428 (XV). PA-PRI. — Pain bénit, législation et usages à ce sujet, quête pour le pain bénit; papier marqué employé pour les affiches; parrains et marraines; paraphe des registres de consignations; parenté entre officiers, cause d'incompatibilité; partage d'opinion; pâtres de bêtes à cornes; péremption d'instance; perruquiers; pigeons (dégâts commis par les), arrêt de 1725; placards

et libelles diffamatoires; poids et mesures, arrêt pour leur fixation; pois gâtés, famines; poisons, arrêts de 1682, 1744, 1763, etc., sur la vente des poisons; police générale, lieutenant de police, ses qualités, sa compétence; fonctions de la police en cas de vacance de la lieutenance; affaires locales; police des bâtiments à Paris, des cabarets et des églises; portions congrues; postulation d'officiers; première communions, catéchisme; préséance entre officiers, arrêts de règlement; présidence de tribunaux de province, édit de 1764, déclaration de 1765, affaires locales; présidiaux, déclaration de 1731, lettres patentes de 1750, et déclaration de 1765; prise à partie.

2429. (XVI). PRI-PU. — Prisons et prisonniers, messes, fers, carcan, police des prisonniers, adjudication du pain, droits des geôliers, concierges des prisons, déclaration et édit de 1724; privilèges de l'Université; prix (tirage des), arrêt de 1724; procédures criminelles; processions, rang et préséance des officiers; procession de l'Assomption, déclarations de 1638 et de 1650, correspondance à ce sujet; si les communautés d'arts et métiers sont tenues d'assister aux processions; procureurs, âge et fonctions, suppléance par les officiers du siège; procureurs du roi, leurs fonctions, cas où ils interviennent dans les affaires; procureurs fiscaux; prostitution, simple débauche; protestants; provisions des officiers des justices seigneuriales; publication des bans de mariages; publications aux prônes.

2430. (XVII). Q-SCE. — Quêtes, si on peut les laisser subsister; quêtes permises par mandement épiscopal; ramonage des cheminées (affaire à Chaumont-en-Vexin); rapports d'experts; rapports de procès; rébellions à la justice; réceptions d'officiers dans leurs sièges; receveurs des consignations, fonctions et prérogatives, arrêt de règlement; récusation de juges; refus de sépulture; régale; règlement à l'extraordinaire dans les justices; ré-

jouissances publiques dans les villes; religieux, saisie du temporel; religionnaires, édit de 1724, maximes de droit; renonciations; réparation de bénéfices, arrêts du Conseil d'État; réparations des chemins, arrêts de règlement rendus par les sièges de province; réparations d'églises; retraits (différentes espèces de), procédure à ce sujet; révélations faites à des curés; revendication de causes; sages-femmes, règlements divers et ordonnances synodales les concernant; saisies-annotations; saisies-exécutions; saisies de gibier; scandales dans l'église; scellés en général, apposition, levée, brisure et changement de scellés, législation spéciale.

2431. (XVIII). SCE-SUBS. —Scellés (suite); inventaire et vente après scellés; scellés dans les maisons de religieuses; sentences exécutoires par provision; sépulture ecclésiastique; soldats; substituts, âge, fonctions et commissions; substituts de substituts.

2432. (XIX). SUB-V. — Substitutions, inventaires de biens substitués; successions; suicide; poursuites contre la mémoire des suicidés; instruction des procès faits aux cadavres; tableau des avocats à Paris et en province, radiation et inscription; tacite reconduction; taille seigneuriale; taxe des droits des officiers inférieurs, ordonnance de 1665; taxe des denrées et des subsistances; *Te Deum*; témoins, personnes qui peuvent être reçues à témoigner, législation et précédents; testaments; tondeurs de laine; tranquillité publique; translations de justices; trésors trouvés, à qui ils appartiennent; troupeaux dans les forêts; tutelle, curatelle et mineurs; usurpations; vacances des sièges royaux; vacations: veaux, âge auquel on peut les tuer; veilles; vente de blés en vert; vente de meubles et effets; ventes mobilières; vétérance; visites domiciliaires; voirie.

2433-2434. — Jurisprudence. — Recueil de mémoires et de dissertations sur divers sujets de droit, rangées par

ordre alphabétique de matières; on y trouve notamment beaucoup de plaidoyers, avec leurs dates. La plupart des pièces sont antérieures au xviii[e] siècle.

2435. — « Table alphabétique, tant des apostilles, que « des mots contenus dans les dites apostilles, sur les- « quelles il peut y avoir des décisions de droit. » 1764. Cette table peut servir pour consulter la collection *Droit et Administration*, plus haut cataloguée.

2436-2437. — Recueil de lettres, documents historiques et nouvelles à la main, allant de 1255 à 1789. — Tome I, années 1255-1687 ; en tête copies de lettres adressées à M. de Canizy, de 1602 à 1636 par Henri IV (1 lettre), Louis XIII et Marie de Médicis. A la suite, documents divers du xvi[e] siècle, se rapportant à la part prise par les reines au gouvernement du royaume ; du xvii[e] siècle (affaire de MM. de Vendôme, 1632 ; portrait de la reine Christine de Suède ; guerre de Hollande, 1672 ; de Lionne ; vers en l'honneur de Louis XIV ; maison de Saint-Cyr, etc.). — Tome II, années 1687-1789 : protestation du marquis de Lavardin (1687) ; histoire du roi par les médailles ; guerre de succession d'Espagne ; traité d'Utrecht ; nouvelles militaires et autres de 1697, 1739 et 1743 ; bataille de Fontenoy ; dernière maladie du roi (1774) ; l'empereur Joseph II (1783) ; guerre d'Amérique ; grossesse et accouchement de la reine Marie-Antoinette (1784-1785) ; mort du dauphin (1789).

2438-2443. — « Recueil d'arrêts, depuis l'année 1400 « jusque et compris 1530. — *Nota* : Ce recueil ou pacquet « d'arrêts appartient à M. Gougeard, bibliothéquaire, qui « les a fait copier. » Chaque arrêt est analysé au point de vue juridique, sans qu'aucun nom propre ait été transcrit ; beaucoup de ces pièces paraissent empruntées à des ouvrages imprimés ; les autres à d'anciennes copies. Le tout est rangé aujourd'hui par ordre chronologique ; la collection était primitivement classée suivant

l'ordre méthodique. — Les tomes I à IV proviennent seuls de M. Gougeard; les tomes V à VI appartiennent à deux autres collections anciennes.

I (2438), années 1400-1515.

II (2439), années 1516-1530.

III (2440), années 1566-1580.

IV (2441), années 1581-1587.

V (2442), années 1581-1589.

VI (2443), années 1588-1596.

2444. — Pièces historiques (1482-1654); le volume ne renferme que des copies. — f. 1, lettre de Louis XI touchant les secrétaires d'Etat (1483); — f. 9, mémoire sur les cérémonies; —f. 11 et suiv., lettres de Michel de l'Hospital. — Viennent ensuite diverses pièces sur les Montmorency, une lettre de La Noue, divers documents sur le duc d'Alençon, frère de Henri III; et un mémoire de M. de Bellièvre sur le procès de Marie Stuart (1586). Cette première partie du volume a été écrite à la fin du XVI[e] siècle. — F. 30, mémoire adressé à Philippe II pour l'engager à envahir l'Angleterre (1588); — f. 32 et suiv., lettres de Villeroy (1588); — f. 40, traité entre le duc de Savoie et Henri IV, relatif au marquisat de Saluces (1598). Le tout écrit au XVII[e] siècle. — F. 42, note sur le *catholicon* d'Espagne (XVII[e] siècle); — f. 64, lettre du prince de Condé à la reine-mère, Mézières, 18 février 1614 (copie du temps); — f. 68 et suiv., pièces diverses extraites des cartons de Dupuy sur les guerres des princes, en 1615; — f. 184, remontrances des grands du Royaume à Louis XIII, en 1616, à l'occasion de l'emprisonnement du prince de Condé (copie du temps). — f. 155, lettre de rémission pour le maréchal de Vitry, (1617); — f. 158, procès contre le duc d'Epernon (1624); — f. 168, voyage du prince de Condé dans le Lyonnais, le Languedoc, etc. (1627); — f. 190, affaire de Gaston d'Orléans (1630); — affaires de Pignerol et du Piémont; —

f. 223, traité de Gaston d'Orléans avec l'Espagne (1642).

2445-2446. — Pièces historiques (1559-1665). Copies empruntées à la collection Dupuy et à des collections analogues. On y trouve notamment plusieurs pièces et mémoires sur la Saint-Barthélemy, les affaires financières du temps de Mazarin (Particelli d'Emery), la Chambre de justice de 1665, la paix des Pyrénées, diverses affaires de finances des années 1664 et 1665, les relations diplomatiques avec la Hollande, la Lorraine, etc., les affaires de Rome, etc. A la fin du tome II, long mémoire sur l'histoire d'Allemagne, principalement pendant la guerre de Trente ans. Toutes ces pièces ont été copiées au XVII[e] siècle.

2447. — Collection de lettres originales, relatives principalement à la Hollande et aux Pays-Bas (1565-1711). — 1[er] septembre 1565, lettre latine du cardinal Borromée au cardinal Granvelle; — avant 1568, lettre de Renée de Lorraine, duchesse de Bavière; — 1570 et 1583, 2 lettres de Guillaume, duc de Bavière; — août 1608, 2 lettres en français de Maximilien, duc de Bavière; — 1611, lettre signée Mirabeau à M. Thévenot; — v. 1650, 8 lettres sur les affaires de Lorraine, signées Villers; — 5 juillet 1650, lettre en italien, signée Pinelli; — 8 juillet 1654, lettre du maréchal de Grancey à M. de Thévenot; — décembre 1654, lettre en italien, signée *Innocentio Guidone*; — 1660, 3 lettres de Béatrix de Lorraine au prince son fils; — 1660-1682, 7 lettres de Charles de Lorraine; — 7 août 1652, lettre signée: de Saint-Pé; — 1685, 5 lettres de la princesse de Vaudémont; — 1690, lettre du prince de Commercy; — v. 1690, 3 lettres de Charles Henri, prince de Vaudemont; — 1691, cinq lettres de Charles-Thomas de Lorraine, prince de Vaudemont; — 1691, vingt lettres du prince de Waldeck; — 1694-1696, neuf lettres d'Heinsius à Guillaume d'Orange; — 1695, trois lettres de Guillaume d'O-

range; — 1695, lettre du duc de Portland; — 1695, vingt-six lettres de Ferdinand-Guillaume, duc de Wirtemberg; — 1695-1696, quatorze lettres du baron de Keppel, ministre d'Angleterre; — 1696, lettre au comte d'Auersperg, signée Tromballi; — 1696, cinq lettres du comte d'Auersperg; — 1700, lettre de Charles, électeur de Trèves; — 1704, deux lettres de Philippe de Vendôme, grand-prieur de France; — 1706, lettre du baron de Woynewics; — 1710, lettre du baron de Wirtemberg; — 1695-1711, vingt-cinq lettres de l'électeur de Bavières; beaucoup datent de son séjour en France après la bataille de Bleinheim; — 1711, deux lettres de Philippe V, roi d'Espagne.

2448. — Duché d'Epernon. Recueil de pièces originales, sur papier et parchemin; pièces de procédure; actes d'huissiers, inventaires, etc., relatifs à la duché-pairie d'Epernon (1600-1626); la plupart sont des années 1625 et 1626.

2449. — Pièces historiques et généalogies. Recueil ancien, formé en partie au XVIIe siècle, comprenant des pièces historiques et des mémoires sur la Flandre, la ville de Gien, le comté de Guise; quelques copies du XVIe siècle de pièces sur les affaires des Protestants en Guyenne, sur les Grimaldi, sur un différent entre le premier président au parlement de Toulouse et le gouverneur de Languedoc, etc. Une partie de ce volume semble provenir de la collection dite des *Cartons Blancs* (voir plus haut).

2450. — Pièces historiques diverses concernant principalement plusieurs pairies (Courtenay, Roannez), le domaine royal et les aliénations et révocations d'aliénations de parties du domaine royal; à la fin quelques pièces judiciaires.

2451-2452. — Pièces historiques sur les fiefs et autres matières. Tome I: fiefs et croisades, église de Paris; droits

privé et administratif; exemption de la juridiction séculière. A la fin du tome I, recueil distinct, contenant diverses pièces depuis 1050 jusqu'à 1589 : on y remarque principalement des lettres et mémoires relatifs à l'élection de Charles-Quint à l'Empire. — Tome II : Ost et chevauchée; actes du temps de saint Louis; régale et droit de dépouilles; Juifs et usuriers; biens ecclésiastiques; dimes et prémices; patronage; résidence; testaments; établissements de saint Louis, etc. — Ces documents ont été empruntés pour une bonne part aux grands ouvrages d'érudition, tels que D. Calmet, le *Gallia Christiana*, le *Spicilegium* de d'Achery; le reste est tiré des registres du Trésor de Chartes, de la collection Brienne, etc.

2453. — Guerre d'Amérique (1755-1756); nouvelles à la main, allant du 25 juillet 1755 au 27 mai 1756. — A la suite : « Relation exacte des mouvements de la ville de » Messine, depuis l'année MDCLXXI jusqu'à présent « 1676. » Copie du temps.

2454. — Nouvelles à la main. (1742-1744). Affaires de l'extérieur et de l'intérieur; nouvelles de l'armée; sorte de bulletin politique; peu de détails intéressants.

2455-2456. — Extraits des registres du Parlement, classés sous forme de répertoire de jurisprudence; beaucoup d'affaires y sont rapportées *in extenso*. On y trouve notamment un certain nombre d'extraits des registres du Conseil depuis le XVe jusqu'au XVIIe siècle; des extraits des Matinées (1450-1500), etc.; les plaidoyers les plus récents sont de l'année 1672. Ces extraits ont été réunis peu après 1685, et avant 1700.

2457-2462. — Copies des titres de la famille de Bouillon-la-Tour, rangées par ordre chronologique et par ordre de matières. — 2457, XIVe au XVIIe siècle. — 2458, XVIIe, XVIIIe siècles. — 2459. Mémoires relatifs au duché de Bouillon, à la principauté de Sédan, et à l'échange pro-

posé par le roi au duc de Bouillon de Sédan contre la province d'Auvergne. — 2460. Affaire des titres faux. (1695-1710). — 2461. Procès du cardinal de Bouillon, 1710. — 2462. Procès du duc de Bouillon (1741).

2463-2464. — Recueil de mémoires historiques et de généalogies. — Tome I : extraits des ordonnances du Louvre ; mémoire sur Hugues Capet, lu à l'Académie des inscriptions en 1785 ; mémoires divers sur le Bugey, la Bresse, le Valromey et les limites de la France sur cette partie de ses frontières ; mémoires sur le parlement et sur la cour de Rome ; tables des registres des enquêtes. — Tome II : Extraits et notes sur la pairie en général et sur quelques pairies particulières ; précis de l'histoire de Guyenne ; mémoire sur les novales ; traduction de la préface des *Capitularia regum Francorum*, de Baluze ; notes sur la ville et l'élection de Trèves ; recherches sur le procès de Jeanne d'Arc par M. de Laverdy ; généalogies de diverses familles.

2465. — Mémoires théologiques de Petitpied (1734) ; lettres écrites par lui pour et contre le jansénisme.

2466. — Mélanges littéraires, historiques et scientifiques ; recueil de divers morceaux (poèmes latins, antiquités d'Aix, traité d'optique, notes sur la réunion des églises russe et latine ; pensées de Pascal préparées pour l'impression) ; quelques morceaux attribués à Voltaire ; chronologie de l'historien Josèphe, etc.

2467. — Mélanges théologiques et historiques ; tables de différents ouvrages, se rapportant principalement à la théologie, à l'histoire de la religion, des dogmes et de l'église.

2468. — Mélanges théologiques, littéraires et bibliographiques. — Mémoires théologiques sur la régale et la déclaration de 1682. — Récit d'un tremblement de terre, observé en Champagne en 1682. — Notes bibliographiques, annonces de livres nouveaux, catalogues, etc.

2469. — Mélanges et extraits divers de livres imprimés, se rapportant principalement à la théologie, à la philosophie et au droit canon.

2470-2473. — Inventaire du trésor des Chartes, copie partielle de l'inventaire des frères Dupuy.

2474-2475. — Inventaire des titres du roi à Metz. Manquent les deux premiers volumes de la collection.

2476. — Mémoires historiques de Joly de Fleury, 2e partie, commençant au 1er janvier 1711. Copie moderne.

2477. — Mélanges théologiques et littéraires de l'abbé de Fleury. Traités sur les sacrements, extraits divers, discours, sermons, histoire naturelle, etc.

2478-2481. — Cahiers de droit. Cours suivis en 1728 et 1729 à la faculté de droit de Paris par le fils du premier procureur-général Joly de Fleury; commentaire sur le Digeste, aujourd'hui incomplet, matériaux pour sa thèse de licence, soutenue en 1729.

2482-2486. — Correspondance publique et particulière, notamment lettres de famille, lettres aux ministres et aux princes, sur différentes affaires ; originaux et minutes, beaucoup d'autographes de personnages marquants. — I, années 1677 à juin 1762. — II, Juillet 1762 à septembre 1774. — III, Septembre 1774 à octobre 1782. — IV, Novembre 1782 à juillet 1784. — V, Juillet 1784 à 1798.

2487. — Affaires particulières. Papiers de famille : commissions, brevets, etc. acquisitions de charges, démission de Joly de Fleury, ministre des finances ; quelques lettres de l'académicien Bonamy (année 1755).

2488. — » Fortune de la famille, lettres d'affaires, comptes, etc. ; affaire du premier président Joly de Fleury, poursuivi par ses créanciers en 1774.

2489-2490. — » Comptes de la maison du président Omer Joly de Fleury, pendant les années 1768-1774.

2491-2492, — » Bibliothèque. Correspondance avec un

libraire d'Amsterdam; reliure; prospectus d'ouvrages nouveaux ou de réimpressions; catalogues de libraires; ventes de livres; prêt de volumes de la collection Dupuy. Classement et projets de classement de la bibliothèque. Bibliographie étendue des ouvrages relatifs aux jansénistes et aux jésuites.

2493. — Lettres de la comtesse de Forcalquier à Joly de Fleury, avocat général (1754-1760). — Lettres de différentes personnes à Delaroue, secrétaire du procureur-général (1741-1759).

2494. — Privilèges particuliers ; anoblissements ; changement de noms ; lettres de naturalisation et de légitimation , donations d'armoiries ; permission à des Juifs de posséder des terres dans le royaume.

2495. — Placets et suppliques, la plupart des dernières années de l'ancien régime, rangés par ordre alphabétique de noms de personnes; demandes d'audiences; requêtes d'ajournement; lettres de fous et de détenus, etc.

2496-2497. — Pièces appartenant à divers particuliers ; lettres ; papiers divers ; actes de procédure, rangés dans l'ordre alphabétique des noms de personnes.

2498-2535. — Collection de la Reynie. On a conservé le classement ancien par portefeuilles, titres et liasses. Nous donnons, volume par volume, les titres des principaux articles.

2498. — Crime de lèse-majesté divine. Sacrilèges ; hérésie; impiété et blasphème; sortilèges; magie. Opinions suspectes d'hérésie. — Crime de lèse-majesté contre la personne des rois, des princes et des ministres.

2499. — Crimes d'Etat; félonie; rébellion.

2500. — Reddition ou abandon de places fortes. — Désertion et retraite hors du royaume. — Fausse accusation de crime de lèse-majesté. — Accusés principaux et complices de lèse-majesté. — Nature des crimes de

lèse-majesté. — Libelles. — Procédure et instruction des crimes de lèse-majesté.

2501. — Suite des crimes de lèse-majesté. — Procédure, condamnations, peines. — Fausseté dans les sceaux du roi et dans ses mandements. — Péculat et concussion.

2502-5203. — Procès de Fouquet.

2504. — Péculat et concussion ; affaires diverses.

2505. — Procès criminels. — Empoisonnements et avortements (Brinvilliers et Penautier). — Lettres de rémission et de pardon.

2506. — Affaires d'Etat ; politique extérieure ; administration générale ; grands corps de l'état.

2507. — Rois de France ; minorités ; régences des reines ; gouvernement de la personne du roi. — Reines mères et épouses. — Frères du roi, apanages. — Princes et pairs de France. — Gouvernement du royaume. — Chefs du conseil.

2508. — Chanceliers. — Gardes des sceaux. — Convocation des trois Etats. — Autorité du Parlement dans les affaires d'Etat. — Lits de justice au Parlement. — Intendants de justice. — Connétable et maréchaux de France. — Colonel-Général. — Amiral. — Grand Chambellan. — Grand Aumônier. — Lieutenants-généraux et gouverneurs de province. — Officiers de la maison du roi.

2509. — Finances ; domaines ; aides ; tailles et gabelles.

2510. — Affaires d'Etat. — Commerce et manufactures. — Consuls français à l'étranger. — Commerce des Hollandais.

2511. — Commerce de mer (Océan, mer Méditerranée). Pêche de la baleine et de la morue. — Compagnie des Indes orientales.

2512. — Compagnies des Indes occidentales, du Le-

vant, du Nord, de la Chine. — Toiles de coton des Indes, blanches et peintes, avec échantillons.

2513. — Conseil de marine. — Officiers de vaisseaux. Amirauté, amiral du Levant. — Ecole de marine. — Classes de matelots. Frets et chargement de vaisseaux. — Prises, représailles, pirates. — Saluts en mer, pavillon, etc. — Visite des vaisseaux. — Naufrages. — Réforme et établissement de la marine.

2514. — Paix de Münster. — Paix de Nimègue (1675-1678). — Traités divers et mémoires diplomatiques des années 1681, 1682, 1683, 1684 et 1686. — Traité de paix avec l'Angleterre en 1677 et avant. — Alliance avec les Suisses. — Paix avec la Savoie, la république d'Alger et l'empire de Maroc. — Traités d'alliance avec divers princes étrangers.

2515. — Déclarations de guerre, représailles, confiscations. — Officiers de guerre. — Service, absence de charge, congés. — Police et discipline militaires. — Déserteurs. — Service et demeure hors du royaume. — Ban et arrière-ban. — Levées de gens de guerre. — Artillerie, fortifications. — Places fortes. — Troupes du royaume. — Instruction pour l'exercice de l'infanterie et des mousquetaires. — Licenciement des troupes. — Exemption de taxes pour les gens de guerre. — Guerres civiles. — Ambassadeurs. — Préséance des ambassadeurs de France.

2516. — Affaires étrangères. — Pays-Bas et Flandre, Hollande, Angleterre, Allemagne, Liège, Trèves, Münster, Furstemberg, Strasbourg, Suède, Pologne, Moscovie, Italie (Venise, Toscane, Savoie et Montferrat, Pignerol.)

2517. — Affaires étrangères (suite). Suisse et cantons alliés, Catalogne, Espagne et Portugal, Empire Ottoman, Lorraine, Franche-Comté.

2518. — Harangues des chanceliers, avocats-généraux et présidents du Parlement sur des matières d'Etat. — Harangues d'ambassadeurs, d'envoyés.

2519. — Lettres du cardinal de Richelieu sur des affaires d'état et divers sujets, rangées par ordre méthodiques. Copie datant d'environ 1675-1680.

2520. — Lettres et discours du pape. — Etat des affaires de l'Europe en 1674. — Princes du royaume. — Formulaire diplomatique. — Dénombrements. — Cahiers des états généraux (Auxonne). — Justification de M. de Brienne. — Services de M. d'Hervart, maladie de M. de Vendôme. — Armoiries.

2521. — Affaires ecclésiastiques; religion prétendue réformée; Pragmatique sanction; concordat; juridiction ecclésiastique; élection et exaltation du pape; sa puissance, son infaillibilité.

2522. — Affaires ecclésiastiques (suite). Puissance des papes sur les rois et leurs royaumes; puissance du pape à l'égard de la France. Libertés de l'église gallicane. Relations du pape avec les ambassadeurs de France.

2523. — Droits du roi sur les biens et sur les personnes ecclésiastiques; cardinaux et légats, protonotaires apostoliques. Gens d'église en général et clergé de France.

2524. — Juridiction des évêques sur les réguliers prétendus exempts. Pièces sur l'autorité des évêques. Archevêques, doyens et chapitres. Autres archevêques et évêques, doyens et chapitres. Curés, paroisses. Abbés, prieurs et confréries.

2525. — Ordres religieux en général et en particulier. Discipline ecclésiastique, offices divins, sacrements, catéchismes. Traductions françaises des livres d'église. Missions dans les pays infidèles.

2526. — Commendes de bénéfices. Pensions, portions congrues. Election à l'archevêché de Cologne. Indults pour les bénéfices. Banquiers et expéditionnaires en cour de Rome. Daterie, mandements, brefs. — Hôpital général, lettres patentes et actes divers depuis 1546. Hôpital-général de Paris. Taxes pour l'hôpital-général. Edits

antérieurs et postérieurs à 1656, date de l'établissement de l'hôpital-général.

2527. — Finances en général. Direction et administration. Aliénation du domaine et des droits domaniaux. Réunions et rachats de domaines. Droits seigneuriaux, amendes, greffes, tabellionage. Droits du sceau. Département des tailles. Sorties du royaume. Etapes, entrepôts, transits, mines, papier-timbré. Franc-fiefs et nouveaux acquêts. Aubaines, épaves. Offices de finances. Offices de chancellerie et de justice. Droit annuel sur les offices. — Remboursement des rentes; édits bursaux.

2528. — Or et argent en général, cour et officiers des monnaies. — Fausse monnaie.

2529. — Offices de justice. Chancellerie. — Cours et juridictions. Officiers de justice. Règlements et mémoires touchant l'administration de la justice. — Police du royaume.

2530. — Pièces relatives aux épidémies; documents originaux très intéressants.

2531. — Résidu. — Notes et documents divers sur la police à Paris et principalement sur le commerce des grains et l'approvisionnement de cette ville.

2532-2533. — Inventaire des portefeuilles de la Reynie.

2534. — Table des sujets généraux.

2535. — Table générale des affaires d'église.

2536-2546. — Papiers de l'abbé d'Espagnac, conseiller clerc à la Grand'Chambre du Parlement sous le règne de Louis XVI. Peu de documents intéressants ; le plus souvent lettres et mémoires relatifs à la préparation des travaux de la Grand'Chambre.

2536. -- » Affaires financières ; dixième, vingtième, double vingtième. — Corvées (édit de 1780). — Industrie et commerce; suppression et rétablissement des maîtrises et des jurandes ; gardes du commerce.

2537. — » Parlement ; procédure ; frais de justice ;

greffes ; huissiers ; correspondance, brouillons de lettres, notes diverses.

2538. — » Procureurs au parlement de Paris ; chambre de discipline ; suppression, puis rétablissement de charges ; taxe de dépens — Notaires de Paris, notaires au Parlement.

2539. — » Affaires publiques ; assemblées provinciales ; apanages ; libelles, quelques mazarinades ; et surtout pamphlets et libelles poursuivis de 1770 à 1787.

2540. — » Affaires religieuses. Biens du clergé, suppression des Célestins et des grands Cordeliers, etc.

2541-2543. — » Affaires de Paris. — Accidents de mai 1770, enquête et pièces à ce sujet. Guet de Paris (1765-1770). Connétablie. Eaux et forêts, Table de marbre. Domaine et finances. Bâtiments. Subsistances. Police proprement dite, cimetières, fonderies de suifs, etc. Carrosses de place et de louage. Mont de piété. Communautés d'arts et des métiers. Boucheries et tueries. Hôpitaux et confréries. Université, facultés et collèges. Société royale de médecine.

2544-2546. — » Affaires locales. — Tome I: Abbeville — Chartres ; Tome II. Chaumont en Bassigny — Orléans : Tome III : Poitiers — Villers.

2547-2548. — Résidu de la collection Joly de Fleury. Le tome I renferme diverses pièces, actes et notes de 1331 à 1790 ; jusqu'au commencement du XVIIIe siècle, ce ne sont que des copies. Le tome II contient des fragments de tables, des notes et extraits divers sans importance.

2549-2550. — « Cartons de mon père. » Essai de table de la collection Joly de Fleury, datant du commencement du XIXe siécle.

2551-2552. — Tables diverses.

2553-2555. — Table par ordre chronologique de dossiers formant la première partie de la collection : *Avis et mémoires sur les affaires publiques* (volumes 1 à 562)


Digitized by Google

Delisle (Léop.), membre de l'Institut. Notice sur un manuscrit mérovingien contenant des fragments d'Eugypius, appartenant à N.-J. Desnoyers. Paris, 1875, 1 volume in-4°, avec planches en héliogravure, pap. vergé........ 12 fr.

— Note sur le recueil intitulé *De miraculis sancti Jacobi*, 1878, in-8°, br.................................. 1 fr.

— Notes sur quelques manuscrits de la bibliothèque d'Auxerre, 1877, in-8°, br.......................... 1 50

Robert (Ulysse). Inventaire sommaire des manuscrits des bibliothèques de France dont les catalogues n'ont pas été imprimés, par Ulysse Robert. Premier fascicule, précédé de la bibliographie des catalogues imprimés des manuscrits des bibliothèques de France, contient l'inventaire des manuscrits des bibliothèques d'Agen, Aire, Aix, Ajaccio, Alençon, Alger, Arbois, Argentan, Arles, et le commencement du catalogue des manuscrits de la bibliothèque de l'Arsenal.

Prix du fascicule, papier ordinaire.............. 4 fr.

Prix du fascicule, papier vergé................. 7 fr.

L'ouvrage, composé de 800 pages, paraîtra régulièrement par fascicules de 8 feuilles grand in-8°, à deux colonnes, qui ne seront pas vendus séparément ; il faut s'engager à prendre l'ouvrage complet.

— Indicateur des armoiries des villes, bourgs, villages, monastères, communautés, corporations, etc., contenues dans l'Armorial de d'Hozier, par Ulysse Robert, 1879, 1 vol. in-8°... 5 fr.

Papier vergé................................ 7 fr.

— Inventaire des cartulaires conservés dans les bibliothèques de Paris et aux Archives nationales, suivi d'une bibliographie des cartulaires publiés en France depuis 1840-1878, in-8°, broché....................... 5 fr.

Le même, papier vergé....................... 7 fr.

— Etat des catalogues manuscrits des bibliothèques de France, 1877, in-8° broché...................... 1 50

Le même, papier vergé....................... 2 fr.

— Rapport inédit de Grégoire, sur l'état actuel de l'instruction publique, 1876, in-8°, broché............ 1 50

Le même, papier vergé....................... 2 fr.

— Etat des catalogues des manuscrits des bibliothèques de Belgique et de Hollande, 1878, 1 vol. in-8°, br...... 1 50

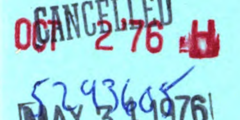
Le même, papier vergé....................... 2 fr.

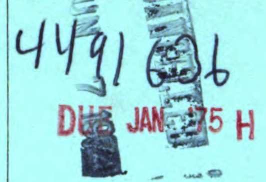
Molinier (A.). La bibliothèque Mazarine et le duc de La Vallière, 1877, in-8°, broché...................... 1 50

Molinier (E.). Documents relatifs aux Calaisiens expulsés par Edouard III, 1878, 1 vol. in-8°.................. 1 50

Bruwaert (Ed.). Mémoires de Jacques Carorguy, greffier de de Bar-sur-Seine, 1582-1595, publiés pour la première fois ·. Bruwaert, rédacteur au Ministère des affaires 1880, 1 vol. in-8°, broché............. 3 fr.

papier vergé......................... 4 50


CANCELLED
OCT 2 '76 H
MAY 3 1 1976


4491636
DUE JAN 75 H

